LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

3€ ISSN 0026-9433

« Les imbeciles professent des imbécilites comme les pommiers produisent des pommes »

hors-série
du 9 juillet au 9 septembre 2009
N° 37

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

SOUS LES CAGOULES, LA CREME SOLAIRE

M 06726 - 37 H - F: 3,00 € - RD

NEMO

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Sommaire

Universités reprises en main, par D. Pinos, *page 3*

S'insoumettre plutôt qu'espérer, par M. Rajsfus, *page 5*

Trahisons syndicales, par Fabrice, *page 8*

Au bon temps de la **Grève générale,** par M. Chueca, *page 9*

Viande humaine, par J.-L. Sagot-Duvauroux, *page 13*

Pour une **éducation** vraie, par L. Ott, *page 15*

Servitude volontaire, par Moriel, *page 19*

On pille bien **la terre !** Par J.-P. Tertrais, *page 21*

Sur les traces de **l'Écologie,** par P. Pelletier, *page 25*

OTAN, la bête se réveille, par N. Baillargeon, *page 29*

Anarchistes au **Mexique** toujours debout, par Bélial, *page 31*

Femmes, la lutte sera longue, par C. Granier, *page 34*

Un peu de **poésie** dans ce monde de brutes, *page 36*

Draguer la militante gauchiste, par E. Liebig, *page 37*

Prisons, sous les tsars comme ici, par J. Lesage de La Haye, *page 40*

Lettre à un **ami,** par R. Dadoun, *page 44*

Ils sont partout, les **groupes anarchistes,** *page 45*

Radio libertaire sur la FM et dans la toile, *page 47*

Comme tous les étés, votre *Monde libertaire* hebdo prend un repos mérité. Vous le retrouverez le 10 septembre chez les marchands de journaux les mieux fournis. Comme, hélas, il ne sont pas les plus nombreux, nous vous signalons un petit outil bien pratique, mis en place par les NMPP, notre diffuseur : le site internet www.trouverlapresse.com qui vous indiquera les points de ventes approvisionnés les plus proches de vous. Face au monopole de la presse d'argent et des marchands d'armes, nous avons toujours besoin du soutien de nos lecteurs !

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.
Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Plus de chercheurs
Moins de traders !

Sylvain Peirani

Daniel Pinós

Militants de la section CNT de l'université Paris-3

C'est le 2 février, jour ou « les universités s'arrêtent », que, à l'appel de la Coordination nationale des universités (CNU), le mouvement universitaire débute véritablement. Un mouvement historique et exemplaire à plus d'un titre : il rassemble toute la communauté ; il pense les formes de sa mobilisation ; il tente de réaliser la convergence.

Ce qui a mis le feu aux poudres ? La publication d'un simple décret qui porte sur la « modulation du temps de travail des enseignants-chercheurs ». Il s'agit du décret d'application d'une loi, la LRU, loi relative aux libertés et responsabilités des universités. Cette loi rend possible, entre autres : le désengagement financier progressif de l'État par le recours à des financements extérieurs ; l'arrivée des entreprises dans le conseil d'administration ; la gestion par l'université de ses ressources humaines. Le texte de la LRU était un peu opaque concernant la question, mais le décret d'application ne laisse aucune équivoque sur la dégradation du statut des enseignants-chercheurs. Ajoutons au décret la réforme en cours du CNRS, l'évaluation de la recherche, réalisée maintenant par des agences et non plus par des collèges de pairs. Les motifs sont suffisamment nombreux pour faire évoluer une mobilisation, en ordre dispersé depuis l'année dernière, vers un mouvement unitaire d'ampleur, certes essoufflé mais qui n'a pas dit son dernier mot.

Un des objectifs du mouvement a été la « convergence des luttes ». Cette convergence s'est déroulée en trois étapes :

La première a été celle de la convergence interne à l'université. Les enseignants-chercheurs ont bien vite pris conscience que l'unité leur était nécessaire pour avoir une chance de mener une lutte victorieuse. En cela le décret a été bien utile car il a fait l'unanimité contre lui : depuis des associations marquées à droite, comme Qualité de la science française, jusqu'à la CNT, en passant par le

Sauvons la recherche. La LRU a achevé de mettre d'accord les Biatoss (personnels techniques de l'université) et les étudiants : les premiers à cause de la précarisation accrue ; les seconds à cause du danger de voir apparaître des universités à plusieurs vitesses délivrant des diplômes d'entreprise.

L'un des aspects les plus importants a été l'implication dans cette lutte des Biatoss, les personnels administratifs, techniques et des bibliothèques, ceux dont le travail fait tourner les rouages de la machine universitaire. Soutiers de l'enseignement supérieur et de la recherche, ils sont transparents et invisibles. Et pourtant ! Sans l'activité, la compétence et le dévouement des Biatoss, les étudiants ne pourraient pas plus étudier et passer leurs examens que les enseignants enseigner, chercher ou publier.

Depuis des années, ils sont en première ligne de toutes les attaques contre l'université. De plus en plus précaires, ils sont soumis à l'augmentation des charges de travail et aux bas salaires. Les « réformes » en cours menacent directement leurs conditions de vie et de travail : individualisation des rémunérations et des carrières soumises au bon vouloir des petits chefs, casse des statuts, externalisation des métiers, suppression de la catégorie C, utilisation du travail étudiant à la place de postes statutaires, suppression de 1 090 postes dans l'enseignement supérieur et la recherche…

La mise en concurrence généralisée et la culture de la performance remplacent le travail en équipe et menacent la notion même de service public. Tout cela, les Biatoss le connaissent déjà. Mais la politique du gouvernement, en particulier la mise en place de la loi LRU, aggrave encore ces dérives.

Malgré cette unité, malgré les manifestations historiques réunissant de 50 000 à 100 000 personnes, notre ministre Valérie Pécresse a clairement choisi le passage en force.

La deuxième étape de la convergence s'est posée naturellement, issue de la nécessité pour le mouvement de s'élargir afin de se rendre audible. « De la maternelle à l'université » est donc le titre de l'appel de la cinquième CNU. Les attaques contre l'éducation sont globales, notre réponse doit l'être aussi. Les étudiants et les enseignants vont à la rencontre des parents et personnels des écoles. La CNU tente de persuader les dirigeants syndicaux d'appeler à une journée d'action commune, sans succès.

Enfin, troisième acte et dernier souffle recherché, le mouvement vise la convergence avec le mouvement des hôpitaux, qui, eux, combattent la loi Bachelot, équivalente de la LRU. La santé et le savoir se rencontreront au cours d'une manifestation ; un beau moment où les blouses blanches des chercheurs côtoient les blouses blanches du personnel hospitalier.

Cette convergence est un reflet de la lutte, spontanée ou inspirée par les militants syndicalistes et politiques. Elle n'est pas qu'un slogan, elle a été expérimentée, vécue, lors des discussions, des prises de parole au cours des journées interprofessionnelles, des débats et des manifestations.

Si aujourd'hui le mouvement n'a guère obtenu d'avancées significatives à part des modifications mineures des décrets et un gel des suppressions de postes pour deux ans, il ne doit pas être vécu comme un échec. Il faut garder la mémoire des luttes et prendre un peu de recul. Ce qui a été semé saura éclore un jour. Les rencontres faites aujourd'hui donneront peut-être un mouvement victorieux demain. Pour preuve, la première mobilisation contre la LRU avait donné naissance à des UFR autogérées dans plusieurs universités françaises ; elles répondaient à la volonté de repenser la question du savoir et de la pédagogie. Nous pensons que ces initiatives isolées portaient le germe de ce qui fut un des modes de représentation principale de ce mouvement : les cours alternatifs hors les murs, les lectures de *la Princesse de Clèves*, du *Manifeste* de Karl Marx, la réalisation de films militants, la création d'une université sur la ligne de métro 14.

Ni les manifestations, ni les actions spectaculaires, n'ont réussi à faire reculer le gouvernement. Il y a des raisons objectives, mais aussi des raisons subjectives, dont l'illustration est peut-être l'un des événements médiatiques qui a été le plus symbolique de ce mouvement : la ronde des obstinés. Une belle ronde, sans fin, tournant jour et nuit, alimentée par les universitaires et passants venus de la France entière, mais, tournant en rond, avec pour toute perspective le dos du voisin ; un signe peut-être de l'issue, intériorisée par beaucoup d'entre nous, de la défaite en cours.

Ce qui a été créé doit rester. Il nous appartient de le maintenir en vie jusqu'au prochain élan. Nous trouverons le moyen de le prendre ensemble.

S. P. et D. P.

Depuis de longues semaines, un mouvement de revendications unitaire touche l'ensemble des universités, en France, et s'étend maintenant au secondaire et au primaire et jusqu'au personnel des classes maternelles.

C'est un fait : le mouvement se renforce et prend de l'envergure.

Les revendications ne sont plus seulement limitées à la défense du statut des enseignants-chercheurs, mais visent désormais l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, cette *loi LRU* en application depuis un an qui, sous couvert d'autonomie des universités, tend à subordonner l'ensemble de l'enseignement, de la recherche et des domaines connexes, à des considérations de stricte rentabilité. Les guichets aux guichetières, et *La princesse de Clèves* aux capitaines de l'industrie éditoriale, pourvu qu'elle soit encore économiquement exploitable…

Nous – personnels administratifs, techniques, et des bibliothèques – sommes évidemment concernés.

Nous – personnels BIATOSS – devons saisir cette occasion rare, peut-être même historique, pour que nos propres revendications rejoignent celles des autres personnels et étudiants en lutte :

- Refus des suppressions de postes, pour des créations d'emplois à hauteur des besoins ;
- Résorption totale de la précarité et titularisation des collègues contractuels ;
- Amélioration de nos conditions de travail et respect de nos missions ;
- Augmentation des salaires, notamment les plus faibles, aucun salaire en dessous de 1500 euros nets.
- Abrogation de la LRU.

Mais seulement couchées sur le papier, énoncées sagement, nos légitimes revendications seront traitées de la manière hélas habituelle : au panier.

L'UNIVERSITÉ AUJOURD'HUI ?

- **plus d'un tiers de personnels précaires, toutes catégories confondues**
- **des salaires en dessous du SMIC pour les personnels administratifs et techniques de catégories C en début de carrière, des progressions quasi inexistantes (1 200 euros brut par mois par exemple pour un magasinier des bibliothèques avec plus de 10 ans d'ancienneté.)**
- **L'externalisation systématique des métiers et des fonctions.**

Comme les enseignants-chercheurs, comme les étudiants, comme tous les personnels en lutte dans le monde de l'enseignement, nous voulons défendre un service public de qualité, ouvert à tous et respectueux de la justice sociale. Et nous n'accepterons pas, nous non plus, d'être traités par le mépris ou la désinvolture. Nées de la mise en concurrence généralisée et du culte de la performance, la précarisation de nos emplois et la dégradation de nos conditions de travail attaquent notre dignité même. Si la résignation est un suicide quotidien, alors nous devons réagir.

Sommes-nous les soutiers invisibles de l'enseignement supérieur et de la recherche ?

Faisons-nous tourner les rouages de la machine universitaire ? Cessons notre travail, ne serait-ce qu'une journée, et nous verrons cette machine tomber en panne.

Nous, personnels BIATOSS, sommes plus puissants que nous le pensons.

Le mercredi 18 mars, cessons le travail et retrouvons-nous sur le parvis de Censier pour discuter de notre place dans le mouvement des universités, qui s'inscrit pleinement dans l'appel à la journée interprofessionnelle du 19 mars. Nos luttes sont les mêmes que celles de tous les salariés du public comme du privé. Cette journée sera aussi l'occasion de préparer notre participation massive à la journée interprofessionnelle du 19 mars, dans laquelle nous devons apparaître.

Pour gagner tous ensemble contre l'avenir que veulent nous imposer Sarkozy et son gouvernement, nous devons trouver les moyens de faire converger nos mobilisations le 19 mars et au-delà.

MERCREDI 18 MARS A PARTIR DE 11H00,
SUR LE PARVIS DE CENSIER :
RENCONTRE – PIQUE-NIQUE
AUBERGE ESPAGNOLE
ATELIERS DE PREPARATION
DE LA MANIFESTATION DU 19 MARS

« Les travailleurs sont plus puissants avec leurs mains dans les poches que tout l'argent des capitalistes. » (Joseph Ettor)

Comité de mobilisation BIATOSS

Souvenirs de la barbarie

Maurice Rajsfus

Après de longues périodes d'oppression, lorsque le soleil recommence à briller pour tous, la liberté redevient rapidement une habitude. Comme quoi il est plus facile d'apprécier la démocratie authentique que la barbarie. On respire un air pur, on ne se méfie plus de son voisin ou de son collègue de travail. Le gardien de l'immeuble n'est plus considéré comme un indicateur de police. Avec un effort d'imagination, le travail n'est plus une contrainte mais une contribution au bien-être de tous.

Lorsque l'on en a terminé avec la dictature et la répression, la volonté est forte de vivre pleinement, de renvoyer aux oubliettes de l'histoire les souffrances récentes. On se couche sans craindre d'être réveillé, le lendemain matin, à l'heure du laitier, par une équipe de mercenaires s'activant à leur sale travail. Il n'en reste pas moins que les nostalgiques du pouvoir fort sont toujours prêts à effectuer un mauvais coup. Ceux-là sont constamment disponibles pour tenter d'en finir, une fois de plus, avec cette volonté, cette tentation populaire de vivre sans entraves. Ce qui était fort bien expliqué par John Dos Passos dans *Bilan d'une Nation* : « Si la liberté pouvait conduire elle-même ses affaires, ce serait la démocratie ! »

Conquérir la liberté

On s'attache bien plus à la liberté qu'il est possible de le faire avec une dictature, qui ne peut que s'attacher des esprits fragiles. Certes les flons-flons glorieux sont plus sonores et les standards plus visibles en état de dictature qu'en situation de liberté. Pourtant, il est tellement agréable de vivre en liberté que l'on finit par oublier ce que peut signifier le regret de la liberté pleine et entière lorsque l'on se trouve sous le joug. « Vivre, c'est inventer ! » écrivait Maurice Blanchard, dans son *Journal des poètes*, ne pouvant séparer la vie de cette liberté que procure l'espérance d'un monde meilleur. C'est sans doute ce que voulait exprimer Alfred Capus dans ses *Pensées* : « Mal vivre, c'est sentir quelque chose de négatif. Quand on a mal vécu, on a moins vécu ! » Réflexions qui font pourtant l'impasse sur le choix de lutter pour les libertés, et surtout d'être utile à la société en participant aux combats pour les conquérir.

Nous connaissons, d'expérience, ces mauvais apôtres pour qui les libertés démocratiques ne sont rien d'autre que la porte ouverte à une forme répressive par ceux qui se considèrent comme les héritiers naturels du pouvoir et s'insurgent à l'idée qu'il pourrait leur échapper. Ainsi, Charles Maurras, qui ne

s'était jamais remis de l'instauration d'une république laïque – avec tous ses défauts –, se laissait aller à écrire dans *la Sentinelle du rampart* : « On est démocrate dès que l'on apporte aux citoyens les raisons de mépriser l'expérience de leurs pères et de se haïr férocement. »

Sortir de la barbarie ne va pas de soi. On s'était blindé pour mieux supporter. On grinçait des dents. On serrait les poings. On regardait ailleurs. À force de feindre ne pas voir et ne pas entendre, nous avions l'air indifférent de ces pauvres hères tellement abattus que le simple réflexe de survie constituait l'unique viatique. Des années de somnolence et de passivité nous avaient conditionnés au point de nous avoir réduits au stade végétatif. On finit par s'habituer à la barbarie. On s'accomode du pire. Il est possible de ne rien voir, tout en se persuadant que les choses pourraient être bien plus graves. Comme le notait si bien Paul-Jean Toulet dans *les Trois Impostures* : « La pire lassitude, c'est quand on ne veut plus vouloir ! »

L'être vaincu, qui ne trouve pas de solution à sa détresse, sombre dans la déprime permanante et perd tous ses moyens intellectuels. Sans adhérer au système qui l'opprime, il l'a accepté car la force morale a fini par lui manquer pour s'opposer sur le long terme. Avec l'habitude vient le déficit de mémoire, puis l'amnésie, la perte du souvenir de ce que pouvait représenter une existence libre et heureuse. Comme pour un cheval fourbu, après avoir été à la peine, il reste la possibilité de profiter du moindre instant de repos pouvant représenter le temps de reprendre son souffle dans une vie de galérien.

La trique pour les esprits libres

Toute une vie consacrée au travail sans joie, à trimer, suer sang et eau, participe de la perte des ambitions anciennes. L'existence étant vécue comme une fatalité, comment serait-il possible d'envisager le moindre geste de révolte ? Penser simplement à résister peut faire peur aux légalistes navrants. De même, celui qui est attaché à la chaîne du labeur quotidien fixe lui-même son collier de misère, pour être bien certain que d'autres ne le serreront pas moins fort qu'il pourrait le faire lui-même. Lorsque l'on est accablé, que l'on manque du minimum de ressort, le tyran n'a nul besoin d'aggraver la punition, car la victime est en capacité de subir sa punition sans broncher.

Les barbares, qui se sont institués tuteurs violents d'une société démoralisée, estiment n'avoir guère besoin de se faire de souci pour assurer leur avenir de prédateur. Ils sont persuadés que le découragement d'un peuple dominé devrait suffire pour provoquer cet engourdissement moral qui provoque la perte de liberté des plus faibles. Cette difficulté, cette peur quasi animale, ne peut que servir de frein à une volonté de révolte. Pourtant, le temps faisant son œuvre, il devient difficile aux tyrans de tromper plus longtemps les peuples auxquels on ne fait même plus de promesses. Alors qu'il ne reste plus que la trique pour soumettre les porteurs d'esprit de liberté, le risque de dérapage est grand, dans le même temps que la révolte gronde.

Qui a donc pu inventer la formule passe-partout « les peuples libres n'ont pas d'histoire » ? Il est vrai que le bonheur semble naturel. De même, la joie de vivre devrait être inséparable de l'idée de liberté. En fait, si l'on additionne la notion de bonheur à celle de liberté, la tentation de se soumettre à un pouvoir barbare ne peut que s'éloigner. Comment pourrait-on être heureux sans être libre ? En régime de barbarie capitaliste, il est bien plus question de survie que de bonheur. Passées les périodes de terreur, il est possible d'oublier les mauvais jours, mais l'empreinte de la peur demeure. Jules Renard avait bien compris cette difficulté et dans son *Journal* il s'interrogeait sur les étapes ouvrant la voie à ce bonheur qui pourrait paraître inaccessible : « Le but, c'est d'être heureux. On n'y accède que très lentement. Il y faut une application quotidienne. Quand on l'est il reste beaucoup à faire : à consoler les autres… »

La liberté sans entraves

Les brûlures morales, cette marque indélébile des temps barbares, tardent à s'effacer, mais l'espoir permet d'oublier la peur. Même si l'attente a été longue et les perspectives peu optimistes, la faible confiance en l'avenir est malgré tout plus forte que la désespérance. Il a été possible de se bercer de rêves, même au plus fort de la déprime. D'avoir été si longtemps réduits en esclavage moral et asservis par le travail, de voir les libertés aliénées au point de perdre à jamais leurs dernières certitudes, les peuples peinent à renaître et s'interrogent sur la réalité d'un possible retour à la vie normale. C'est-à-dire connaître la liberté sans entraves.

De ces années d'espérance, quand l'expression libre était interdite, il restera longtemps cette retenue, ces fausses joies, l'inquiétude d'une possible illusion passagère, cette crainte d'avoir été floué par de nouveaux charlatans politiques. C'est Alberto Moravia qui citait ce vieux proverbe italien : « Qui vit en espérant meurt désespéré ! » Ce qui rejoignait, en plus pessimiste, la réflexion de Blaise Pascal, dans ses *Pensées* : « Ainsi, nous ne vivons jamais mais nous espérons vivre. » Nombreux ont été ces grands esprits pour qui la dureté des temps devrait être acceptée, faute de connaître des situations peut-être plus préoccupantes. Benjamin Franklin en était un bon exemple, lorsqu'il proclamait : « Celui qui vit d'espérance court le risque de mourir de faim. » C'est là le plus bel exemple d'une incitation à la résignation. Il n'en reste pas moins que Georges Bataille, dans *Au-delà du sérieux*, laissait planer le doute : « L'espoir est le désir mais ouvert à la peur. » De son côté, Cioran, toujours aussi pessimiste, tentait de nous plonger dans la perplexité, avec son *Précis de décomposition* : « L'espoir est une vertu d'esclave. » Ce qui pourrait laisser entendre qu'il est toujours

possible de briser ses chaînes, mais Cioran n'y songeait guère.

Comment se dégager des mauvais souvenirs de la barbarie sans continuer à entretenir des ambitions d'avancées sociales ? Comment envisager l'avenir sans espérer vivre des jours meilleurs ? C'est certainement Joseph Joubert qui trouvait le mot juste lorsqu'il envisageait de nouveaux lendemains, dans ses *Pensées* : « L'espérance est un emprunt fait au bonheur. » Comment pourrait-on croire en un monde meilleur sans être porté par cette espérance insensée que la servitude et la misère seront fatalement mises au ban des turpitudes humaines ? C'est dans *l'Espoir*, sans doute son meilleur livre, qu'André Malraux a pu écrire : « Un monde sans espoir est irrespirable ! » Dans *le Pont Mirabeau*, Guillaume Appollinaire avait affirmé son espoir d'un monde meilleur :

Comme la vie est lente
Comme l'espérance est violente

On a beaucoup épilogué sur l'espérance et surtout sur l'apparence du bonheur entrevu. Avec une certaine dose de cynisme, dans ses *Pensées et Maximes*, Chamfort ne manquait pas de noter : « Il ne reste guère, pour consoler les peuples, que de leur apprendre que leurs ancêtres ont été aussi malheureux, sinon plus malheureux. » Toujours dans ce même recueil, le bon Chamfort expliquait : « L'espérance n'est qu'un charlatan qui nous trompe sans cesse, et pour moi le bonheur n'a commencé que lorsque je l'ai perdu. »

Bien plus de défaites que de succès

Il est bien évident que l'espérance ne peut qu'être active et ne doit en rien ressembler à une forme de résignation consistant à attendre le message du ciel pour en terminer avec les souffrances d'ici-bas. À rebours, Rudyard Kipling, l'auteur du *Livre de la jungle*, incitait d'une certaine manière à la révolte en soulignant, peut-être doctoralement : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer ! »

Peut-on dire cela lorsqu'il est question d'en finir avec la barbarie ? Est-il possible de se féliciter d'avoir été en mesure de persévérer quand était engagé le long combat contre le tyran et ses complices qui tenaient tout un peuple en quasi-servitude ? Toute l'histoire récente de l'humanité, particulièrement celle des populations soumises à la terreur quotidienne, est constituée de ces dures luttes pour la liberté. Avec bien plus de défaites que de succès sur la longue durée. Longtemps cette notion de liberté n'était exprimée qu'en termes de franchises pour les corporations et ne concernaient pas directement le « menu peuple ». Lequel n'avait pour vocation que de travailler.

Dans cette période de l'histoire, qualifiée de « Temps modernes », les guerres n'ont jamais cessé de se perfectionner dans la technologie meurtrière, avec leur cortège de morts. Au fil du temps, les militaires n'étaient plus seuls concernés par les boucheries et les populations civiles devenaient également des cibles. Les guerres n'étant plus, comme il était dit jadis, « fraîches et joyeuses ». Plus récemment, malgré les bouleversements qu'avaient pu connaître la Russie tsariste, l'Allemagne impériale, et même la France de la IIIe République, les mouvements révolutionnaires qui avaient suivi ne correspondront jamais à l'espérance d'un monde meilleur.

La Deuxième Guerre mondiale n'a fait qu'accentuer le décalage entre la volonté des peuples de se libérer des régimes dictatoriaux et des idéologies totalitaires, face à une constante volonté d'un capitalisme qui a su trouver les moyens de sa survie. Une grande partie de l'humanité continue à souffrir de la faim, mais les parias des pays nantis ne paraissent pas s'en soucier. La Barbarie ne serait-elle néfaste qu'aux autres ?

M. R.

Sarko, Thibault, Parisot sont sur un bateau

Les manifs du 13 juin à l'appel des huit (même si dans de nombreux départements FO, voire parfois Sud n'appelaient pas à cette mascarade) ont été un flop monumental. Rien de plus normal, tout avait été fait pour cela.

Nous avons déjà, dans ces colonnes, décrit le processus de démobilisation minutieusement planifié par l'intersyndicale nationale et notamment par son axe central CGT - CFDT : multiplier les journées saute-moutons (on nous annonce d'ailleurs une nouvelle initiative le 7 octobre pour un « travail décent »), éviter à tous prix les appels à la grève, laisser se démerder les salariés en lutte boîte par boîte tout en versant des larmes de crocodile, bref, amuser la galerie dans le cadre d'un jeu de rôle particulièrement cynique avec le pouvoir.

Cynique et ridicule étaient aussi les propos de Thibault, leader de la CGT, au soir du 13 juin ; pour expliquer la très faible mobilisation, le « syndicaliste », jésuite s'il en est, tout en tapant un peu sur FO pas assez unitaire à son goût, déclarait surtout : « Le contexte post-élections européennes corrélé à l'accident d'avion d'Air France ne prêtait pas à la mobilisation », fallait le faire !

Ce qui ne prête guère à la mobilisation, c'est plutôt la position permanente d'accompagnement de la politique de Sarkozy de la part de la direction de la CGT.

Comme l'expliquait le *Journal du dimanche* du 24 mai : « Thibault est le syndicaliste favori de Sarkozy [...] le patron de la CGT est devenu l'interlocuteur préféré du chef de l'État au détriment de François Chérèque. » Il faut dire que celui-ci a largement servi en 2003 et que son image est depuis beaucoup moins crédible donc moins utile. Et le JDD de rajouter que Sarkozy a « pris régulièrement des nouvelles du dos de Bernard Thibault », c'est pas mignon tout cela ?

Bien évidemment, les deux compères ne sont pas idiots et il s'agit médiatiquement de donner le change : « Ni l'Élysée ni la CGT ne souhaitent donner l'image d'une trop grande proximité. Aussi, Bernard Thibault n'épargne jamais le chef de l'État de ses attaques publiques. »

Nous arrivons là au cœur de l'affaire. L'évolution majeure de ces deux dernières années, c'est l'incroyable rapidité avec laquelle Sarkozy a réussi à intégrer peu ou prou dans sa politique la quasi-totalité des « partenaires sociaux ». Certes, pour beaucoup d'entre eux, les références à la charte d'Amiens n'étaient déjà plus que pure fiction, mais, cela dit, il restait encore un minimum d'indépendance et de résistance vis-à-vis des pouvoirs en place.

La position commune CGT, CFDT, Medef du 8 avril 2008, transposée immédiatement dans une loi scélérate le 20 août 2008 sur la représentativité syndicale, a constitué une étape majeure dans ce processus de décomposition syndicale. Dans le public, les accords dits de Bercy de juin 2008, signés par la FSU, la CFDT, la CGT, l'Unsa et même Sud sur la rénovation du dialogue social, en sont le pendant.

La plupart des appareils, contre des avantages en moyens et en financement, et dans le cadre d'une stratégie de « recomposition » et de « fusion » syndicales (comme dans le système capitaliste) ! ont bel et bien vendu ce qui restait du syndicalisme indépendant dans ce pays, et dans le privé, ce sont déjà des centaines de délégués syndicaux (y compris parfois de la CGT et de la CFDT) qui sont sacrifiés sur l'autel de cet accord pourri.

Mais il ne faut pas confondre les bureaucraties et les syndiqués... Dans la CGT, la ligne Thibault, aussi habile manœuvrier soit-il, fait tousser de nombreux militants de l'organisation. La bagarre qui se mène en interne dans cette confédération est assurément un enjeu majeur car le basculement d'un côté ou de l'autre de la CGT pourrait changer bien des choses dans les mois à venir.

Les militants anarchistes, et pas seulement par attachement historique à cette maison qu'ils ont largement contribué à construire, ne peuvent être indifférents à ce qui se passe en interne. Et doivent peser là où ils sont pour un retour au syndicalisme de lutte de classe.

L'heure n'est ni à l'amertume, ni à la résignation. Le 7 juin, près de 80 % des ouvriers et employés ont boycotté les élections européennes, conscients que la solution ne passera pas par des bouts de papier dans les urnes. Par contre, les conflits, parfois très durs, dans les entreprises restent nombreux. On nous annonce en septembre des plans de licenciements encore plus massifs et des réformes dès cet été sur le travail du dimanche, le prêt de main-d'œuvre (version moderne du servage), la fin de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires, la réforme du congé parental, qui passerait de trois ans à un an, sans parler d'un retour du débat sur l'âge de départ à la retraite à 63, 64, voire 67 ans.

Bref, en face, ils avancent. À nous d'organiser la réplique, coup pour coup, en construisant l'unité à la base et la gestion directe des luttes. Alors, dans cette tourmente sociale salutaire, les parasites seront balayés avec plus ou moins de délicatesse...

Sarko, Parisot et Thibault sont dans un bateau. Coulons-le !

Fabrice
Groupe La Sociale, Rennes

La grève générale

dans le syndicalisme de la Belle Époque

Miguel Chueca

Comme on sait, l'idée de grève générale est dernièrement dans « l'air du temps » et, il y a quelque temps, quand on agitait déjà l'hypothèse d'une grève générale contre la politique du gouvernement, le secrétaire de l'époque de FO, Marc Blondel, faisait remarquer que, l'expression étant chargée à l'origine d'une connotation toute particulière (l'équivalent du Grand Soir), il préférait parler, quant à lui, de « grève généralisée », un distinguo déjà opéré il y a plus d'un siècle par certains des ennemis socialistes de l'idée de grève générale.

C'est de ce sens originel dont nous dirons ici quelques mots. Pour ce faire, il nous faudra évoquer le syndicalisme français de la fin du XIXe siècle jusqu'à la veille de la Grande Guerre, c'est-à-dire le syndicalisme représenté d'abord par la Fédération des Bourses du travail (FBT) puis par la CGT, radicalement différent des grands modèles allemand ou anglais et source d'inspiration pour de très nombreuses organisations ouvrières à travers le monde.

Le grève-généralisme

Tous ceux qui s'intéressent peu ou prou au syndicalisme de la Belle Époque connaissent les thèmes principaux de sa riche doctrine : le rôle des minorités agissantes, l'action directe, le boycott, le sabotage, l'antimilitarisme, l'antipatriotisme, l'a-parlementarisme, la grève générale, le double rôle du syndicat (« groupement de résistance » avant d'être « groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale », pour citer les mots mêmes de la résolution votée en 1906 au congrès d'Amiens), etc. Cependant, il est patent que, dans l'arsenal idéologique du syndicalisme de la FBT et de la CGT, la grève générale n'est pas une idée parmi les autres. Elle est vraiment l'épine dorsale, l'idée directrice du syndicalisme d'avant-guerre, ce qu'il tient pour l'outil par excellence de l'émancipation du prolétariat. En 1907, le socialiste Paul Louis pouvait écrire dans son *Histoire du mouvement syndical français* que « la grève générale est au prolétariat ce qu'était, il y a quatre-vingts ans, le régime parlementaire et constitutionnel à la bourgeoisie européenne ». Quelques années plus tard, en 1912, un certain Louis Garriguet, abbé de son état, notait pour sa part que l'idée de grève générale est « la grande pensée comme la grande espérance du syndicalisme », qu'elle « constitue comme la clé de voûte du syndicalisme » (*l'Évolution actuelle du socialisme en France. Le mouvement syndicaliste révolutionnaire*).

S'il fallait une preuve de plus de l'importance du thème de la grève générale dans le syndicalisme de la Belle Époque, on la tient dans le qualificatif par lequel il s'est désigné et

s'est reconnu lui-même : avant d'être des « syndicalistes » tout court ou des « syndicalistes révolutionnaires » – l'appellation, popularisée par la revue *le Mouvement socialiste* à partir de 1903-1904, ne figure d'ailleurs pas dans les écrits de F. Pelloutier –, les porte-parole de la FBT et de la CGT se sont regardés dès avant 1895 comme « grève-généralistes », en se faisant une gloire du qualificatif appliqué à leur endroit, par dérision, par leurs irréductibles rivaux du POF (Parti ouvrier français), les partisans de Jules Guesde et de Paul Lafargue, les premiers à se réclamer en France de l'enseignement de Marx.

Les origines de l'idée et son apparition en France

Cette idée, d'où vient-elle et qu'en savent les syndicalistes eux-mêmes ? Dans un texte rédigé en 1893, Pelloutier écrit que l'idée de grève générale est « très récente ». Quelques années plus tard, dans une note de son *Histoire des Bourses du travail*, il affirme exactement le contraire : c'est une idée « fort ancienne », écrit-il, sans autre précision. De fait, quand ils s'occupent de l'histoire de l'idée force du syndicalisme, Pelloutier et Pouget ne vont pas en deçà de la Ire Internationale, où elle a été défendue par certains représentants de sa fraction antiautoritaire, en particulier par l'aile marchante de ce courant, la Fédération jurassienne, qui prône la grève générale dès 1870 dans son journal *la Solidarité*. C'est pourquoi Engels va l'appeler une « chimère anarchiste », une expression qui sera reprise par la social-démocratie européenne au moment du surgissement du syndicalisme révolutionnaire.

En réalité, elle était déjà apparue avant, autour de 1830, dans le chartisme anglais. L'épisode est connu de ce même Engels qui appelle la grève générale un « cheval de parade qui est, par l'origine, de race anglaise ». En effet, dès 1832, un certain William Benbow avait publié une brochure où il lançait l'idée d'une « grande fête nationale », ou « mois sacré » ou « general strike », d'une cessation générale du travail pendant un mois au cours duquel les classes productrices se réuniraient en congrès pour établir une constitution universelle qui réaliserait l'égalité des droits et des libertés, des jouissances et des sacrifices. L'idée fut donc anglaise à l'origine, avant que le mouvement ouvrier d'outre-Manche l'oublie et perde sa première inspiration révolutionnaire. À partir de la fin des années 1880, elle va être une « idée française », le signe d'identité du courant dominant du syndicalisme français jusqu'à la veille de la Grande Guerre.

D'après Pouget, le retour de l'idée de grève générale en Europe après la désagrégation de la Première Internationale s'est fait par le truchement du mouvement lancé en 1886 aux États-Unis par les syndicalistes américains et les anarchistes de Chicago qui décidèrent d'un arrêt national du travail le 1er mai de cette année-là pour demander l'instauration de la journée de travail de huit heures. Je ne m'étendrai pas plus là-dessus puisque on rappelle tous les ans l'origine de ce qui est devenu la « fête » du 1er-Mai : les événements du Haymarket à Chicago en mai 1886 et l'exécution des anarchistes tenus pour responsables de ces événements, bien qu'on ignore souvent que la décision de faire du 1er mai une journée internationale de revendications fut prise par les délégués au congrès socialiste international tenu en 1889 à Paris.

LA GRÈVE DES POSTIERS — Classement des lettres par la troupe

C'est donc en écho aux événements de Chicago que, sous une version « réformiste » (la grève générale pour les huit heures), l'idée de grève générale fait retour en Europe, et en France tout particulièrement, où les éléments avancés de la classe ouvrière passent en très peu d'années du refus de la grève comme outil de combat contre l'exploitation – un refus présent chez P.-J. Proudhon – à l'adoption de la grève générale en tant qu'arme suprême du prolétariat. Sous sa forme « réformiste », elle apparaît chez les mineurs en tant qu'instrument de défense des intérêts de la profession, de grève générale corporative. Sous sa forme révolutionnaire, elle se manifeste en particulier chez certains ouvriers du bâtiment parisiens, et c'est un d'entre eux, le menuisier anarchiste Joseph Tortelier, qui va se faire « l'apôtre » de la nouvelle idée ouvrière dans la seconde moitié des années 1880. Il le fera dans de très nombreux meetings et même dans des congrès ouvriers internationaux, comme celui qui se tient à Londres en 1888, la même année où, pour la première fois, une motion favorable à la grève générale est votée dans un congrès ouvrier, celui de la Fédération nationale des syndicats (FNS) au Bouscat.

La « nouvelle » idée ouvrière apparaît d'abord sous l'apparence pacifique et légalitaire (un peu « bonasse », dit Pouget) de l'« insurrection des bras croisés ». Il suffirait en somme que les producteurs cessent un beau jour de travailler, qu'ils se croisent les bras, pour que la société bourgeoise s'effondre presque naturellement. L'historienne Colette Chambelland l'a exprimé un jour dans une très jolie formule : « On resterait chez soi, on se mettrait à sa fenêtre et on verrait passer la révolution. » Toutefois, devant les objections qu'on présente à cette première version de l'idée de grève générale – les prolétaires mourraient de faim bien avant que les bourgeois commencent à être un tant soit peu affectés par l'arrêt de la production –, elle se transforme dans l'esprit de ses propagandistes en grève générale expropriatrice et violente.

L'assimilation de l'idée par le syndicalisme

Des premiers cercles ouvriers où elle est apparue, l'idée passe rapidement dans les organisations ouvrières qui vont venir concurrencer la FNS des amis de Guesde, pour lesquels le syndicat, le « groupement corporatif », réformiste par nature, doit être subordonné au parti politique. Ceux qui pensent que le syndicalisme se doit d'être indépendant des partis politiques, qu'il est quelque chose de plus que « l'école primaire du socialisme », qu'il peut et doit être l'outil par excellence de l'émancipation ouvrière, ceux-là vont trouver dans l'idée de grève générale la notion dont ils avaient besoin pour faire exister le syndicalisme comme forme du socialisme ouvrier face à des factions politiques faibles et divisées, du moins avant l'unification de 1905.

Après le compagnon Tortelier, les deux principaux porte-parole de l'idée de grève générale vont être le socialiste Aristide Briand et le libertaire Fernand Pelloutier, secrétaire de la FBT de 1895 à sa mort prématurée en 1901. Ce sont eux deux qui, à partir de 1892, vont introduire et faire triompher l'idée de la grève générale dans les congrès ouvriers. C'est par cette idée que la FBT, fondée en 1892 par des factions socialistes non guesdistes, se distingue de la FNS et prend ses distances par rapport à elle. Quant à la CGT, elle naît en 1895 d'une scission opérée dans la FNS un an auparavant, précisément après le vote d'une nouvelle motion sur la grève générale. Parmi les promoteurs collectifs du grève-généralisme, il

faut citer les socialistes du POSR (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) – les « allemanistes » –, qui, contrairement aux guesdistes, subordonnent le parti au syndicat et votent le principe de la grève générale à tous leurs congrès à partir de 1891. Enfin, dès le congrès de fondation de la CGT, le Comité de la grève générale (créé en 1893) est incorporé statutairement à l'organisme confédéral. Il changera plusieurs fois de nom jusqu'au congrès d'Amiens de 1906, où, à la suite du grand mouvement de cette année-là pour les huit heures, il devient la Commission pour les huit heures et la grève générale, en établissant une liaison qui fait revenir au point de départ du mouvement. Cette même année 1906 marque certainement le point culminant de l'« élan syndicaliste », avec le vote à la quasi-unanimité des délégués présents d'une résolution rédigée par Victor Griffuelhes et Émile Pouget pour le compte du Comité confédéral de la CGT, une motion qui va être qualifiée peu après, dès 1907-1908, de « charte » du syndicalisme (la dite « charte d'Amiens ») et qui contient l'essentiel de la doctrine du syndicalisme révolutionnaire : la réaffirmation de l'objectif final de la « besogne » syndicale et du moyen pour y parvenir, la grève générale.

Il importe d'insister sur la date d'apparition de la « nouvelle » idée ouvrière en France, soit entre quinze et vingt ans après la Commune de Paris, la dernière des tentatives révolutionnaires du prolétariat parisien noyées dans le sang. Elle indique à un mouvement ouvrier en pleine reconstitution une nouvelle stratégie après le massacre de 1871 et les autres échecs des mouvements insurrectionnels, qui ont montré l'inanité du vieux socialisme barricadier, l'incapacité du prolétariat révolutionnaire à s'emparer du pouvoir par l'émeute. La grève générale est conçue comme une alternative, purement ouvrière, à l'action insurrectionnelle, mais aussi à l'action parlementaire qui réduit l'ouvrier à son rôle de citoyen. Au lieu d'intervenir comme citoyen pour assurer la conquête des pouvoirs publics par des partis politiques censés le représenter ou comme fantassin des avant-gardes insurrectionnelles, il intervient comme producteur en cessant de travailler : là est le cœur de l'idée « pure » de la grève générale comme moyen d'action proprement ouvrier, ce que Pelloutier appellera la « révolution de l'atelier ». En ce sens, elle est une réalisation du vieux slogan de la Première Internationale sur l'émancipation ouvrière, qui sera « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». C'est cette idée « pure » de la grève générale que défendent les syndicalistes liés aux courants antiautoritaires du mouvement ouvrier français, les allemanistes du POSR et les libertaires qui, entrés en masse dans les syndicats à la fin du XIX[e] siècle, occupent des postes de responsabilité dans la CGT à partir de 1901-1902. En ce sens, l'idée « pure » de grève générale est véritablement un autre nom de la « révolution sociale ».

Pour ce qui est des représentants de ce que, par contraste, on pourrait appeler l'idée « impure » de la grève générale, c'est-à-dire les socialistes qui, à l'instar de Briand ou des vaillantistes, ne veulent ni renoncer à la stratégie de conquête des pouvoirs publics, ni se couper du syndicalisme, leur conviction est que la grève générale ne doit pas être opposée aux « autres moyens d'action » dont disposerait le prolétariat (le fusil ou le bulletin de vote), mais qu'elle doit être conçue comme un moyen parmi d'autres en vue de l'émancipation des opprimés. Le prolétariat, dit Briand, doit avoir « plusieurs cordes » à son arc et n'en négliger aucune.

La théorie de la grève générale

Quant à la théorie de la grève générale, elle est exprimée sous sa nouvelle forme dans la brochure de Pelloutier (et de l'allemaniste Girard) parue en 1895, *Qu'est-ce que la grève générale?* puis dans une série de brochures rédigées par le Comité de la grève générale, soit en collaboration avec le POSR, en 1898, soit seule, en 1901, avec *la Grève générale* (écrit à l'évidence par un syndicaliste anarchiste, Pouget ou Delesalle, sans doute) et *Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire* (due à Pouget et parue en 1902). Un autre syndicaliste libertaire, Georges Yvetot, le second secrétaire adjoint de la CGT, écrit lui aussi une brochure sur le sujet, *Vers la grève générale*. Comme on voit, le thème reste l'apanage des syndicalistes

Le glorieux 17e met la crosse en l'air et fraternise avec les grévistes.

anarchistes et accessoirement des allemanistes.

Après 1902-1903, la théorie syndicale de la grève générale est acquise et elle ne fera plus l'objet d'aucune élaboration supplémentaire de la part des syndicalistes eux-mêmes. Elle devient alors un sujet de réflexion pour certains intellectuels, à commencer par les compagnons de route de la CGT qui animent la revue *le Mouvement socialiste*, transformée en porte-parole intellectuel du syndicalisme révolutionnaire entre 1903 et 1910. C'est dans ses colonnes que le plus connu d'entre eux, Georges Sorel, fait paraître ses *Réflexions sur la violence*, qui contient la fameuse théorie de la grève générale comme mythe social, souvent prise à contresens par de distraits commentateurs.

Il faudrait citer aussi ces quelques juristes qui, du début du siècle jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, consacrent des thèses de droit au thème de la grève générale, dans une perspective évidemment contraire à celle du *Mouvement socialiste*, mais dont l'existence même prouve l'intérêt que les contemporains prennent à l'idée force du syndicalisme.

Cependant, les sympathisants comme les adversaires du syndicalisme grève-généraliste notent tous que l'idée de « grève générale » connaît un certain déclin quelques années après le congrès d'Amiens, un déclin dont le début coïncide avec la crise que connaît la CGT à partir des événements sanglants de Villeneuve-Saint-Georges en juillet 1908, dont elle ne sortira plus jusqu'à l'été de l'année 1914.

La possibilité de la grève générale

Il est difficile, pour finir, de ne pas se demander si les porte-parole du syndicalisme pouvaient tabler raisonnablement sur la réalisation de cette idée qu'ils avaient érigée en principe de leur mouvement. Pour leur part, les porte-parole de la social-démocratie européenne ont répondu à la question et ils l'ont fait, en général, en reprenant l'objection présentée par Engels dès avant la naissance du grève-généralisme. Selon eux, la grève générale révolutionnaire n'aurait été possible qu'aux deux conditions suivantes: que la classe ouvrière dispose d'une formidable organisation et d'une très solide caisse de résistance qui lui permettrait de tenir suffisamment de temps pour faire rendre gorge à la bourgeoisie. Nous n'en sommes pas là, constatent-ils, et quand nous en serons là un jour, quand la classe ouvrière aura atteint le niveau d'organisation nécessaire pour mener la grève générale avec l'assurance de gagner, cela signifiera qu'elle sera déjà en position d'instaurer le socialisme: elle pourra du coup faire l'économie de cette dernière épreuve de force. En d'autres mots: quand la classe ouvrière est trop faible, la grève générale est vouée à l'échec; quand le prolétariat sera plus fort, elle sera inutile. Autrement dit, que la classe ouvrière soit en position de force ou de faiblesse, la grève générale n'a jamais de raison d'être aux yeux des tenants du socialisme politique. C.Q.F.D.

On sait peut-être que l'effort de Sorel pour donner une traduction théorique au syndicalisme révolutionnaire a tendu précisément à refuser toute discussion sur la possibilité réelle de la grève générale dans un avenir plus ou moins proche pour s'en tenir à l'examen de la fonction remplie *hic et nunc* par l'idée de grève générale. Il n'en reste pas moins que, de même que la meilleure preuve du pudding, c'est qu'on le mange, la meilleure preuve qu'auraient pu donner les grève-généralistes de la possibilité de réalisation de l'idée syndicaliste et de sa capacité à entraîner la classe ouvrière, ç'aurait été de la réaliser. « Une seule chose, a écrit Colette Chambelland, aurait pu nous montrer la force de cette idée: le déclenchement d'une grève générale, mais cela n'a jamais eu lieu, ni même n'a jamais été tenté. » Nul n'ignore en effet que la CGT grève-généraliste n'a jamais eu l'occasion de mettre en œuvre la grande idée sur laquelle elle s'était créée, ni sous sa forme offensive (la grève générale comme l'autre nom de la révolution sociale), ni sous sa forme défensive (la grève générale comme une arme contre la guerre entre les peuples), les deux versants de l'idée depuis les années de la Ire Internationale.

Le plus étonnant sans doute, c'est que la première réalisation (ou quasi-réalisation) de cette idée est apparue en France à un moment où la panoplie syndicaliste avait été rangée au magasin des accessoires: on a assisté, en 1936 (soit trente ans après le congrès d'Amiens) puis en mai 1968, à des réalisations partielles de la grève générale alors même que la doctrine grève-généraliste avait été abandonnée depuis longtemps par les courants majoritaires du syndicalisme, la pratique venant confirmer en partie une théorie désormais inexistante, ou peu s'en faut. Et il est encore plus frappant de constater aujourd'hui encore le retour de cette idée « française », même s'il faut bien reconnaître que la majorité de ceux qui en usent n'y mettent plus les mêmes espoirs que les syndicalistes de 1906. M. C.

Bibliographie sommaire:

Déposséder les possédants. La grève générale aux temps héroïques du syndicalisme révolutionnaire, textes recueillis et présentés par M. Chueca, Agone, Marseille, 2008.

Leroy, Maxime, *La Coutume ouvrière*, Éditions CNT-RP, Paris, 2007 (réédition).

Pelloutier, Fernand, *Histoire des Bourses du travail*, Phénix Éditions, Ivry, 2001 (réédition).

Pouget, Émile, 1906. *Le Congrès syndicaliste d'Amiens*, Éditions CNT-RP, Paris, 2006.

La marchandise humaine

Jean-Louis Sagot-Duvauroux

Aucune marchandise au monde n'est plus fructueuse que l'être humain, commercialisé en bloc ou par tranches. C'est la seule qui soit capable de produire de la richesse par elle-même. Ceux qui sont en mesure d'en imposer le négoce et de s'en rendre propriétaires possèdent la clef de la fortune, car on ne peut pas être très riche par son seul travail. Dans la société contemporaine, où l'on ne peut plus s'acheter des personnes humaines sur le marché aux esclaves, pour être très riche sans ticket gagnant de l'Euromillion, il faut acquérir de l'activité humaine sur le marché du travail, du temps de cerveau disponible sur le marché publicitaire ou maîtriser le marché des biens sans lesquels l'existence n'est plus considérée comme humaine. Là se concentrent la perspective et la limite de la marchandisation. Ce qu'on peut vendre de moi, ce que moi-même je peux vendre de moi, perd sa liberté. Ce qui de moi est considéré comme inaliénable ouvre les chemins de l'autonomie. L'inventaire est instructif et contrasté. Sur cet espace stratégique, la marchandisation et la liberté se font face en direct, elles gagnent ou perdent des positions cruciales, tracent une ligne frontière où le politique ne se confond plus avec le social et reprend sens. Bonne boussole.

Démarchandisation de l'activité humaine

Capturer des êtres humains pour les transformer en marchandises est une activité si lucrative qu'elle a été la source principale de la richesse occidentale, quand s'accumulèrent les capitaux qui permirent l'industrialisation. L'histoire prouve avec surabondance que l'être humain vendu, acheté, possédé, mis en action pour le profit d'un propriétaire déterminé à s'enrichir par cette voie, est une source bien pratique d'abondants profits et d'agréments divers. Pourtant, notre époque de marchandisation condamne et bannit l'esclavage. Les tensions politiques provoquées par l'assujettissement de millions d'êtres humains se sont historiquement soldées par la démarchandisation de la personne humaine, la reconnaissance de son inaliénabilité. Autrement dit, le mouvement de marchandisation que nous constatons depuis plusieurs décennies n'est ni fatal, ni exclusif. Il se croise avec des mouvements contraires durables, ancrés, étayés. Il se trouve efficacement borné par des institutions émancipatrices qu'il n'est pas en mesure de contester de front. Nous savons démarchandiser, nous savons en goûter les effets, nous savons en préserver la bienfaisance.

Cependant, si l'être humain ne peut plus être acheté en bloc, beaucoup de ses attributs font l'objet d'un commerce aujourd'hui généralisé. L'institution du salariat permet d'acheter l'activité d'un être humain et de l'acheter sous la forme encore meuble d'un potentiel d'activité, ce que Marx appelle la force de travail. Concrètement, cette transaction se traduit par du temps humain placé sous l'autorité et utilisé pour le profit d'un autre. Très vite, la nécessité vitale par laquelle le grand nombre est contraint d'aliéner son temps et son activité produit des tensions analogues à celles apparues entre l'esclave et le maître, entre le sentiment d'inaliénabilité qui rôde autour de la personne humaine et l'efficacité économique de sa marchandisation. Prenant parti dans cette tension, les anarchistes et les premiers communistes lancent un mot d'ordre radical : abolition du salariat. Ils entendent par là que l'être humain n'est pas fait pour vendre son temps, ni pour le placer sous une autorité extérieure, qu'il est fait pour agir et s'associer librement. En face, les multiples avatars du « travailler plus pour gagner plus » dessinent la perspective d'une marchandisation du temps humain par tous les bouts.

Sommes-nous dans une phase de flux ou de reflux dans la marchandisation du temps humain ? l'activité et le temps humains se sont peu à peu distribués en deux parts : une part vendue, une autre inaliénable. Au début de la révolution industrielle, c'est tout le temps utile des ouvriers qui peut être soumis au contrat salarial, de l'enfance à la mort, du réveil au coucher. Depuis, les législations et les conventions professionnelles ont rendu inaliénable une part importante du temps humain et l'ont ouvert sur la libre activité. La part « noble » de l'activité humaine, celle dont chacun décide pour lui-même, était jadis réservée aux aristocrates pour qui « travailler, c'est déchoir ». Elle fait aujourd'hui partie de l'expérience commune. Oui, il est licite de transformer l'activité et le temps humains en marchandise, mais sous réserve d'en respecter

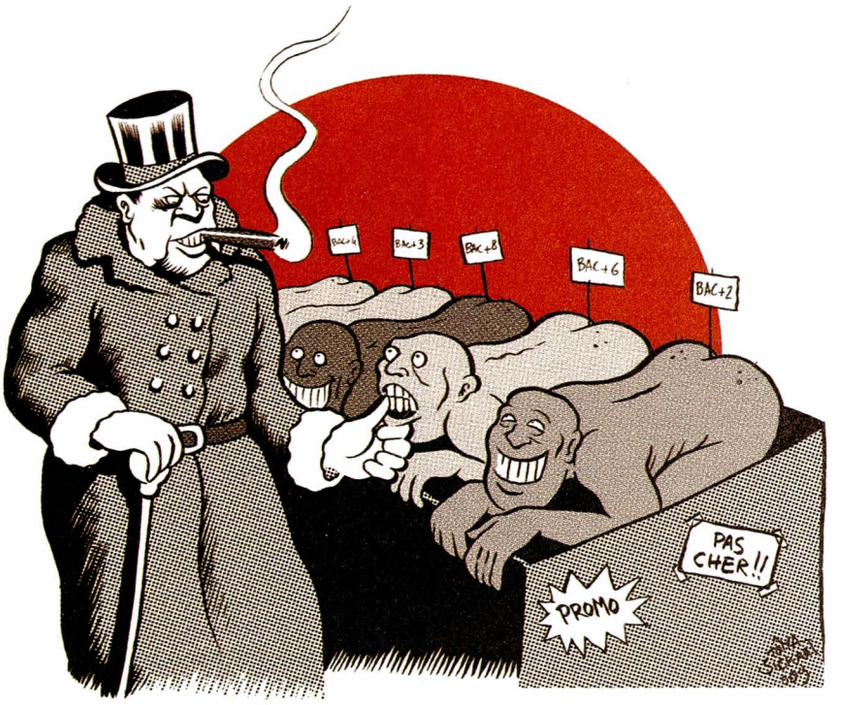
la part sans prix. Ce double jeu est profondément intériorisé par tous. Je connais la valeur monétaire de ma journée de travail et, la connaissant, je sais qui vaut plus et qui vaut moins que moi. Mais si je rends visite à un ami malade, les trois heures que je lui consacre sont sans prix et mon prix sur le marché du travail n'intervient pas sur ce qu'elles « valent ».

Les acheteurs ont dû prendre acte que tout le temps humain ne pouvait être mis sur le marché et qu'en acheter une part ne leur donnait pas tous les droits. Mais cela n'a pas interrompu le travail de leur imagination. Le dessein manageurial exige de plus en plus de l'employé qu'il accorde sa subjectivité à la valorisation du capital. Aujourd'hui, quand on est conseiller-client dans une banque privée, il est fortement recommandé de « conseiller » les produits les plus profitables à l'actionnaire, et quand on est chercheur dans l'industrie pharmaceutique, de privilégier les maladies solvables. L'injonction nouvelle porte sur le sens de l'activité : tu feras de l'accroissement de ma fortune le sens de ta vie ; je ne t'achète pas seulement ton potentiel d'activité, mais aussi ta volonté, ton implication subjective dans mon projet à moi, dans mon enrichissement à moi. Or ça, c'est proprement insensé.

Arraisonnement marchand du désir humain

L'arraisonnement marchand du sens de l'activité constitue une extension qualitative de la marchandisation de l'activité vendue. Le temps libéré doit lui aussi entrer dans la danse. Dans un aveu devenu célèbre, Patrick Lelay, ancien directeur de TF1, a craché le morceau. Le métier de la chaîne privée, expliquait-il, c'est de « vendre du temps de cerveau disponible ». Le deal s'établit entre un fournisseur de cerveau disponible – par exemple TF1 – et un client qui souhaite s'en porter acquéreur : l'annonceur publicitaire. L'un et l'autre établissent pour cela des barèmes, des tarifs, des moyens d'évaluation, des contrats. Par contre, il faut construire une supercherie, un leurre pour que les cerveaux se laissent ainsi placer sur le marché. Cette supercherie est le sentiment de gratuité qu'ils éprouvent devant les divertissements qu'on leur propose. En réalité, dans cette transaction purement commerciale, il y a zéro gratuité. Les programmes sont l'asticot grâce auquel les cerveaux mordent à l'hameçon. Et jamais on n'a vu le pêcheur faire payer l'asticot par les tanches.

Si les informations télévisées n'ont pas pour objectif premier de me donner les moyens d'exercer ma citoyenneté en connaissance de cause mais de mettre mon cerveau en état de disponibilité pour les annonces publicitaires qui suivent ou qui précèdent, si la courbe de l'action Bouygues devient le moteur du sens, alors le langage perd sa fiabilité. On ne peut plus se parler. On ne peut plus se croire. Réduit à ses fonctions de séduction, le langage cesse d'être la place publique où



nous élaborons le sens de nos vies et de notre histoire. Il ne permet plus la transmission fiable et l'échange de nos vérités. Il n'est plus là que pour la danse du ventre. Alors nous sommes bons pour occuper nos week-ends à pousser nos Caddies en silence et les remplir avec tout ce que nos cerveaux télécommandés prennent pour la clef du bonheur.

Le sentiment d'un droit et la démarchandisation

Pourtant, en dépit de ces évolutions, l'accès aux biens matériels n'est pas englué dans une fatalité de marchandisation. Il a été l'objet d'inventions institutionnelles non marchandes très aimées, très intériorisées, et que le mouvement de marchandisation peine à réduire. Certains biens – l'espace public aménagé, les soins médicaux, l'éducation scolaire, le logement, l'air pur – apparaissent à un moment donné de l'histoire comme des conditions nécessaires à l'exercice d'une pleine humanité. Dans la tradition politique occidentale, cela se traduit par le sentiment d'un droit. Or, quand l'accès à ces biens est considéré comme un droit, quand leur défaut est vécu comme une amputation de la condition humaine, c'est leur marchandisation qui, à un degré ou à un autre, est mise en cause. S'il s'agit de droits humains, de biens constitutifs de notre humanité contemporaine, les humains impécunieux doivent pouvoir en bénéficier comme les riches, ce que la règle du marché ne peut opérer. Ce mouvement s'est souvent traduit par de hautes inventions politiques, comme le système d'instruction publique ou la Sécurité sociale. L'accès de droit à d'autres biens indispensables reste en débat et l'opinion hésite, par exemple pour l'extension de la gratuité aux transports publics urbains, ou encore l'accès de droit à un quota d'eau et d'énergie.

Ces régions frontières concernent des biens produits par le travail marchand, des biens qui ont un coût marchand, mais que l'imagination excepte de l'appropriation marchande parce qu'ils sont considérés comme trop importants, parce que leur simple évaluation marchande évacue ce qui en eux est ressenti comme sans prix.

Marchandisation de la limite, limite de la marchandisation

Ce petit tour d'horizon nous invite à sortir de l'amertume dépressive qui parfois nous étreint devant les avancées du rapport marchand, à nous camper solidement, sereinement et de façon constructive dans le projet libertaire. Il existe un mouvement politique plusieurs fois millénaire qu'on nomme émancipation. Ce mouvement a peu à peu institué un bloc d'inaliénabilité autour de la personne humaine. Il faut que l'humain soit inaliénable, il faut qu'il y ait suffisamment d'inaliénable en lui pour qu'il puisse exercer une part d'autonomie. La marchandisation mord sur l'autonomie du temps humain, du désir humain, de l'organisation ou de l'activité humaines. Ceux qui chérissent la liberté souffrent de cette morsure. Mais l'abolition de l'esclavage, les congés payés, l'instruction publique généralisée, l'interdiction de faire commerce de ses organes, tout de même, ce n'est pas rien et nous avons trouvé des voies pour les instituer. En dépit des proclamations intéressées dont les pouvoirs nous tambourinent la cervelle, mille événements donnent à penser que cette histoire-là n'est pas parvenue à sa fin. J.-L. S.-D.

Parmi les ouvrages de Jean-Louis Sagot-Duvauroux : *De la gratuité*, Éditons de l'Éclat ; *Émancipation*, La Dispute ; *On ne naît pas Noir, on le devient*, Points/Seuil.

L'école sous le signe du sanitaire et du sécuritaire

Laurent Ott

Éducateur et enseignant, philosophe social.

Ce qui arrive à l'école depuis ses dix dernières années aurait été impensable il y a vingt ans encore.

Il faut que les changements et leur information aient été savamment distillés au long des années et que le sens global des transformations en cours reste caché.

Prises isolément, les petites modifications que semble connaître l'école paraissent des « corrections à la marge », des adaptations minimes rendues nécessaires par les problèmes sociaux et éducatifs actuels. C'est en tout cas comme cela qu'on nous les présente et qu'elles se justifient.

Des ambitions différentes selon les types d'élèves

Henri Wallon avait incarné au plus haut point le nouvel esprit de l'école ; il ne s'agissait plus comme avant 1914 de perpétuer la séparation des classes sociales par des circuits d'enseignement distincts ni, comme entre les deux guerres, de sélectionner les enfants les meilleurs dans toutes les classes sociales pour les pousser au plus loin. Le projet avait une autre envergure : c'est chaque enfant et chaque citoyen à travers lui qu'il s'agissait désormais de « pousser » au plus loin, de motiver davantage ; bien entendu l'école n'allait pas pour autant produire de l'égalité, mais l'idéal de Wallon était d'une autre nature : élever globalement le niveau scolaire de la société par l'amélioration et le développement de performances de chacun de ses membres.

Une telle ambition constituait une rupture tellement radicale dans l'univers de la pensée scolaire qu'il fallait pour la soutenir une autre représentation de l'enseignement comme éducation (et pas seulement comme instruction). Le souci de permettre aux enfants de développer leurs aptitudes dans tous les domaines, allant de la pensée formelle aux disciplines fondamentales en passant par les disciplines d'expression, ne pouvait plus cohabiter avec une représentation de l'acte d'enseigner empreinte de révélationnisme. On ne pouvait pas se contenter de révéler les aptitudes déjà enfouies dans l'enfant par ses bagages culturels et familiaux, il fallait construire au-delà. Et pour cela, la doctrine qui allait sous-tendre les apprentissages se devait d'être « constructiviste ».

Le constructivisme en éducation n'a, certes, jamais comblé l'écart entre les pratiques scolaires courantes qui s'en inspirent et l'émancipation portée par les pédagogies nouvelles, mais a assuré tout de même un certain nombre de progrès éducatifs : la nécessité d'associer, de concerner et de motiver l'enfant à ses propres apprentissages, de lui donner une certaine lisibilité des finalités de ce qu'on lui apprend et de son éducation, le fait enfin d'accueillir (au moins en principe) favorablement ses opinions et son expression personnelle.

Or c'est aujourd'hui cela qui est en train d'être détruit. En ramenant à quatorze ans l'âge de la scolarité générale obligatoire, en réhabilitant les filières différenciées dès la 6e, en favorisant des projets différenciés et adaptés au niveau des enfants dès l'élémentaire, c'est le révélationnisme que l'on réhabilite en grande pompe.

Évaluation après évaluation, et ce dès la grande section, les enfants d'aujourd'hui n'ont plus qu'à nous révéler leurs failles et leur potentiel (et celui de leur famille, bien entendu), et l'école se donne de plus en plus comme objectif de les accompagner sur ce chemin.

On pourra objecter, à raison, que ce nouveau révélationnisme est différent du précédent. Certes il n'assume pas, au moins ouvertement, les préjugés sociaux et il se met en mouvement au nom même de l'intérêt de l'enfant. Ce révélationnisme est par ailleurs empreint d'un discours psychologisant et médicalisant (la dyslexie, la dyscalculie, la psychopathie, n'en sont que quelques exemples en attendant les tests « auto-passant » projectifs de type psychiatrique généralisés) qui lui donne bonne conscience. Le résultat n'en est pas moins là ; c'est au nom des failles et des aptitudes qui sommeillaient chez chacun des

enfants que l'on cherche désespérément des méthodes ou des classes séparées et adaptées pour les « dys-quelque chose », les agités et les surdoués.

Cette dernière catégorie est d'ailleurs intéressante et révélatrice de l'inégalité de traitement que l'école autorise ou favorise de plus en plus en son sein en fonction des situations sociales des familles et des enfants. Le même enfant avec le même comportement est presque toujours considéré comme «instable » (psychopathe en devenir, d'après les rapports de l'Inserm et les recommandations de la Haute Autorité sanitaire) s'il appartient à un milieu défavorisé. S'il vit dans le VI[e] arrondissement de Paris, il sera surdoué en recherche d'enseignants (et d'un établissement) enfin formés à l'accueillir.

La nouvelle différenciation des ambitions qui se développe à l'école est d'autant plus insupportable qu'elle s'accomplit sous couvert d'un discours protecteur et pseudo bienveillant vis-à-vis des enfants les plus fragiles.

C'est avec des accents républicains qu'on vend aux parents et aux professionnels les outils, les mesures et les orientations qui permettent d'assigner aux enfants de milieu défavorisés des objectifs scolaires plus bas et des exigences comportementale plus hautes. « C'est pour leur bien », « c'est parce qu'on reconnaît leurs différences », « c'est parce qu'on les connaît », et que rien ne serait plus important pour eux que d'» avoir de bonnes bases ». Et puis il s'agit avant tout de prévenir le plus sérieusement du monde la « souffrance » de ces enfants et de ces jeunes confrontés… à des camarades ou des établissements qui se croient d'un niveau trop élevé pour lui. Bref, la façon la plus indolore de prévenir l'échec serait tout de même de l'anticiper, du moins chez certains.

En mettant l'accent dès la grande section sur des difficultés personnelles des enfants, en reliant celles-ci à une fragilité « intérieure », alors que l'on sait parfaitement qu'elles sont bien davantage en lien avec la situation familiale, sociale, environnementale, on assigne ces enfants à poursuivre des objectifs scolaires réduits, dits fondamentaux, qui se retourneront bien entendu contre eux quand il faudra choisir une orientation.

C'est tout naturellement vers la Segpa que l'on dirigera l'enfant, qui, après deux programmes personnalisés de réussite éducative (PPRE) à l'école élémentaire, aura pourtant réalisé les objectifs « fondamentaux » qu'on lui aura assignés… et qui correspondent justement à l'entrée de cette filière. C'est bien entendu dans les classes dites de consolidation, puis de découverte des métiers que l'on rassemblera tous ceux à qui l'on ne proposera plus d'études générales après la 4[e].

Cela n'est pas nouveau, certes, mais ce qui l'est par contre davantage c'est que ce genre de tri se prépare dorénavant ouvertement, publiquement et explicitement depuis l'école élémentaire et qu'on prétend le faire avec l'adhésion et la participation active des parents et des enfants eux mêmes.

La démission scolaire, déni de pédagogie et sous-traitance

Philippe Meirieu a mis en évidence ce double mouvement qu'il qualifie « d'éjection/annexion des difficultés éducatives de l'école », et dont il situe l'apparition à partir du ministère Chevènement et des instructions officielles de 1984.

On a effectivement assisté dans les années 1980 et 1990 à la montée en puissance de deux tendances; la première s'est développée en dénonçant toute expression à l'école des difficultés personnelles, familiales, sociales économiques, politiques et de quartier comme étant une agression et en réclamant sans arrêt plus de protection, de séparation, de sécurité autour de l'école, qui devrait être (selon Bayrou) un « sanctuaire »; la seconde a proposé sur cette même période de tout faire pour convoquer et mobiliser, de gré ou de force, les parents, le milieu et les partenaires extérieurs pour venir à l'aide de l'école aux prises avec les problèmes scolaires ou de comportement de ses élèves.

Or, depuis les années 2000, il semble bien que ce double mouvement soit passé à une deuxième étape, que l'on pourrait caractériser par une tendance à la sous-traitance systématisée de la difficulté scolaire.

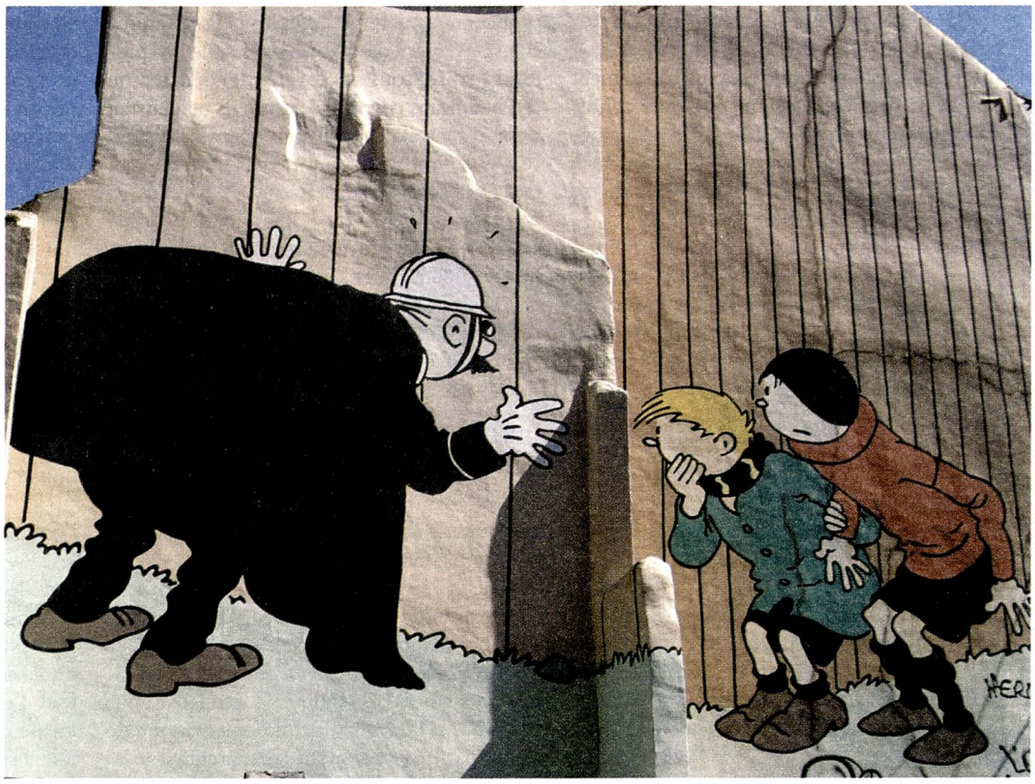
Les politiques de discrimination dite positive avaient bien préparé le terrain en permettant aux écoles concernées de réclamer, de la part des mairies, des moyens supplémentaires; ces aides ont été bien souvent matérielles, notamment au le plan des locaux ou de la dotation financière, mais elles ont également concerné d'autres demandes et d'autres pratiques du côté de l'accompagnement direct des élèves en dehors de l'école.

Très vite, l'accompagnement de la scolarité s'est développé au point de prendre aujourd'hui, dans la plupart des villes de plus de 10000 habitants, une dimension importante et incontournable (sans qu'on s'interroge sur la concomitance de cet accompagnement avec la perte de prestige et de respect pour ses usagers et acteurs de l'école en elle-même).

À l'origine de ces pratiques d'accompagnement scolaire, il régnait une grande diversité en lien avec les pratiques préexistantes qui allaient de l'aide aux devoirs à la pratique intéressante du monitorat. Au début des années 1990, la plupart de ces pratiques se sont trouvées progressivement homogénéisées et standardisées, notamment autour de la « charte de Nantes », qui a pu servir de modèle à la fois technique mais surtout idéologique aux pratiques de développement de l'accompagnement scolaire, en associant les municipalités, les parents en référence aux écoles.

Largement développée grâce à l'action volontariste du FAS et des CAF, cette forme dominante d'accompagnement devenue incontournable s'est aujourd'hui quasiment cristallisée autour de pratiques remarquables.

D'abord la plupart des structures d'accompagnement scolaire ont progressivement tourné le dos à l'accompagnement social et éducatif des enfants hors temps scolaire. À l'inverse de l'engagement psychosocial, la philosophie qui régit ce type d'accompagnement s'est dédiée à une conception élitiste de la culture et affirme l'imposition de principes stricts: les enfants doivent être inscrits par leurs parents; ceux-ci doivent signer un contrat, une charte d'engagement, et marquer un intérêt au moins théorique constant. Les temps de ces accompagnements sont « sanctuarisés » (et deviennent inamovibles) avec en priorité une partie du temps consacrée à des activités dites d'« imprégnation culturelle » et une autre à une aide technique aux devoirs.



Pour autant (et cela peut paraître contradictoire), la demande pressante des parents que « les devoirs (qui n'existent pas, comme chacun sait) soient faits » est toujours largement ignorée et bafouée. Nombre d'enfants qui fréquentent les accompagnements scolaires reviennent avec leurs fameux devoirs inachevés; le plus curieux est que cette non-réponse est justifiée au nom d'objectifs pédagogiques par les collectivités organisatrices, mais souvent avec l'assentiment des enseignants eux-mêmes; au fond, si les devoirs ne sont pas faits, c'est un peu « pour le bien » des parents et des enfants: ça peut les aider à avoir une pensée un peu moins utilitaire vis-à-vis de l'école et de ses compléments... La justification est connue: il s'agirait de « démystifier » les devoirs, d'en laisser une part aux enfants (voire aux parents), d'apprendre à voir « au-delà de ce qui est demandé » et d'« offrir » à l'enfant des apports culturels et des aides techniques et méthodologiques censés le rendre plus performant et qui lui manquent en famille.

L'idée est apparemment généreuse et ambitieuse (quoique inégalitaire et moraliste sur le fond) mais aboutit au fait curieux que les pratiques d'accompagnement scolaire ne satisfont à la réflexion ni une demande d'accompagnement social et éducatif (dont les enfants des villes ont, on commence à le reconnaître enfin depuis les émeutes de 2005, un profond besoin), ni même la nécessité de produire le travail scolaire exigé par l'école et dont la non-exécution est toujours, en fin de compte, renvoyée aux familles.

Ce fait a largement contribué à répandre une autre forme de complément d'école exponentielle: celle des cours particuliers, du « coaching », du suivi scolaire, qui propose, par le biais d'officines, véritables sociétés cotées en Bourse, de débarrasser les parents qui en ont les moyens (ou qui pourront se faire rembourser de la moitié sur leurs impôts grâce aux très généreuses incitations fiscales du gouvernement) de la part du travail que l'école leur prescrit.

Le recours à cette forme d'« école *bis* », de complément, prend des proportions énormes dans les classes moyennes (surtout si on y ajoute nombre de prises en charge orthophoniques – pour ceux qui ont une mutuelle –, ainsi que de nombreux loisirs parascolaires liés, notamment, aux langues), mais grandit également dans les familles de milieu défavorisé, qui ne bénéficient pourtant souvent pas de ces aides fiscales et qui n'ont d'autre choix que de financer ce « complément scolaire » au prix de gros sacrifices ou de passer par des arrangements avec des étudiants du quartier.

C'est donc une école déjà largement sous-traitée qui inaugure aujourd'hui un nouveau pan de son programme de renvoi sur l'extérieur des difficultés éducatives des enfants avec les programmes de réussite éducative (PRE).

Les PRE mettent en scène et en œuvre l'exportation des problèmes scolaires vers des prises en charge municipales, éducatives ou de soin en créant un lien de pression constant sur la famille. Là encore, on retrouve un positionnement éternel: l'école, de plus en plus « libérée », au moins sur le plan moral, de la charge d'accompagner les enfants qui la mettent en difficulté et de répondre à leurs besoins éducatifs, sociaux et affectifs, n'en reste pour autant pas moins au centre de tout ce qui constitue dès lors l'univers de ces derniers: les prises en charge, l'emploi du temps et même les relations familiales sont jaugés à l'aune de leur effet sur l'école.

Bien entendu, il y a fort à parier que les PRE ne modifieront pas de façon substantielle le facteur de réussite à l'école et qu'ils ne concerneront pas de façon très consistante des cohortes bien représentatives d'enfants. Les moyens en effet pour qu'il en soit autrement devraient être énormes, et les premières observations issues de l'application sur le terrain vont plus dans le sens de redéploiements de moyens d'accompagnement existants et de rares créations de postes dits de coordinateurs.

Il est probable aussi que les PRE ne soient que les premiers maillons d'une longue chaîne, de la même façon que les TUC ont pu être les lointains ancêtres des EVS (emplois vie scolaire) d'aujourd'hui. Il faut s'attendre que le dispositif ainsi créé appelle par la suite des renforcements constants en moyens, en nombre, en pouvoir de coercition et de contrôle sur les familles, etc.

Pour autant, même si la mise en place des PRE ne va pas bouleverser le paysage éducatif du jour au lendemain, ce qui compte et ce qui est largement plus efficace (et préoccupant) c'est l'imposition, au passage, d'une nouvelle philosophie qui fera partie de l'univers mental des enseignants, des parents et des enfants eux-mêmes, à savoir, que l'école pour tous n'est dorénavant plus qu'un réceptacle creux qui rassemble vaguement des destins disjoints.

Il n'est pas nouveau que les enfants, à l'école maternelle ou primaire, n'aient pas le même avenir, mais ce qui est fondamentalement nouveau aujourd'hui c'est que cette différence d'avenir débouche aussi sur une différence du présent. À coup de PPAP (programmes personnalisés d'aide et de progrès), de PIS (projets d'intégration scolaire), de PPRE, autant de sigles barbares destinés sans doute à une longue descendance, s'est progressivement mise en place au sein de l'école également, non pas un traitement différencié des élèves (ce qui demanderait une grande souplesse organisationnelle) mais, dans les faits, une modulation individuelle du temps de classe, de la participation à toutes les activités, des objectifs alors poursuivis; c'est plus simple, moins coûteux... et dévastateur.

Ce n'est ni le traitement ni la pédagogie, mais l'ambition même qu'on leur porte aujourd'hui qui est diverse en fonction de la « vulnérabilité des enfants »; cette vulnérabilité, c'est évidemment l'ensemble de ce que les élèves montrent comme préoccupations autres que scolaire, de leur manque visible de disponibilité ou de leurs difficultés psychosociales.

Ce n'est pas uniquement dans la loi Sarkozy que la prévention est ramenée à l'ordre de la prédiction, c'est plus banalement au sein de l'école elle-même que cette confusion est traditionnelle et bien plus ancienne; ce qui est nouveau c'est que cette tendance trouve à présent un terreau officiel pour se développer et s'assumer au grand jour.

Nous avons aujourd'hui dans les mêmes classes des enfants qui ne partagent plus, même en théorie, les mêmes ambitions; on pourra se servir des PPRE comme prétexte pour avoir des attentes moindres vis-à-vis de certains élèves et pour les dispenser (pourquoi pas) de certains contenus jugés trop élevés pour eux.

Au-delà de la violence que cela représente pour les enfants concernés, cette tendance éducative et scolaire s'attaque à quelque chose d'encore bien plus profond: la notion d'école elle-même.

L'individualisation de la difficulté scolaire, de sa prédiction, de son traitement, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école, aboutit finalement, à force d'en retrancher les uns et les autres, à faire de l'école elle-même… une enveloppe vide.

Les pratiques d'individualisation, de contractualisation, ont des adversaires évidents: le collectif, la coopération, la solidarité entre enfants. Tout l'effort de l'enseignant relégué au rang de simple technicien applicateur de méthodes évaluatives et prescriptives, dans une telle philosophie de l'école, vise à en finir avec le collectif, qui n'est pas perçu comme richesse mais comme le brouillard à dissiper derrière lequel se tiennent les problèmes individuels et profonds des élèves.

Le travail sur la complexité, les échanges horizontaux entre enfants, sur le cadre, le travail à partir de projets ouverts sur l'extérieur et rendus vivants et dynamiques par l'hétérogénéité de ses acteurs, tout cela est définitivement incongru au pays du positivisme scolaire.

L'école de l'individualisme et de la solitude

Dorénavant, les élèves sont considérés vis-à-vis de leurs difficultés scolaires dans une position ambiguë, mi-sécuritaire, mi-médicale; leurs problèmes sont de plus en plus pensés comme étant à l'intérieur d'eux, logés au plus profond, voire sous la forme de déficits ou « d'handicaps cognitifs »; mais ils ne peuvent rien en dire, ils ne sont plus écoutés: ils sont censés en être ignorants et dépendre de l'action de spécialistes, enseignants au pis aller, ou mieux, orthophonistes et neurologues.

Cependant, pour être internes (et dédouaner ainsi de toute responsabilité l'organisation de l'école et les inégalités socio-économiques) ils ne se trouvent pas moins expropriés de leurs problèmes; au mieux, les enfants comme les parents sont invités plus ou moins énergiquement ou sous la contrainte à s'associer aux traitements; au fur et à mesure que la difficulté scolaire est pensée comme interne, l'enfant est dénié comme sujet, comme auteur potentiel de son évolution: il est exproprié de sa propre éducation.

Le repérage précoce des difficultés scolaires participe ainsi à la dénégation de la participation concrète et réelle des enfants à leur propre éducation; une telle tendance délégitimise également les pratiques d'école communautaire ou de construction démocratique de la vie scolaire et des modes d'apprentissage.

Un tel primat de l'individualisation, de la responsabilisation individuelle et familiale concernant les difficultés scolaires peut compter sur deux solides alliés: d'une part, le monopole jamais remis en cause de l'abord psycho-cognitif des apprentissages à l'école; d'autre part, le développement d'une pensée sécuritaire qui identifie la difficulté scolaire à de la prédélinquance.

Ce qui est particulièrement pernicieux dans l'alliance des préoccupations sanitaires et sécuritaires à l'école, c'est l'enrôlement de force des parents et des enfants à la définition et à la construction des parcours qui les stigmatisent; c'est le déni des réalités politiques, sociales, économiques, au profit de simples hypothèses pseudo scientifiques sur les troubles de la conduite et les handicaps cognitifs.

Dès lors on met les enseignants, les éducateurs, les parents eux-mêmes face à une situation inextricable et violente: alors que les problèmes sociaux se massifient chaque jour davantage, on oblige tous les acteurs éducatifs à ne plus penser les problèmes qu'en termes individuels; autrement dit, plus un problème social se massifie, plus on exige des traitements au cas par cas et individuels et plus la tension supportée par la contradiction de ce choix politique pèse sur tous les éducateurs, parents y compris. On leur demande à tous de chercher des solutions uniques tout en s'interdisant de penser leurs problèmes collectivement et d'apercevoir les dimensions cachées de ceux-ci du point de vue de l'inadaptation des institutions à leurs besoins.

Le comble sera évidemment atteint quand on reprochera, tant aux parents qu'aux enfants et jeunes concernés, leur manque de participation citoyenne et… leur individualisme.

Ce que nous apprennent les crises de l'école et de la banlieue, c'est que les enfants et les jeunes, s'ils ne sont évidemment pas capables de produire une critique construite du traitement scolaire qu'ils subissent, n'en sont pour autant pas moins conscients de la dimension politique de leurs problèmes; ils font l'expérience de leur nombre et d'une forme de solidarité du coup par coup, face à une institution qui souhaiterait les isoler et les forcer à ne voir dans leurs difficultés que l'effet de ce qu'ils sont et de ce que leurs parents ont produit.

Rejeté des processus éducatifs, du fonctionnement normal de l'école, le collectif tend naturellement à se reconstituer du côté de la dissidence, de la solidarité négative, de la complicité, et cela met grandement en difficulté les institutions et les équipes.

Le danger consisterait à s'obstiner à ne percevoir les problèmes éducatifs des jeunes que de façon fragmentaire et déliée, c'est-à-dire avec une grille de lecture purement individualiste « psychologisante » et « sécuritaire » et à poursuivre dans cette voie. On imagine facilement la suite: le traitement de plus en plus différencié à l'intérieur d'une école (qui n'est plus qu'en théorie la même pour tous) ayant pour but à la fois de créer et consolider des voies dites d'excellence pour quelques uns tout en empêchant les autres de développer les solidarités contestataires dont ils ont besoin pour remédier à leur formidable solitude.

L. O.

Soumission et propagande

Moriel

En 1929, à New York, lors de la traditionnelle parade de Pâques, des femmes appartenant à un groupe de « sufragettes » allumèrent leurs cigarettes et les fumèrent en public, exhibant ainsi ce qu'elles appelèrent les « torches de la liberté ». À cette époque, le fait pour une femme de fumer en public était considéré comme choquant et très mal vu : aussi cette manifestation fut-elle largement commentée dans la presse, suscitant débats et polémiques, controverses et prises de positions. Depuis cette date, le tabagisme chez les femmes est devenu banal, et le taux de cancer du poumon est aujourd'hui le même chez les deux sexes. Derrière cette manifestation pour le droit des femmes de fumer en public, on trouvait Edward Bernays. Il l'avait organisée pour le compte des fabricants de cigarettes qui souhaitaient élargir et développer leur commerce mortifère. Bernays, neveu de Sigmund Freud, a inventé le marketing moderne et les relations publiques dans les années 1920, transformant l'ancienne réclame en la moderne publicité. Il a exposé les techniques de manipulation des masses dans un livre intitulé *Propaganda*[1] » : avant la Seconde Guerre mondiale, ce terme n'avait pas encore la connotation négative qu'on lui attribue depuis. Les grandes entreprises nord-américaines se sont lancées à cette époque dans les relations publiques, avec pour but d'accroître leur part de marché et de séduire les clients : Bernays a mis tout son talent à leur profit, en appliquant les données les plus récentes de la psychologie et de la sociologie.

L'ingénierie sociale était née, et elle allait se donner pour but de répondre à cette question : comment amener les individus à adopter tel ou tel comportement, les influencer, que ce soit au travail, dans la société ou à l'école ? Et

pourquoi ? Ce peut être pour une cause altruiste : diminuer le nombre des accidents de la route, réduire le gaspillage d'énergie, etc. Ou pour une fin plus intéressée : augmenter la productivité, faire acheter telle marque de savonnette, faire élire tel homme politique, etc. On peut user d'une de ces méthodes ou d'un panachage habile : la persuasion, la contrainte ou la manipulation. La persuasion, par l'argumentation et la discussion, faisant appel à la raison et au débat d'idées, suppose que les individus en présence sont, au moins durant l'échange, sur un pied d'égalité : elle n'est pas, loin s'en faut, la méthode la plus efficace, car elle ne permet pas de modifier durablement les comportements, même si elle reste la plus respectueuse. La contrainte, qui suppose une organisation fortement hiérarchique, est très efficace, mais atteint vite ses limites : les comportements obtenus ne débouchent presque jamais sur des modifications d'idées ou de motivations susceptibles de les garantir dans la durée ; dès que le maître a le dos tourné, sa classe s'égaie… Car le but c'est de faire en sorte que les individus intériorisent ces comportements que l'on souhaite les voir adopter et qu'ils les intègrent comme s'ils les avaient librement choisis : c'est à ce niveau qu'interviennent les techniques de manipulation, de toutes les plus efficaces.

De très nombreuses expériences en psychologie ont été réalisées pour illustrer et démontrer ces techniques comportementales[2]. Des revues, anglophones pour la plupart, exposent depuis plus de cinquante ans les résultats de ces expériences, dans lesquelles les divers acteurs de l'ingénierie sociale vont puiser. Ces techniques de manipulation sont enseignées et utilisées tous les jours : c'est le représentant de commerce qui vous vend cette superbe encyclopédie en 24 volumes, payables en 36 mensualités, et qui prendra la poussière au fond de la bibliothèque. Mais c'est aussi l'infirmière koweïtienne qui relate, à la télévision américaine, les larmes aux yeux, le saccage des couveuses de la maternité de Koweit City par la soldatesque irakienne, et qui fera basculer l'opinion en faveur de la guerre[3]. C'est le remplacement des chefs, dans les entreprises et les bureaux, par des collaborateurs, qui amèneront finement cette dictature douce du management parce que librement consentie au cours du stage de motivation. Cette manipulation, elle est distillée, sous forme de propagande, très subtile, par les médias, le cinéma, la publicité. C'est, le plus souvent à notre insu, derrière une apparence banale, un modèle de comportement qui est donné comme norme : individualiste, hédoniste, consommateur. Au nom de la liberté, comprise dans son sens libéral : la jouissance égoïste et exclusive de ses biens privés et de sa propriété (garantie par l'État), et le rêve d'en amasser le plus possible. Des années de façonnage de ce genre ont fini de persuader un très grand nombre de prolétaires nord-américains qu'ils étaient sur la voie de la richesse : après cela, leur fourguer des crédits « subprime » a été un jeu d'enfant…

Dans une démocratie que le monde entier, paraît-il, nous envie, on nous convie régulièrement à glisser le bulletin dans l'urne pour désigner ceux qui gouverneront au mieux de nos intérêts… Car Bernays n'a pas fait que promouvoir la cigarette et l'entreprise, il a donné une base théorique et pratique à ceux qui pensaient que, dans une société démocratique de plus en plus complexe, le pouvoir doit être détenu et doit rester entre les mains de l'élite, qui sait ce qui est bon (pour elle…). Ils ont usé, avec l'aide de Bernays, et à sa suite, des moyens de communication et de manipulation pour rendre la foule docile, en lui faisant croire qu'elle vit dans la plus grande des libertés imaginables, au sein de la plus démocratique des sociétés.

L'individu est amené, grâce à cette propagande subtile, à se croire libre et seul responsable de ses choix (« yes I can ! ») et détaché des rapports sociaux dans lesquels il ne voit plus la détermination des situations dans lesquelles il se trouve. Il ne doit pas chercher dans les conditions sociales objectives les causes de son aliénation et de sa misère. S'il a du vague à l'âme, on lui donnera, pour le satisfaire, quelques puissants dérivatifs : le « tititainment » (contraction de « titties », i.e. tétons, et « entertainment », i.e. amusement), équivalent moderne des jeux du cirque. Ou alors, il ira faire son choix dans le rayon « développement personnel » du supermarché culturel d'à côté : là, sur les étagères, dans des dizaines de livres portés au pinacle par la soi-disant critique, il découvrira les délices de la subjectivité, il apprendra que la source du bonheur se trouve en lui, que la psychologie des profondeurs l'aidera à mettre au jour son vrai moi, à moins qu'une philosophie orientale ne lui entrouvre l'accès au nirvana.

La coupure entre individu et agent social se retrouve dans la coupure entre vie sociale et politique telle que le libéralisme la conçoit : la politique est affaire de spécialistes, les gens du commun ne sont pas au courant de ses subtilités. Des éditorialistes, persuadés du bien-fondé de leurs positions idéologiques (dans cette corporation, le cynisme est très rare), déploient leur argumentaire propagandiste, d'autant plus efficace que ses zélateurs y croient et qu'il est matraqué partout, sur toutes les antennes et dans tous les journaux de notre si libérale démocratie. Malgré ces trésors de sagesse, il arrive encore au populo de mal voter (auquel cas on ne tiendra pas compte du résultat !). Ce constat ne devrait alarmer que les sots, qui croient encore dans la farce électorale…

Si Étienne de La Boétie avait, au XVI[e] siècle, dans son *Discours sur la servitude volontaire* , exposé les raisons de la perpétuation de la tyrannie, aujourd'hui, on parlerait de la soumission librement consentie[4]. Soumission à l'ordre capitaliste et marchand, qui donne aux individus l'illusion de la liberté : c'est un puissant appareil idéologique, qui crée et instrumentalise les désirs et les peurs, afin de garantir le maintien de l'inégalité fondamentale qui caractérise notre société. Et si, malgré cela, il persiste des velléités de révolte, on fait donner la troupe. Car ces velléités existent encore, le désir de révolte et de renversement du désordre capitaliste est encore vivant : on l'a vu en 1968, et plus près de nous en 1995, et en Guadeloupe l'hiver dernier, et en Grèce et dans les manifestations de ces derniers mois (à un moindre degré peut-être, l'étouffoir des syndicats dominants n'y étant pas étranger…). Comprendre ces mécanismes de soumission pour mieux les combattre est indispensable pour la poursuite et l'amplification de la lutte et des mouvements sociaux.

M.

1. *Propaganda*, Edward Bernays, Éditions Zones (en accès libre sur editions-zones. fr).

2. Pour un aperçu très clair : *Petit Traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Jean-Léon Beauvois et Robert-Vincent Joule, Presses universitaires de Grenoble.

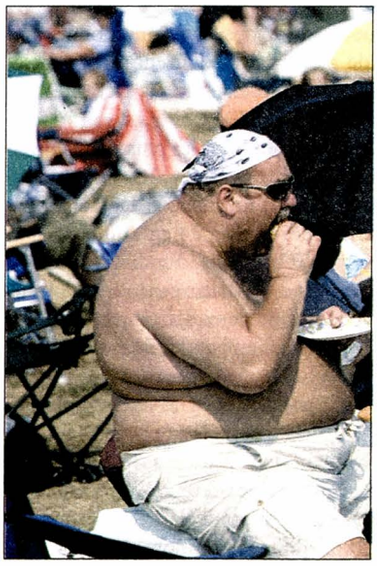
3. L'infirmière était en fait une princesse de la famille régnante du Koweit, qui avait payé une boîte de relations publiques pour cette mise en scène. Après la défaite des Irakiens, en février 1992, une mission internationale d'enquête se rendit sur place : la maternité était intacte…

4. *La soumission librement consentie*, Jean-Léon Beauvois et Robert-Vincent Joule, PUF.

J.-L. Beauvois : *Les Illusions libérales. Individualisme et pouvoir social*. Petit traité des grandes illusions.

Main basse sur la terre
la famine ou la révolte

Jean-Pierre Tertrais
Groupe La Sociale de Rennes



DISPOSANT D'UNE SUPERFICIE insuffisante de terres cultivables, plusieurs pays ont subi en 2008 l'envolée du prix des produits alimentaires (selon la FAO, le prix des céréales avait augmenté de 84 % entre mai 2007 et mai 2008). Par ailleurs, les investisseurs financiers, alertés par la dernière crise, s'orientent de plus en plus vers le commerce rentable des denrées alimentaires. La mondialisation du marché foncier, les perspectives alléchantes de profits tirés de la production agricole transforment l'achat de terres arables dans le monde en un phénomène d'une ampleur considérable. Dans une indifférence quasi générale face à cette nouvelle entreprise criminelle. L'enjeu est pourtant colossal : la sécurité alimentaire des populations dans un contexte de croissance démographique et de diminution des ressources. Mais pouvait-on douter que le capitalisme aille jusqu'au terme de sa logique ? Une logique suicidaire, combien de fois faudra-t-il le rappeler ?

Un monopoly géant

Le premier constructeur naval sud-coréen, Hyundai Heavy Industries, vient d'annoncer sa participation à l'effort national pour « sécuriser les ressources alimentaires du pays ». HHI vient d'acquérir 67,6 % des parts de Khorol Zerno, propriétaire et exploitant de 10 000 hectares de terres agricoles dans le grand est russe. Ces terres devraient permettre de produire 60 000 tonnes de maïs et de haricots par an d'ici 2014, soulageant d'autant les fermes sud-coréennes.

À Madagascar, c'est Daewoo Logistics qui projetait de louer plus d'1,3 million d'hectares pour produire de l'huile de palme et du maïs, une surface qui représentait la moitié des terres cultivables du pays (sans oublier que la monoculture appauvrit la terre, justifiant ultérieurement le recours massif à l'utilisation d'engrais et de traitements pour combattre les déséquilibres). Bien entendu, l'entreprise s'engageait à reloger les ménages, à participer à la création d'infrastructures (routes, écoles, adduction d'eau, électricité…), à former les ouvriers malgaches : le monde est surpeuplé de philanthropes ! La colère suscitée par les révélations entourant l'entente entre la compagnie et le gouvernement malgache a finalement fait avorter le projet, contribuant aussi à la chute de l'ancien chef d'État, M. Ravalomanana.

En 2006, Pékin a signé des accords de coopération agricole avec plusieurs États africains qui ont permis l'installation de quatorze fermes expérimentales en Zambie, au Zimbabwe, en Ouganda et en Tanzanie. D'ici 2010, un million de paysans chinois pourraient être installés sur ces terres. Si officiellement il s'agit d'aider les pays d'accueil à augmenter leur production grâce aux technologies chinoises, il est évident qu'une bonne partie des récoltes sera exportée vers la Chine.

Récemment, Sassou Nguesso aurait proposé de vendre des terres du Congo à des fermiers sud-africains pour une durée de 99 ans ! Dix millions d'hectares – deux fois le territoire de la Suisse – de terres agricoles seraient ainsi destinées à 1 300 agriculteurs sud-africains pour cultiver du maïs et du soja, élever de la volaille et des vaches laitières.

Jusqu'à présent, cinq pays se distinguent

particulièrement par l'importance de leur prospection et de leurs acquisitions de terres arables à l'étranger : la Chine, la Corée-du-Sud, les Émirats arabes unis, le Japon et l'Arabie saoudite. Le total des terres dont ils disposent aujourd'hui atteint plus de 7,6 millions d'hectares à cultiver hors territoire national. Mais l'offensive est plus large : le Qatar dispose de terres en Indonésie, Bahreïn aux Philippines, le Koweit en Birmanie, la Libye en Ukraine, Djibouti en Éthiopie et au Soudan. Au total, alors que le continent africain souffre de fréquentes famines et de sous-nutrition, près de vingt millions d'hectares de terres fertiles – l'équivalent de la France – ont déjà été vendues ou sont en cours de négociation. Les pays d'Europe centrale et orientale risquent, eux aussi, de s'intégrer à la liste des victimes : 15 % de la surface totale de la Roumanie seraient entre les mains de propriétaires originaires d'autres pays européens.

Le phénomène d'accaparement des terres n'est certes pas nouveau. Il remonte aux premières colonisations. Mais il se déroule cette fois-ci à l'échelle de la planète, et il concerne le plus souvent les meilleures terres et les plus irriguées. Les États visent à suppléer une production intérieure souvent compromise par une urbanisation galopante et la diminution des ressources en eau. Il faut aussi rappeler que la Chine représente 40 % de la population active agricole mondiale mais ne possède que 9 % des terres arables du globe, et que le Japon et la Corée-du-Sud importent déjà 60 % de leur alimentation de l'étranger. Les acteurs de la finance, eux, considèrent les terres agricoles – et l'énergie — comme un « nouvel actif stratégique ». Pour avoir une idée plus précise du désastre en gestation, on peut, bien entendu, ajouter à la liste les compagnies internationales de production d'agrocarburants qui ont fait le choix de favoriser les voitures du Nord face aux populations du Sud.

Des conséquences incalculables

Les crises alimentaire et énergétique ont mis en évidence le caractère limité des disponibilités en terres agricoles pour satisfaire à la fois les besoins énergétiques et les besoins alimentaires d'une population mondiale croissante et confrontée à l'épuisement des énergies fossiles.

Certains pays avaient interdit la vente de terres aux étrangers. Ils n'en ont plus le droit, puisque cette décision s'apparenterait à une atteinte à la libre concurrence. Une brèche est désormais ouverte : pétrodollars et réserves en devises facilitent la ruée des prédateurs dans les pays pauvres, avec la complicité des gouvernements prêts à abandonner des pans entiers de « souveraineté nationale », c'est-à-dire prêts à trahir leur peuple, puisqu'ils ne sont même pas consultés. Les opérations sont d'autant plus attrayantes que le prix des terres demeure faible : les droits de cession varient entre 5 et 10 dollars l'hectare à l'année, selon les pays ! La concentration du foncier qui s'inscrit dans une dynamique de néocolonialisme va multiplier les conflits entre les petits paysans et l'agrobusiness (or la planète compte aujourd'hui 2,8 milliards de paysans sur une population totale de 6,7 milliards d'habitants). Les cultures vivrières vont subir un nouvel assaut. Nombre de travailleurs, d'agriculteurs, de communautés locales vont perdre l'accès la terre. Les denrées alimentaires, mais aussi les profits générés par les activités agricoles vont être détournés vers d'autres pays.

Les pays « en développement » ont été contraints d'ouvrir leurs marchés et leurs terres aux multinationales de l'agroalimentaire, aux spéculateurs et aux exportateurs d'aliments subventionnés des pays riches. Ainsi, les terres fertiles qui servaient aux marchés locaux de produits alimentaires ont été détournées au profit de produits de base destinés au marché mondial. Si bien qu'aujourd'hui, environ 70 % de ces pays sont des importateurs nets de produits alimentaires. Hier autosuffisant en riz, Haïti l'importe aujourd'hui 50 % plus cher. La captation des terres arables va encore accélérer ce phénomène.

Des paysans se trouveront dans un tel état de misère qu'ils seront conduits, soit à se suicider, soit à vendre leur bien et à rejoindre les hordes de sans-terres. Quels sort les États réserveront-ils aux dizaines de millions de paysans dont ils n'auront plus besoin ? Et notamment les pays les plus inégalitaires, comme le Paraguay, où plus de 75 % des terres agricoles sont la propriété de moins de 1 % de la population.

Le président du Comité exécutif du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest déclarait : « La vente massive des terres agricoles africaines s'apparente plus à un « pacte colonial » qu'à la recherche de nouveaux financements pour le développement de l'agriculture africaine [...] On brade les terres africaines, on contraint des milliers de petits producteurs à la misère. Cela est insupportable ».

Une situation explosive

Alors que nous vivons dans un monde qui produit de plus en plus de richesses, le fossé ne cesse de se creuser entre les riches et les pauvres. Selon le PNUD :

-L'écart entre les 20 % les plus riches de la population mondiale et les 20 % les plus pauvres est passé d'un rapport de 1 à 32 en 1960 à un rapport de 1 à 74 en 2000.

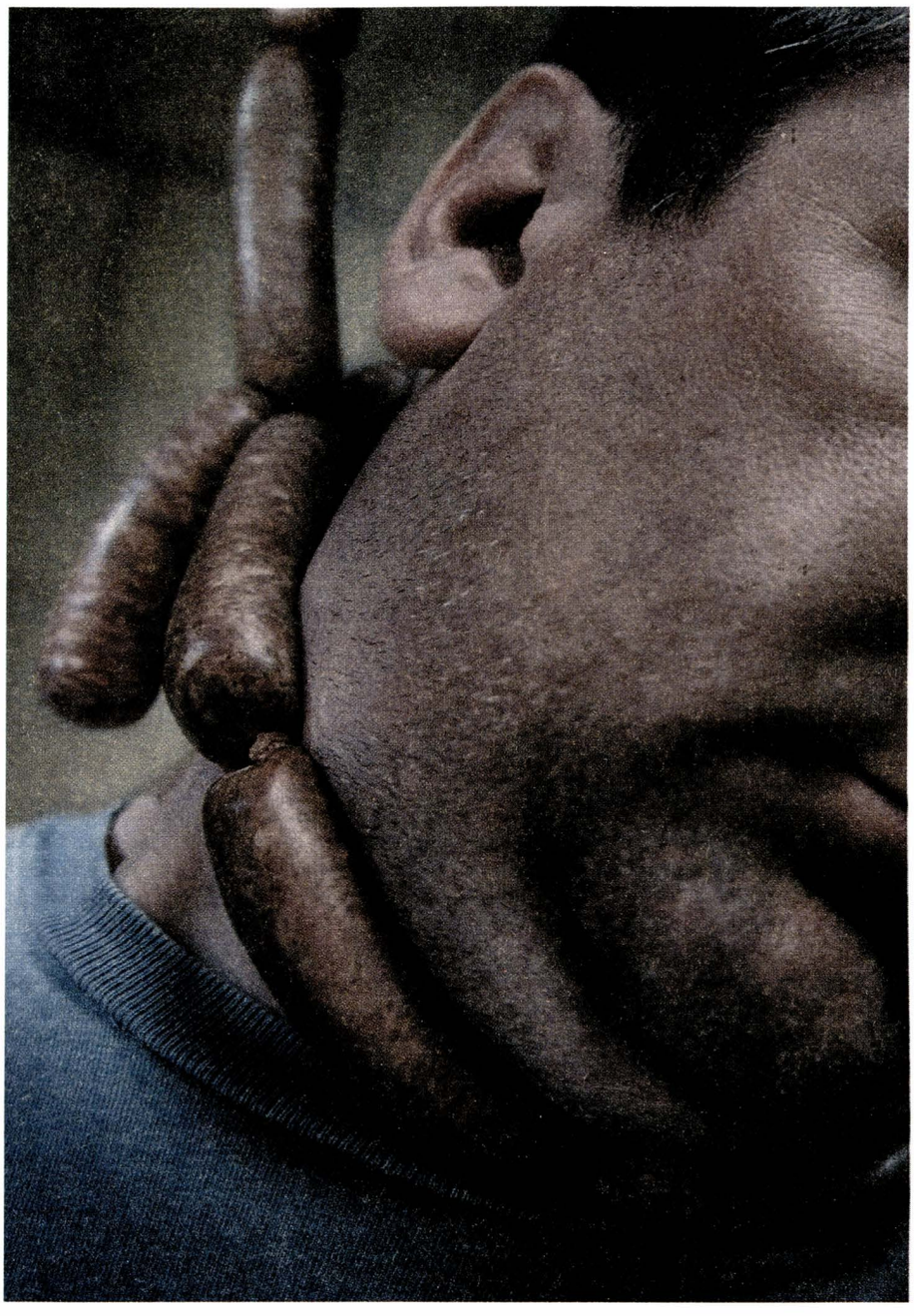
-Environ 1,2 milliard d'individus survivent avec moins d'un dollar par jour ; 2,8 milliards avec moins de deux dollars par jour.

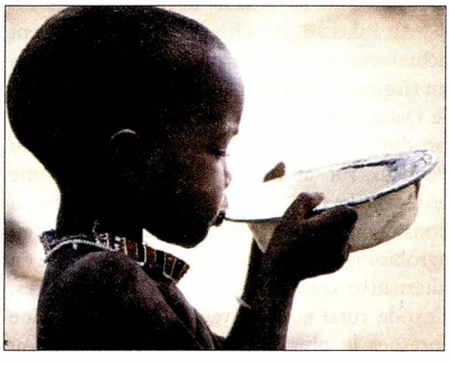
-325 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.

-900 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire.

-Un habitant de la planète sur six est privé d'accès à l'eau potable ; deux milliards de personnes ne disposent pas d'électricité.

-Les 20 % de la population mondiale qui





habitent dans les pays dits développés consomment 60 % de l'énergie mondiale.

-L'aide publique au développement est passée de 60,5 milliards de dollars en 1992 à 52,3 milliards en 2001.

-Entre 200 et 250 milliards de dollars quittent chaque année les pays du Sud au titre du remboursement d'une dette publique qui dépasse aujourd'hui les 2000 milliards de dollars.

Quand le luxe insolent d'une minorité côtoie un dénuement des masses qui dépasse toute imagination, tout devient possible. La réaction sera, n'en doutons pas, à la mesure des souffrances endurées. De telles inégalités, renforcées par la marchandisation continue des services essentiels qui exclut les populations insolvables, sont insoutenables à moyen terme, et constituent autant de bombes à retardement. Elles seront source à la fois de conflits pour l'accès aux ressources disponibles et de flux migratoires massifs et incontrôlables. Par ailleurs, la « gouvernance » mondiale destinée à servir les intérêts des sociétés multinationales, les logiques de domination et d'exploitation sur lesquelles sont fondés les rapports sociaux alimentent les frustrations et constituent un terreau favorable aux manipulations ethniques, aux mouvements populistes, à l'essor du fondamentalisme.

Mais surtout les conditions de la production agricole se détériorent à une vitesse alarmante.

De moins en moins de terres fertiles.

Il faut plusieurs siècles pour reconstituer la fine couche de terre qui recouvre la croûte terrestre lorsqu'elle a été dégradée. Les sols jouent un rôle vital dans le développement et la résistance des plantes. Sans le sol, la vie végétale serait réduite à sa plus simple expression : des mousses et des lichens. Or, un peu partout sur la planète, les sols sont matraqués, soumis à la loi des rendements, abreuvés de substances toxiques. Les lois de l'agronomie sont de fait inféodées au marketing, à la stratégie commerciale, à l'innovation technologique, à la gestion, au management.

L'érosion constitue l'un des dangers les plus importants pour la qualité des sols, d'autant qu'elle entraîne une perte irréversible (17 % de la surface du territoire européen sont affectés par l'érosion).

Le bétonnage – ou le bitumage – du sol, par la multiplication des zones urbaines et industrielles, du réseau routier et autoroutier, des voies ferrées, des aéroports, des équipements sportifs et de loisirs, non seulement s'effectue au détriment des terres agricoles, mais en imperméabilisant les sols, les empêche de filtrer l'eau (60 000 hectares disparaissent sous le béton, chaque année en France).

La pollution des sols liée au développement de l'agriculture intensive et leur contamination par des métaux lourds dans les zones industrielles ou très urbanisées ne constituent pas la moins préoccupante des menaces.

Des rendements décroissants

Les rendements moyens des céréales n'augmentent plus sur la planète depuis une quinzaine d'années. Les technologies intensives consomment toujours plus d'eau, d'énergie, de chimie et engendrent risques sanitaires et perte de biodiversité.

Et surtout, la fin du pétrole bon marché va bouleverser une agriculture extrêmement dépendante de cet « or noir » par une mécanisation de plus en plus sophistiquée (y compris, bien entendu, pour le transport) et le recours massif aux engrais et aux traitements chimiques.

Par ailleurs, l'adoption du mode de vie occidental par les Chinois, entre autres, s'accompagne d'une augmentation de la consommation de viande, qui ne leur apporte aucun bien-être supplémentaire. Or on sait qu'il faut sept calories d'origine végétale pour produire une calorie animale (soit une perte de 86 %!!). Quand il est connu de (presque) tous que 50 % des terres arables du « tiers-monde » servent à nourrir notre bétail, ce n'est pas une erreur regrettable, c'est un crime injustifiable.

Il est enfin hautement probable que les changements climatiques entraînent plutôt à la baisse les rendements agricoles dans leur globalité.

Des besoins en hausse

Parallèlement à la baisse des disponibilités, la demande alimentaire s'accroît dangereusement puisque 80 millions d'habitants nouveaux arrivent chaque année (et 60 millions de voitures!), et que nous serons neuf milliards en 2050. Le résultat ne laisse planer aucun doute: alors que le progrès technique a désormais atteint un niveau difficile même à imaginer, le plus grand défi de l'avenir sera tout simplement de nourrir l'humanité. Cruel retournement de l'histoire! Les émeutes de la faim, qui ont touché trente-six pays en 2007 et 2008, ne sont vraisemblablement que le début d'une longue série de pénuries alimentaires.

La révolution sociale, et rien d'autre

Il est de plus en plus navrant d'entendre les inepties, les litanies de vœux pieux concernant les solutions susceptibles de résoudre la « crise »: régimes fiscaux efficaces et équitables, généralisation des systèmes de protection sociale, souveraineté en matière de politique monétaire, respect des normes sociales et environnementales, rééquilibrage des termes de l'échange, organisation du commerce mondial sur de nouvelles bases, lutte contre la corruption, redistribution des richesses, taxation internationale des transactions financières, programmes d'élimination de la pauvreté…

Remarquons d'abord que ces mesures, énumérées depuis de nombreuses années pour certaines d'entre elles, sont démenties quotidiennement par une réalité qui, au contraire, se détériore régulièrement. Plus on parle de tempérer le capitalisme, plus il devient sauvage! Pour mettre en œuvre ces mesures, il faudrait en effet que les États soient en capacité de dicter leur volonté au pouvoir économique et financier. Or on sait que ces États se sont délibérément affaiblis depuis dix

à quinze ans pour mieux assurer la montée en puissance des multinationales et des banques. Le désengagement de l'État de l'économie n'a toujours visé qu'à laisser le champ libre aux affairistes. Et cette situation est irréversible! Il faudrait peut-être croire aussi que les institutions internationales comme le FMI, qui ont poussé à la concentration de toutes les richesses dans les mains de quelques grands propriétaires terriens et multinationales, à travers ses aides financières conditionnées à la libéralisation des marchés, vont désormais s'attacher à réaliser le contraire!!

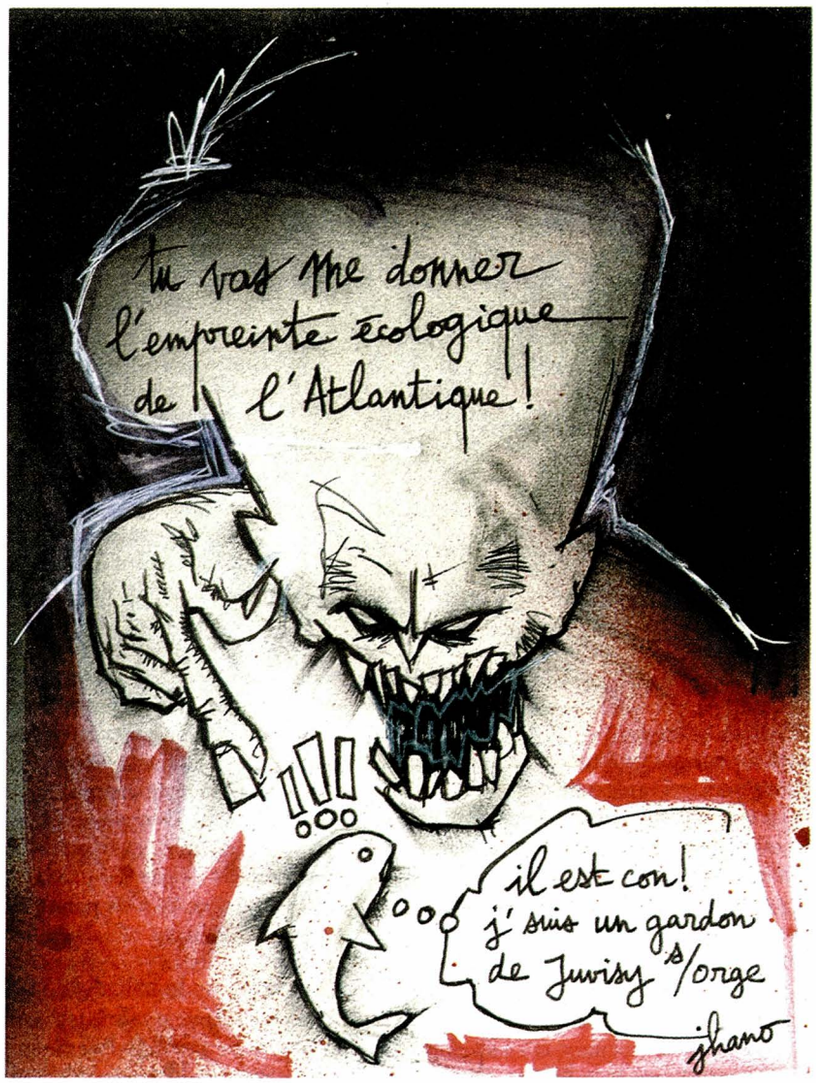
Des résistances s'organisent, et – c'est plutôt rassurant – ce sont les populations qui en ont l'initiative (pas leurs « représentants »!), méprisant lucidement les prétendues opportunités d'emplois offertes par les investisseurs étrangers. Au Kenya, où le gouvernement accepte de vendre près de 40 000 hectares de la région côtière aux dirigeants du Qatar (qui veut y planter de la canne à sucre destinée à la production d'éthanol), en échange d'infrastructures portuaires, les petits fermiers du delta du Tana sont allés exprimer leur colère à Nairobi en mai dernier. L'un d'eux expliquait: « Pour pouvoir manger et aussi vivre en harmonie avec notre nature, nous n'avons besoin de personne, ni de ceux qui préfèrent nos animaux plutôt que nos enfants, ni des dollars des Qataris. » Au Mozambique, les écologistes ont réussi à convaincre le pouvoir politique d'abandonner la vente de terres à la Chine.

Au Pakistan, les agriculteurs se mobilisent actuellement pour sensibiliser la population au risque de déplacement de villages entiers si le Qatar signe un accord pour externaliser sa production agricole dans la province du Pendjab. Par ailleurs, au Sénégal, dans une zone où le tourisme se développe de façon considérable, un projet de ferme-école en agrobiologie, anticipant les risques, se pose en alternative contre l'expropriation des terres, l'exode rural et la sauvegarde du patrimoine forestier le plus important de la région. Au Brésil, dans plusieurs États (et plus particulièrement dans celui du Rio Grande do Sul), le Mouvement des travailleurs sans terre lutte pour obtenir une réforme agraire dans le seul but de pouvoir vivre décemment. Comment réagissent les États « régulateurs » (ou du moins certains d'entre eux)? En détruisant les campements des militants, en criminalisant le mouvement, et même en visant sa dissolution.

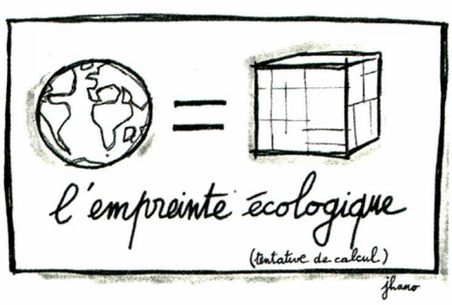
Ces luttes peuvent être exemplaires et la seule solution ne peut, effectivement, venir que des peuples. Il leur appartient de défendre leur droit le plus élémentaire, celui de se nourrir eux-mêmes. Mais pour déstabiliser les oligarchies au pouvoir, pour bouleverser l'ordre social, pour mettre à bas le capitalisme, nous ne ferons pas l'économie d'une révolution sociale. Ou les peuples prendront leurs affaires en mains, ou la planète sera partagée entre les mafias d'affaires et les fanatismes religieux dont les objectifs sont finalement les mêmes, la domination et l'exploitation. J.-P. T.

L'empreinte écologique

Un concept et un calcul discutables



Philippe Pelletier



Le concept d'« empreinte écologique » est à la mode. Il est mis à toutes les sauces, sans que ses utilisateurs sachent d'ailleurs ce qu'il recouvre vraiment. Après tout, l'idée semble inoffensive : l'humanité marque l'écosystème planétaire de son empreinte, autrement dit elle le modifie.

Ce concept repose sur un calcul qui se veut scientifique mais qui pose en réalité problème. D'autant plus que la conclusion tirée de son résultat n'est pas bénigne : l'humanité consommerait bien plus que ce que la biosphère serait capable de supporter. Elle aurait excédé la capacité écologique de la Terre Pour soutenir le rythme actuel de production et de consommation, il faudrait en réalité trois à six planètes (les chiffres varient grandement à ce sujet, du simple au double, ce qui est d'ailleurs problématique). Trois à six planètes : ça fait peur, non ?

Des apparences simples, un calcul très technique

Le concept d'« empreinte écologique » remonte au milieu des années 1990. Il est notamment dû à des auteurs comme Mathis Wackernagel et William Rees. C'est donc sur leurs travaux, particulièrement, qu'on peut se baser pour évaluer leur pertinence scientifique mais aussi leur dimension politique[1].

Sous leur apparence simple mais néanmoins percutante (l'empreinte, ça marque – si l'on peut dire), le concept d'« empreinte écologique » et, surtout, son calcul sont extrêmement complexes. Ce qui renvoie à la somme de connaissances nécessaires pour bien l'évaluer et l'utiliser en connaissance de cause. Ce qui pose le problème des experts et des techniciens capables de le faire et/ou de l'enseigner pour le diffuser. Ce qui renvoie donc au rôle de la « communauté scientifique » et de la technobureaucratie qui lui est peu ou prou liée.

Il n'est pas possible ici de présenter et d'expliquer de façon exhaustive le mode de calcul de l'« empreinte écologique ». Plusieurs pages sont d'ailleurs nécessaires pour le faire dans des revues scientifiques. Du moins est-il possible de soulever quelques points qui malmènent sinon réduisent à néant – c'est affaire d'interprétation – le calcul en question, et par conséquent le concept lui-même. On peut ainsi relever trois énormes lacunes.

Lacune n° 1 : le calcul des forêts

La première lacune concerne la façon dont

sont considérées les forêts. Citons la démarche de Wackernagel et ses collègues : « Les activités et les usages de ressources pris en compte dans le calcul [de l'empreinte écologique sur les forêts] sont appelées « fonctions primaires ». Si une surface fournit du bois mais aussi, comme fonction secondaire, rassemble de l'eau pour l'irrigation agricole, le concept d'« empreinte écologique » ne prend en compte que l'usage du bois, la fonction primaire »[2].

Oui, vous avez bien lu : dans le calcul du rôle qu'un espace forestier occupe au sein des écosystèmes terrestres et dans l'activité humaine en tant qu'empreinte, une fonction fondamentale de cet espace est carrément ignorée. En l'occurrence la capacité qu'ont les forêts à retenir l'eau, à alimenter les nappes phréatiques et à contribuer à diverses activités humaines (« l'irrigation agricole », par exemple, comme c'est écrit en toutes lettres). Un système complexe est nié, malgré son rôle crucial.

Autrement dit, on ne prend que ce qui arrange la démonstration et – comme par hasard – ce qui est supposé le plus négatif (la coupe de bois), et on élimine le positif (une forêt entretenue et bien exploitée contribue à la régulation des écosystèmes). Si cela ne venait pas de scientifiques sérieux, on pourrait rire de cette « idéologie d'Idéfix » (le chien d'Astérix qui aboie et se lamente dès qu'on touche à un arbre).

Lacune n° 2 : le calcul des surfaces maritimes

La deuxième lacune concerne les surfaces maritimes. Les calculs de Wackernagel et d'autres prennent en compte les « zones de pêche », qu'ils estiment à 2,3 milliards d'hectares. Il s'agit des « pêches intérieures et de la pêche sur les plateaux continentaux ». Or ces derniers ne représentent que 6,3 % de la surface des mers. Le calcul exclut donc purement et simplement la haute mer, le large des océans, les auteurs affirmant que deux milliards d'hectares maritimes (sur les 2,3) assurent à eux seuls 95 % des prises.

Non seulement ce chiffre est discutable, mais surtout il fait l'impasse sur le fonctionnement des écosystèmes marins qui concernent les hautes mers et les eaux profondes : les lieux de fraie des espèces, leur déplacement, la répartition du plancton, les courants, les cétacés et les gros poissons mangeant les petits, etc.

Cela pose un problème si le concept d'empreinte écologique, qui a pour objectif d'établir un constat écologique sur l'ensemble de la planète, ignore dans son calcul des océans entiers qui sont pourtant – sur le plan écosystémique et donc économique – à l'origine d'une grande partie des espèces marines. Cette grande partie est certes difficile à évaluer précisément, mais là est justement le problème.

Le calcul de l'empreinte écologique feint d'ignorer les difficultés méthodologiques et conceptuelles, et pour les parer, il se contente de les enjamber. Ce n'est pas sérieux, pas crédible.

Lacune n° 3 : le calcul de la biomasse

Troisième lacune, le calcul de l'empreinte écologique « ne prend pas en compte les zones productrices de biomasse qui ne sont pas utilisées par les humains »[3]. Là aussi, vous avez bien lu : des pays entiers et des régions entières sont purement et simplement éliminés du calcul parce qu'ils ne seraient pas utilisés par les humains.

Alors qu'on affirme depuis des lustres que la Terre n'est qu'un Grand Tout, un système interconnecté, que Gaïa est globale et locale, là, brusquement, dans un calcul important, des pans entiers de cette Gaïa sont éliminés ! Or, bien au contraire, même les espaces producteurs de biomasse non utilisés par les humains ont évidemment des connexions écosystémiques avec les espaces qui sont, eux, utilisés.

C'est d'ailleurs ce que reconnaissent les théoriciens du concept d'« empreinte écologique » quand ils abordent la question du dioxyde de carbone et des gaz à effets de serre où – comme par enchantement – la Terre retrouve son intégrité spatiale et écosystémique. La traque du CO_2 est même si obsessionnelle chez certains chercheurs, comme Jean-Paul Ledant, que leur démarche devient totalement déductive : le CO_2 est le problème, donc il faut une mesure synthétique pour confirmer ce problème, et pas le contraire[4].

En outre, l'« empreinte écologique » n'évalue pas la capacité des forêts existantes à séquestrer le carbone atmosphérique. La substitution des forêts par des cultures n'a pas donc pas, dans son calcul, d'influence sur le décompte de la balance carbone des pays et de la Terre, ce qui est carrément incroyable[5]. Pourtant, l'un des objectifs déclarés de l'« empreinte écologique » est de trouver des terres et des forêts pour « piéger » les gaz à effets de serre.

On pourrait rajouter d'autres lacunes. L'« empreinte écologique » porte sur la biosphère, avec ses cycles. Mais elle ne prend pas en compte les cycles géologiques, comme la genèse des métaux lourds par exemple (qui jouent pourtant un rôle dans la pollution), même si certains, comme Chambers, ont essayé de l'ajouter dans les calculs.

Or les écosystèmes évoluent. Et chacun à des rythmes divers. L'« empreinte écologique » offre le grave inconvénient de prendre la situation à un seul moment, à moins de refaire les calculs régulièrement. Mais les statistiques suivent-elles le mouvement ? Rien n'est moins sûr, et le risque d'approximation ou de bidonnage devient grand.

Un raisonnement problématique par États-nations

À ces graves lacunes méthodologiques, des énormités en fait, s'ajoutent des déficiences conceptuelles importantes. L'« empreinte écologique » est un agrégat métrique. Son résultat dépend de la façon dont est réalisé chaque agrégat, qui s'additionne l'un à l'autre. Se posent alors trois types de problèmes : de fiabilité, de conception et d'interprétation.

Les théoriciens du concept d'« empreinte écologique » fondent leur calcul sur les statistiques de chaque pays. Quatre mille séries statistiques par pays et par an affirment-ils ! Cela fait beaucoup de chiffres, de belles marges d'erreur en perspective, ainsi qu'un besoin d'ordinateurs, de logiciels et de techniciens performants. Pourtant certaines collectivités locales, en France même, n'hésitent pas à faire calculer aux élèves de l'enseignement primaire leur empreinte écologique !

Les théoriciens du concept d'« empreinte écologique » reconnaissent les problèmes de fiabilité des statistiques en question (on peut avoir confiance dans les statistiques allemandes ou suédoises, bien moins dans les statistiques congolaises, russes ou chinoises), mais ils passent outre.

De surcroît, le recours au module de l'État-nation soulève des questions, non seulement statistiques mais aussi conceptuelles. Doublement : quelle est la pertinence d'une surface nationale d'un point de vue écologique ? Et l'empreinte écologique mondiale peut-elle être sérieusement constituée par l'addition des empreintes écologiques nationales ?

On voit tout de suite la limite d'une telle approche. Les écosystèmes à cheval sur plusieurs pays, ou ayant des répercussions sur plusieurs pays (bassins fluviaux, forêts

zonales), sont mécaniquement segmentés, leur logique propre est mal évaluée, pour ne pas dire dévaluée. Les théoriciens de l'« empreinte écologique » finissent d'ailleurs par être mal à l'aise quand ils découvrent que, grâce à l'étendue de la forêt amazonienne sur son territoire, le Brésil se retrouve avec leur calcul doté d'une empreinte écologique positive et favorable! D'où un moulinage rhétorique pour tenter de diminuer cette réalité qui rappellent comment les marxistes-léninistes glosaient pour prétendre que l'Union soviétique était socialiste malgré tout.

Inversement, l'« empreinte écologique » de certains petits pays très urbanisés révèle fatalement leur « non-durabilité » puisqu'ils ont peu d'espaces cultivés et une population nombreuse (Singapour, Hong Kong, Pays-Bas…). Mais il n'y a pas besoin de calculs savants pour aboutir à ce résultat qui ressemble fort à une prophétie auto-réalisatrice, et qui fait l'impasse sur la question économique que l'on va maintenant aborder.

La non-prise en compte des échanges

En parallèle à ce compartimentage en États-nations, qui, au passage, entérine la réalité stupide des frontières et légitime le module politique et humain de l'État-nation en le naturalisant, l'une des principales lacunes du concept de l'« empreinte écologique » consiste dans une ignorance totale – et donc une négation – des échanges économiques dans l'analyse des écosystèmes, et des sociétés. Or si telle zone de champ est moissonnée une année mais pas l'autre, si telle partie de forêt est exploitée une année mais pas l'autre, si tel pays ou telle région importe du blé mais exporte du café, importe des fruits mais exporte des ordinateurs, cela dépend aussi des besoins et du jeu économiques.

En réalité, la consommation d'un pays n'est pas équivalente aux modifications écologiques du pays en question, à cause de la simple existence de logiques d'importations et d'exportations. Les États-Unis sont ainsi de grands exportateurs de produits agricoles, les premiers au monde, dont dépendent de nombreux pays. Et l'importation massive de nourriture peut même aboutir à réduire l'« empreinte écologique » dans les calculs d'un pays, comme c'est le cas de nombreux pays africains.

Au mieux, si l'on arrive à calculer l'« empreinte écologique » directement à l'échelle mondiale, l'« empreinte écologique » devient un « jeu à somme nulle », même si l'on exclut le commerce. Mais comme le calcul résulte de l'addition de calculs nationaux, on retombe toujours sur la même impossibilité, et la même erreur.

Au total, les théoriciens de l'« empreinte écologique » ne prennent en compte qu'un quart de la planète en superficie (terrestre et marine). Autrement dit, il en manque trois-quarts!

Cela fait quand même beaucoup pour un indicateur qui se veut global, synthétique, exhaustif et « scientifique ». D'après Wackernagel et d'autres, « nous n'avons pas encore été capables d'estimer combien la génération de la biomasse totale utilisable est concentrée sur ces 11,2 milliards d'hectares [= le quart de la planète concerné] mais nous serions surpris si elle était inférieure à 80 ou 90 % »[6]. Cette phrase vaut son pesant de cacahuètes biologiques par son caractère spéculatif, fantaisiste et léger!

L'oubli des évolutions et du fonctionnement social

L'agrégat global de l'« empreinte écologique » implique que les besoins en terre soient plus grands que les terres disponibles, suggérant que les modes actuels de consommation sont « insoutenables ». Or cette approche fait l'impasse sur les changements des modes de production agricole, les possibilités technologiques (bonnes ou mauvaises) et, comme Malthus à son époque, sur les échanges de nourriture (suggérant que ceux-ci sont inutiles ou nuisibles).

Par ailleurs, l'« empreinte écologique » est, pour ses concepteurs, « le montant de terre requis de la nature pour soutenir une consommation individuelle typique actuelle »[7]. Passons sur les difficultés méthodologiques (et politiques!) que soulève l'évaluation de ce « typique », et constatons que cette approche rejoint le paradigme fondamental de l 'économie libérale classique: réduire toute la problématique économique et sociale au simple choix de l'individu, et à l'addition de ces choix individuels.

Certes, ces choix individuels existent, et ce ne sont pas les anarchistes qui vont contester la responsabilité individuelle. Mais, pour autant, que dire des offres et des demandes façonnées par la société? La publicité, par exemple, mais aussi les coutumes alimentaires. C'est précisément l'ambition du socialisme – libertaire – que de penser la problématique comme étant sociale, collective.

Les théoriciens de l'« empreinte écologique » distordent complètement cette dimension sociale. Selon leur méthode de calcul, « les produits manufacturés ou dérivés (par exemple la farine ou la pulpe) sont convertis en produits primaires équivalents (c'est-à-dire en blé ou en contreplaqué) pour les besoins de calcul de l'empreinte écologique. Les équivalents de quantités de produits primaires sont donc traduits en hectares globaux »[8]. La farine est ainsi transformée en grains: c'est plus fort que Jésus Christ et sa multiplication des pains! Car pour transformer des grains en farine, autrement dit l'inverse, réel, il a bien fallu des produits, certes, mais aussi de l'énergie, du savoir-faire, du travail… et des travailleurs! Or ceux-ci disparaissent du calcul…

La refonte, si l'on peut dire, de produits manufacturés en produits dits primaires est non seulement matériellement impossible, mais également stupide si elle ne prend pas en compte les processus de fabrication intermédiaires. On nage en plein délire virtuel!

La problématique de l'agrégat

Nous touchons là au cœur épistémologique du concept d'« empreinte écologique ». Reposant sur le principe de l'agrégat, et de l'agrégat métrique (mesuré, en base métrique), celui-ci prétend tout résumer à un (ou plusieurs) chiffre(s). Il s'agit d'une véritable prétention, d'une arrogance peut-on même dire, face à la complexité et la diversité du monde. Elle n'est, en outre, pas nouvelle. C'est philosophiquement presque la même que celle des partisans du PNB, du taux de croissance ou du « on traduit tout en dollars ». C'est à la fois une logique philosophique moniste, utilitariste et marchande. C'est précisément parce que les théoriciens de l'« empreinte écologique » veulent proposer un agrégat opposable au PNB qu'ils tombent dans le même travers.

Or la naturalité des chiffres concernant la nature est fondamentalement discutable. Il s'agit en fait d'une expression scientifique de la nature, expression de surcroît biaisée par la culture, ce n'est pas la nature elle-même. Cela ne signifie pas qu'il faille se passer d'indices, de coefficients ou de statistiques, bien au contraire. Mais il faut se garder d'en faire un grand tout, de les concevoir n'importe comment et des les utiliser à tort et à travers.

L'indicateur de l'« empreinte écologique » convertit tous les éléments en « hectares globaux ». On pense donc à une surface en lisant le chiffre alors qu'il inclut une production de biomasse, une masse, c'est-à-dire une quantité, et non pas une surface. C'est comme si on mélangeait les cm^3 et les cm^2 pour évaluer les caractéristiques d'une moto.

Le comble de la confusion méthodologique est atteint quand, après avoir transformé

des quantités en surface, on rapporte ces surfaces par habitant, puis on les cartographie sur un planisphère découpé en pays – donc sur du surfacique (le contour des pays) avec des hectares globaux qui sont de fausses surfaces.

La problématique de la valeur

L'addition d'éléments différents par agrégat, comme le fait l'« empreinte écologique » (terres arables, forêts, mers…), implique que chacun de ces éléments soit valablement interchangeable, ce qui est faux : un hectare de terre n'équivaut pas un hectare de mer, même à la suite de calculs compliqués. C'est un peu la même chose que l'agrégat des tonnes équivalant pétrole : le pétrole et le gaz naturel n'ont pas la même utilisation, par exemple. La confusion entre les différents termes est préjudiciable.

Le souci de trouver un indicateur non-monétaire n'est pas nouveau, il remonte au moins aux physiocrates[9]. Au fond du fond, on retrouve alors la question de la valeur, qui agite tant les économistes aussi bien libéraux que marxistes, ainsi que les religieux (les valeurs morales), notamment par rapport à la question du travail.

Rappelons-nous que Kropotkine avait fait une critique serrée, et toujours valable, de la façon dont Proudhon et Marx avaient considéré la valeur travail, qu'on peut d'ailleurs appliquer à la conception de l'« empreinte écologique ». Il avait démontré, en résumé, que la valeur travail était difficilement mesurable par le temps de travail et que par conséquent le prix des marchandises ne reflétait qu'incomplètement aussi bien l'un (l'effort) que l'autre (le temps d'effort), et que beaucoup d'autres facteurs entraient en ligne de compte (savoir-faire, technologie, productivité, jeu du marché…). « Précisément la valeur d'échange et la quantité de travail ne sont pas proportionnelles l'une à l'autre : l'une ne mesure jamais l'autre » écrivait-il fort justement.

Cette critique est, sur le plan méthodologique, transposable à la question de la valeur écologique. La métrique d'une valeur écologique ne peut pas évaluer l'ensemble d'un facteur écologique. Une phrase de Kropotkine résume ce genre de prétention : « Mais l'homme qui viendrait […] affirmer que la quantité de pluie tombée se mesure par la quantité dont le baromètre est descendu au-dessous de la moyenne, ou bien que l'espace parcouru par une pierre qui tombe est proportionnel à la durée de la chute et se mesure par celle-ci, celui-là dirait des bêtises. Il prouverait en outre que la méthode de recherche scientifique lui est absolument étrangère, et que son travail ne serait pas scientifique – si rempli qu'il fût de mots empruntés au jargon des sciences »[10].

Il ne s'agit pas seulement d'une question d'évaluation scientifique mais de conception politique : dans l'analyse du système actuel, et dans l'alternative à mettre en place.

Malthus et le libéralisme, toujours le retour

En fait, sous prétexte de pallier l'évaluation monétaire qu'ils critiquent, à juste titre, les concepteurs de l'« empreinte écologique » reproduisent les mêmes travers idéologiques : quantitativisme, réductionnisme, prétention à résumer le grand tout (dollar, Gaïa, Dieu, empreinte, PNB, même combats). Avec, en prime, l'admonestation morale : puisque l'humanité consomme trop, disent-ils, elle a une « dette écologique », notion typiquement religieuse qui méritera une autre analyse.

L'« oubli » des pollutions provoquées par les métaux lourds par l'indicateur de « l'empreinte écologique » se situe dans la même logique que les théoriciens du « réchauffement global » qui ne mettent l'accent que sur la question des gaz à effets de serre, et négligent le reste. L'un des paradoxes est que les défenseurs de l'« empreinte écologique » affirment eux-mêmes que leur indicateur ne prend pas en compte l'ensemble de l'impact de l'humanité sur l'environnement. Mais leur raisonnement et, surtout, l'interprétation et l'utilisation qu'eux-mêmes, les médias ou les militants pressés font de cet indicateur aboutissent à l'exact contraire : on croit précisément qu'ils ont fait la synthèse ! Désormais, tout discours écolo convenu doit brandir les chiffres terrifiants de l'« empreinte écologique ». Il nous faudrait donc trois à six planètes : l'argument, péremptoire, semble imparable ! En réalité, le calcul est foireux…

L'objectif est ainsi atteint : nous consommons trop (même les pauvres du Tiers-Monde), nous sommes en surrégime, la planète va mourir, tout est foutu. Heureusement, des spécialistes veillent, même par des calculs compliqués, trop compliqués pour le bas peuple, mais moulinés par les médias qui glosent sur l'« empreinte écologique ». On s'en sortira, à condition de se serrer la ceinture. Refrain connu depuis Malthus et l'opposition au socialisme naissant alors.

Pour toutes les raisons abordées précédemment, et qui méritent de plus amples développements, et pour d'autres encore, à peine esquissées, il convient toutefois de ne pas prendre pour argent comptant les calculs sur l'« empreinte écologique » et les discours qui les accompagnent. P. P.

---

1. Mathis Wackernagel, Chad Monfreda, Dan Moran, Paul Wermer, Steve Goldfinger, Diana Deumling, Michael Murray (2005) : *National footprint and biocapacity accounts 2005 : the underlying calculation method*. Global Footprint Network, 33 pages.

William E. Rees (2006) : *Ecological footprints and biocapacity : essentiel elements in sustainability assessment*. Renewables-based technology : sustainability assessment, Jo Dewulf & Herman Van Langenhove éd., Chichester, John Wiley & sons, chap. 9.

2. Mathis Wackernagel et al. (2005), op. cit. p. 5.

3. Mathis Wackernagel et al. (2005), op. cit. p. 2.

4. Jean-Paul Ledant (2005) : *L'« empreinte écologique » : un indicateur de… quoi ?* Institut pour un Développement Durable, 30 décembre, 19 pages.

5. Frédéric Paul Piguet, Isabelle Blanc, Tourane Corbière-Nicollier, Suren Erkman (2007) : *L'empreinte écologique : un indicateur ambigu*. Futuribles, p. 5-24.

6. Mathis Wackernagel et al. (2005), op. cit. p. 7.

7. Wackernagel & Rees (1996) : *Our ecological footprint : reducing human impact on the Earth*. The new catalyst bioregional series, 9, p. 11.

(8) Justin Kitzes, Audrey Peller, Steve Goldfinger & Mathis Wackernagel (2007) : « Current methods for calculating national ecological footprints accounts ». Science for Environment & Sustainable Society, 4-1, page 4.

9. Antoine Goxe et Sandrine Rousseau (2005) : *L'« empreinte écologique » : nouvel indicateur, ancienne approche ? Mise en perspective et analyse territoriale de l'« empreinte écologique »*. Colloque Indicateurs Territoriaux du Développement Durable, Aix-en-Provence.

10. Pierre Kropotkine (1913) : *La science moderne et l'anarchie*. In «œuvres » choisies par Martin Zemliak, Maspéro, p. 44 et 45.

L'OTAN
et le nouvel unilatéralisme

Normand Baillargeon

On connaît peut-être le bon mot de Bertrand Russell sur les religions: « On dit souvent que c'est un grand mal de s'attaquer aux religions parce que la religion rend l'homme vertueux. C'est ce qu'on dit; je ne l'ai jamais observé. »

Pour résumer ce que je pense qu'il convient de dire sur l'OTAN, on pourrait parfaitement utiliser une formule similaire. Pour les quatre premières décennies de son existence, cela donnera: « On dit souvent que c'est un grand mal de s'attaquer à l'OTAN parce que l'OTAN nous défend contre les attaques du Bloc de l'Est. C'est ce qu'on dit; je ne l'ai jamais observé. »

Depuis deux décennies, la formule serait: « On dit souvent que c'est un grand mal de s'attaquer à l'OTAN parce que l'OTAN nous défend contre les terroristes et répand la démocratie. C'est ce qu'on dit; je ne l'ai jamais observé. »

L'OTAN réel derrière l'OTAN proclamé: première version

« Keep Russians out, Americans in and Germans down »: tel était le slogan par lequel en 1949, au moment de sa création, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, définissait, par la voix de son premier secrétaire général, sa triple mission – la première, de défense mutuelle contre l'URSS étant donnée comme étant, de loin, la plus importante.

Il a fallu une bonne dose de propagande pour faire croire que l'URSS, en 1949, représentait une menace réelle contre laquelle la nouvelle organisation allait nous défendre. Face à une URSS affaiblie et dévastée par la guerre, on trouvait en effet des États-Unis dont cette même guerre avait relancé l'économie et en possession exclusive de l'arme atomique, dont ils venaient de faire deux fois plutôt qu'une l'usage.

L'OTAN, d'emblée, eut donc une autre mission que celle qu'elle mettait en avant. Au cœur de cette mission réelle figuraient en bonne place, d'une part la lutte contre les multiples formes de « subversions internes » que représentaient les avancées des politiques et des partis européens de gauche et que la guerre avait renforcés, d'autre part la déstabilisation de l'URSS.

À ces fins, durant les quatre premières décennies de son existence, l'OTAN multiplia en Europe les mesures contre la gauche, y appuya les régimes de droite et d'extrême-droite ainsi que des groupes terroristes, et alimenta une course aux armements sur fond de Guerre Froide et de destruction mutuelle garantie (Mutually Assured Destruction, ou MAD).

Herman, qui rappelle tout cela dans un récent article, résume parfaitement la situation qui prévaut jusqu'au début des années quand il écrit de l'OTAN de cette époque qu'elle est: « une organisation offensive et non défensive, opposée à la paix et à la diplomatie, engagée dans des opérations terroristes et d'autres formes d'interventions politiques non-démocratiques et qui représentent, en fait, autant de menaces pour la démocratie ».

Avec la chute de l'URSS, en 1991, la raison avancée pour fonder l'OTAN devenait manifestement intenable, même aux yeux des plus fervents idéologues: et si cette raison n'avait pas été un simple prétexte, l'OTAN aurait été démantelée cette année-là, ou peu de temps après.

Mais si l'OTAN officielle avait perdu toute raison d'être, l'OTAN réelle restait pertinente et elle n'allait pas tarder à trouver de nouvelles justifications à son existence.

L'OTAN réel derrière l'OTAN proclamé: deuxième version

En avril 1999, le 50e anniversaire de l'organisation sera l'occasion pour ses membres d'adopter un nouveau concept stratégique, mis de l'avant par les États-Unis et en vertu duquel l'OTAN s'autorise des interventions militaires sans mandat de l'Organisation des Nations Unies – des interventions militaires dont la guerre des Balkans, entreprise justement sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU, donnait, précisément à ce moment, un parfait exemple.

Les nouveaux mots d'ordre, aussi creux et improbables que les anciens, seront cette fois la lutte au terrorisme, la promotion de la démocratie et la lutte contre les menaces à la sécurité – et c'est d'ailleurs encore à des impératifs de « sécurité » que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en ont conjointement appelé en avril dernier pour demander un renforcement des liens entre l'OTAN et l'UE.

L'idéologie du nouvel impérialisme, appelé humanitaire ou libéral, a pu se déployer à partir de là, le Kosovo ayant été le premier ballon d'essai de sa crédibilité.

Ce mouvement se poursuit aujourd'hui, alors que l'OTAN accueille de nouveaux pays – à l'origine, l'organisation ne comprend en effet que douze pays : avec l'ajout, en avril dernier, de l'Albanie et la Croatie, elle réunit à présent 28 pays, dont plusieurs ex-membres du Pacte de Varsovie.

Le nouvel unilatéralisme militaire : EU, OTAN, UE

Je pense pour ma part que ce que nous vivons actuellement est une époque charnière et de transition entre un monde unilatéral dominé par une superpuissance militaire incontestée, et un monde multilatéral, aux contours certes encore imprécis mais qu'annonce déjà l'émergence de nouvelles puissances économique et, ou nucléaires et où pourrait se dessiner le début de la fin de la domination complète de l'Occident. L'OTAN sert notamment à lutter contre ce scenario.

Elle entretient d'abord une nouvelle forme d'unilatéralisme, à la stabilité incertaine, celui du triumvirat EU, OTAN, UE, qui s'exerce en sapant les fondements déjà bien fragiles du droit international érigés à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale.

Comme l'écrit Rick Rozoff : « Bien qu'il leur arrive de faire appel aux Nations Unies dans le cas d'une offensive contre un état ciblé ou pour justifier une guerre, en amont ou en aval, les dirigeants occidentaux ne reconnaissent aucun rôle à des organisations comme le Mouvement des Non-Alignés (114 membres), l'Union africaine (53 membres), l'Organisation des États Américains (33 membres), la Ligue arabe (23 membres), l'Organisation de la Conférence islamique (57 membres), la Communauté des États indépendants et l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'organisation de Coopération de Shangaï ou encore l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. »

C'est ce nouvel ordre OTAN- ÉU- UE qui a une fois de plus été affirmé et qui a vu ses orientations précisées lors du récent sommet réuni pour les soixante ans de l'OTAN à Strasbourg-Kehl et qui signait le retour de la France dans l'organisation que De Gaulle lui avait fait quitter en 1966.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier un phénomène aussi remarquable que terrifiant, mais trop peu discuté et qui permet la persistance et le renforcement de l'OTAN, à savoir la relance et l'intensification de la course aux armements – l'OTAN incitant ses nouveaux membres à s'approvisionner auprès des fournisseurs – il faut savoir que les dépenses militaires des pays de l'OTAN représentent environ 70 % des dépense mondiales.

Or, au moment où des coupures ont été annoncées dans le budget de la défense aux États-Unis – leur budget militaire total, pour 2009, est estimé à plus de $651 milliards, ce qui représente près de 50 % des dépenses militaires mondiales – les compagnies américaines d'armements seront incitées à explorer plus encore ces nouveaux marchés.

Mais cet équilibre reste précaire, y compris sur ce plan militaro-industriel, puisqu'on assiste, depuis quelques années, à la montée en puissance et à la consolidation des entreprises européennes de ventes d'armes, concurrentes des entreprise américaines. Il est donc très malaisé de prédire si cet équilibre résistera ou non. D'autant, et il faut le noter, que les ententes relatives au commerce des armes cherchent à soustraire ces ventes au regard des parlementaires et du public, comme on le constate avec le Framework Agreement Concerning Measures to Facilitate the Restructuring and Operation of the European Defense Industry, signé par la Grande Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas.

Quoiqu'il en soit, une chose est certaine : l'existence de l'OTAN, aujourd'hui comme hier, est une menace pour la paix et la sécurité dans le monde et ce pitbull des États-Unis, comme le nomme Herman, demeure « une organisation offensive et non défensive, opposée à la paix et à la diplomatie, engagée dans des opérations terroristes et d'autres formes d'interventions politiques non-démocratiques et qui représentent, en fait, autant de menaces pour la démocratie ».

L'OTAN, a dit sans rire ni faire rire de lui Konrad Adenauer (1876-1967), est une institution vouée à la défense de « l'héritage de la civilisation occidentale ». Si c'était bien le cas, il faudrait désespérer définitivement de la civilisation occidentale.

Si on n'en désespère pas tout à fait, c'est du côté de ceux et celles qui luttent pour obtenir l'abolition de l'OTAN qu'on trouvera de quoi renforcer notre espoir. N. B.

Mexique indien et Mexique libertaire

Qu'en est-il de la rébellion indienne et paysanne du Chiapas quinze ans après son apparition au grand jour ? Que deviennent les collectifs et réseaux de solidarité auxquels elle a donné vie ? Quels liens les libertaires pourraient établir avec le mouvement social au Mexique ?

Bélial

La dernière étape franchie par les zapatistes dans la construction de l'autonomie remonte à août 2003, avec la création des cinq *Caracoles* (centres de coordination civile du mouvement) et des conseils de bon gouvernement, émanations d'une quarantaine de communes autonomes réparties sur les cinq zones territoriales définies par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et son Comité clandestin révolutionnaire indigène (CCRI). Jérôme Baschet, auteur de *La Rébellion zapatiste* (« Champs », Flammarion, 2005), explique dans *Construire l'autonomie : le commun sans l'État* (texte récemment mis en ligne sur le site editionspapiers.org) : « Il s'agit, avec les conseils de bon gouvernement, d'engager une pratique de l'autonomie plus conséquente et de coordonner au niveau régional l'action des communes rebelles (au total, la zone d'influence zapatiste s'étend sur un territoire à peu près équivalent à celui de la Belgique ; bien qu'y coexistent des communes zapatistes et des communes "officielles", on peut estimer que les premières organisent la vie de plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'Indiens tseltals, tsotsils, chols, tojolabals, mames et zoques, ainsi que de quelques familles non indigènes qui se placent sous leur autorité).

Dans chaque commune autonome, ceux qui occupent les fonctions municipales sont élus par leurs communautés pour des mandats de deux ou trois ans, révocables à tout moment et conçus comme des "charges" (*cargos*), c'est-à-dire des services rendus ne faisant l'objet d'aucune rémunération ni ne donnant lieu à aucun avantage matériel. Chaque commune délègue en permanence deux représentants au conseil de bon gouvernement de la région correspondante. [...] Les délégués au conseil se relaient par courtes périodes d'une ou deux semaines, ce qui leur permet de revenir ensuite dans leur village, pour continuer à s'occuper de leurs familles et de leurs terres. [...] Il s'agit d'éviter le plus possible une dissociation entre la prise de décision par les conseils et la vie locale des communes et des communautés. Il s'agit de traduire en acte une conception non spécialisée des tâches d'organisation de la vie collective, de mettre en œuvre une déspécialisation de la politique. Les zapatistes ont pu dire des membres des conseils de bon gouvernement : "Ce sont des spécialistes en rien, encore moins en politique."

[...] L'autonomie zapatiste est une pratique modeste, "au ras du sol", sans modèle préalable et sans prétention à créer un monde idéal. En même temps, elle n'est pas dépourvue d'une dimension héroïque, si l'on tient compte des conditions matérielles très précaires et de l'environnement politique hostile dans lesquels elle se déroule, mais aussi de l'effort qu'elle exige de la part de populations paysannes, parfois analphabètes et peu préparées à de tels exercices. Le fonctionnement rotatif des conseils permet d'amorcer une forme de "gouvernement collectif" »

Dans les paroles prononcées pour célébrer le quinzième anniversaire du soulèvement, le 31 décembre 2008 dans le Caracol d'Oventik, le commandant David, membre du CCRI, mettait l'accent sur les difficultés rencontrées sur ce chemin : « Le mauvais gouvernement a tenté de convaincre nos bases de soutien en achetant leur conscience, en leur promettant de meilleures conditions de vie afin qu'elles oublient leurs morts et leurs justes revendications. Il y a malheureusement des frères indigènes qui sont tombés dans le piège tendu par le mauvais gouvernement et qui croient que leurs conditions de vie vont s'améliorer sans avoir à lutter.

[...] Au long de ces quinze ans pendant lesquels on n'a cessé de nous frapper, nous avons appris à résister et à survivre, mais nous l'avons fait aussi parce que nous avons compté avec le soutien et la solidarité de nombreux frères et sœurs au Mexique et dans le monde.

C'est de cette manière que nous avons commencé à construire nos autonomies aux différents niveaux, au niveau de la santé, de

Le collectif international qui anime sur Radio libertaire l'émission *Terre et Liberté* ne marque pas de pause estivale et donne rendez-vous à celles et ceux que la situation au Mexique et la lutte des peuples sans État intéressent le 13 juillet et le 10 août (deuxième lundi du mois de 16 à 18 heures).

l'éducation, de la commercialisation de nos produits et dans l'autogouvernement de nos peuples.

À force de beaucoup d'efforts et en affrontant de grandes difficultés, nous avons essayé de faire quelques pas en avant, mais cela ne suffit pas encore pour résoudre les problèmes et satisfaire les immenses besoins de nos communautés.

Nos autorités ont tenté de résoudre les problèmes de nos communautés et de satisfaire certains de leurs nombreux besoins, mais la plus grande partie de nos besoins n'a toujours pas trouvé de solution. La faim, la misère et les maladies ne cessent d'augmenter jour après jour. » La migration vers les États-Unis s'amplifie en conséquence dans les communautés indiennes du Chiapas.

La *Sexta* et *La Otra*

En juin 2005, l'EZLN a adopté la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone (la *Sexta* en espagnol) : les zapatistes s'y déclarent explicitement anticapitalistes et cherchent la voie d'une convergence des luttes et des résistances. Ils rejettent les partis politiques électoraux et parlementaires pour faire surgir, dans tout le Mexique, un mouvement appelé L'Autre Campagne, vite surnommée *La Otra*. Le sous-commandant insurgé Marcos quitte le Chiapas pour devenir le « délégué zéro » de cette campagne et parcourir le pays en 2006 et 2007. Quatre ans après la *Sexta*, le bilan de cette tentative pour étendre le mouvement et ses bases est très mitigé. Cette « Autre Campagne » ne s'est pas clairement démarquée de la campagne de 2006 pour les élections législatives et présidentielle. Son nom même faisait référence au cirque électoral et nombre de meetings tenus par le « délégué zéro » sur les places des grandes villes ressemblaient à n'importe quel rassemblement autour d'un leader. S'éloigner pendant deux ans des communautés indiennes du Chiapas n'a pas réussi au « Sub ». Marcos n'a pas retrouvé l'inspiration de la Marche de la couleur de la terre, en 2001, quand, accompagné de vingt-trois commandants zapatistes, il a su s'effacer au moment clé de la prise de parole devant le Parlement. La sympathie dont bénéficiait l'EZLN en 2001 ne s'est pas confirmée à travers cette « Autre Campagne » trop personnalisée. Il y avait, derrière cette campagne, le calcul politique de se situer dans la perspective de la victoire du candidat de centre-gauche. Par la peur et par la fraude, le pouvoir politique est resté ancré à droite. Les médias et les classes moyennes en ont fait porter une part de responsabilité au « Sub » et à ses attaques permanentes contre le centre-gauche.

Plus grave a été l'incompréhension par le délégué zéro de la situation lors de son passage à Oaxaca en février 2006 puis lors du soulèvement de cette région à travers l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, l'APPO. L'EZLN, qui s'est engagée complètement avec les paysans d'Atenco victimes d'une sanglante répression en mai 2006, n'a porté qu'un soutien relatif à la « Commune d'Oaxaca », sans reconnaître en tant que telle l'APPO. Ce faisant, les zapatistes ont perdu une partie de la ferveur solidaire qui les accompagnait parmi la jeunesse rebelle des quartiers pauvres qui s'est reconnue sur les barricades oaxaquègnes. *La Otra* est aujourd'hui isolée et groupusculaire, comme l'a été le Front zapatiste avant elle. Le Festival de la digne rage, dernière grande initiative zapatiste, en décembre 2008 et janvier 2009, n'a d'ailleurs pas été organisé en son nom. Ce « festival », série de rencontres à Mexico puis au Chiapas, parfois passionnant par les liens qu'il établissait avec des rébellions locales ou planétaires – la révolte grecque était présente dans les cœurs et dans les esprits –, n'a pas non plus offert de perspectives et chacun est reparti de son côté sur une vague promesse « *Nos vemos en* 2010 » (« On se retrouve en 2010 » : bicentenaire de la guerre d'indépendance et centenaire de la révolution mexicaine)…

La voie libertaire

C'est d'Oaxaca que souffle un vent libertaire depuis 2006. L'auto-organisation du mouvement, sa méfiance des leaders, l'assemblée et la conscience exprimée de sa légitimité ont permis aux libertaires, souvent très jeunes, de traduire le plus justement la dynamique collective. Ainsi sont nées en 2007 ces Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté (VOCAL) qui n'ont cessé de se faire entendre et d'animer inlassablement la résistance. D'autres réseaux plus anciens revendiquant la « communalité » indienne alliée à la pratique sociale libertaire existent et développent leur influence à travers les médias alternatifs (radios libres, journaux et sites Web) et les assemblées du Congrès national indigène. À Mexico, le Collectif autonome magoniste a donné naissance, avec d'autres groupes – comme les éditions Hormiga Libertaria – et individus, à une Fédération libertaire locale. Les groupes anarchistes en Europe pourraient soutenir ces efforts et surtout établir des liens suivis, des échanges d'expériences, avec ce mouvement encore jeune. B.

L'Ailleurs mexicain. Chroniques d'une Indienne invisible, de Métie Navajo, une des animatrices de l'émission Terre et Liberté, est un vif essai de géopoétique, à paraître cet été à L'Esprit frappeur, que nous vous recommandons.

Féministes tant qu'il le faudra

« En divisant l'humanité en deux groupes et en donnant à l'un le pouvoir de dominer l'autre par droit de naissance, l'ordre social a déjà établi et ratifié un système d'oppression qui sous-tendra et corrompra toutes les relations humaines, ainsi que tous les domaines de la pensée et de l'expérience »

Kate Millett

Caroline Granier

Commission Femmes de la Fédération anarchiste avec l'aide d'Alice, Barbara, Elisabeth, Frédérique, Hélène, Ludmilla, Marie-Jo, Nelly, Romain et Stéphanie.

Au début du XX[e] siècle, un anarchiste faisait le constat que, en l'état de l'évolution sociale, le féminisme n'avait aucune puissance transformatrice, car il ne touchait qu'au rapport des sexes et non à ceux de classes. Il s'agit de Charles Malato, dans *les Classes sociales au point de vue de l'évolution zoologique*, paru en 1907. Pourtant, dès 1884, Engels avait bien montré que tous les mécanismes de l'inégalité humaine étaient issus de la suprématie de l'homme et de l'asservissement de la femme – la politique sexuelle ayant servi au cours de l'histoire de fondement à toutes les autres structures sociales, politiques et économiques (dans l'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884).

Et aujourd'hui, où en sommes-nous ? À la suite des penseuses féministes matérialistes des années 1970, qui ont montré que le genre était la forme d'oppression spécifique qui transcendait toutes les autres, comment arrivons-nous à intégrer ces perspectives féministes au sein des luttes anarchistes ?

Force est de constater, hélas ! que le féminisme n'est pas aujourd'hui une question essentielle au sein des mouvements révolutionnaires. On a parfois l'impression que les deux luttes sont en concurrence. Et elles le deviennent, d'une certaine manière, dans la pratique : comment intégrer les questions de genres dans les luttes anarchistes ? Comment mener une lutte féministe sans oublier les questions sociales ? Certes les problèmes se posent aujourd'hui d'une façon différente de celle des années 1970. Néanmoins, les choses ont-elles réellement changé du côté de la domination masculine ?

Les nouveaux habits du patriarcat

Le patriarcat n'a pas disparu, loin de là ! Quelques chiffres pour camper le tableau. Aujourd'hui, en Europe, le pourcentage de femmes ministres est de 28,6 %, et pour les femmes siégeant dans les parlements nationaux : 21,7 %. Les députés français sont à 81,5 % de sexe masculin. En France, les comités exécutifs du CAC 40 comptent 6,3 % de femmes (46 % ne comptent aucune femme) ; plus généralement, l'écart moyen de salaires entre hommes et femmes approche les 40 % si l'on intègre les emplois à temps partiel. Quel que soit le pays en Europe, les femmes constituent au moins 80 % des travailleurs à temps partiel. En France, six femmes meurent chaque mois sous les coups de leur conjoint (plus de 75 % des homicides et tentatives d'homicides entre conjoints concernent des femmes). Il y a environ 10000 viols en moyenne par an, concernant des femmes pour 91,2 % ; en général, 11 % des femmes ont été victimes d'agressions sexuelles au cours de leur vie. Parmi les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, les plus touchées sont des femmes seules avec enfants. Les personnes prostituées sont des femmes en grande majorité. Et les clients, le plus souvent, des hommes.

Et le constat est encore plus accablant au niveau mondial : pauvreté, offensive des religions, remise en cause de la laïcité, excision, mariages forcés, traite des prostituées, etc.

On voudrait nous faire croire que, aujourd'hui, les femmes ont le choix. C'est sans doute pour cela qu'elles sont si nombreuses à rester à la maison pour s'occuper des enfants : une femme sur trois, âgées de vingt-cinq à cinquante-neuf ans, se déclarait femme au foyer au sein de l'Europe des quinze, contre moins de un homme sur cent ; qu'elles subissent majoritairement les emplois à temps partiel et que, même en travaillant, elles continuent d'effectuer la plus grande partie des tâches ménagères, de s'occuper de l'éducation des enfants et des soins aux personnes âgées… Et l'on voudrait nous faire croire que ce système politique et économique ne favorise pas les hommes !

On nous dit parfois que, dans notre société, le sexisme a quasiment disparu. Rien de plus faux. Certes la force n'est pas nécessaire pour maintenir les femmes à leur place, mais elles sont victimes d'une violence qui, pour n'être pas visible, n'en est pas moins forte. L'idéologie patriarcale s'exprime en

effet partout : à travers les publicités sexistes, la culture, les blagues sexistes largement répandues (voir la grande vogue des blagues sur les « blondes »), les violences faites aux femmes, les viols, la prostitution… Il n'est pas question ici de faits isolés – notre société se montre également très violente envers certains hommes ! – mais d'un système. Quand les anarcha-féministes évoquent le système prostitutionnel, ce n'est pas pour défendre un ordre moral ou parce qu'elles dénieraient aux personnes se prostituant le droit de choisir un métier, mais pour dénoncer un système qui maintient le pouvoir des hommes sur le corps des femmes, un système de domination inscrit dans une logique patriarcale. Les images pornographiques (films, magazines, affiches publicitaires, etc.) constituent un discours : elles nous rappellent sans cesse que les femmes sont dominées et elles ont une fonction d'avertissement, en ordonnant aux femmes de rester à leur place. Elles participent donc de ce système patriarcal qui s'appuie, entre autres, sur l'assignation obligatoire à un genre.

Sois homme, sois femme et tais-toi !

Dans ce système, on est assigné à un genre avant même notre naissance : « C'est une fille ou un garçon ? » Dans ce système, les personnes intersexes ou les transgenres n'ont pas leur place (il faut trancher !). Dans ce système, on parle de deux espèces différentes, comme on peut le voir avec le succès du livre *Les hommes viennent de Mars, les femmes viennent de Vénus : connaître nos différences pour mieux nous comprendre*, de John Gray. Dans ce système, on peut concevoir une complémentarité entre les sexes, mais jamais de réelle égalité. Dans ce système, il y a une nette hiérarchie entre le genre masculin, érigé en norme et valorisé, et le genre féminin, considéré comme l'Autre.

Être femme ou être homme, c'est donc devoir se conformer à un genre. Rien de plus artificiel, d'ailleurs, vu le nombre de ceux qui échouent à être une « vraie femme » ou un « vrai mec » ! Car heureux celui ou celle qui pourra trouver la définition authentique de la féminité ! Quoique certains croient encore que les « vraies femmes » n'ont pas de poils… Et le modèle est si puissant que la plupart des femmes se conforment elles-mêmes au rôle qu'on leur a inculqué. « On peut affirmer sans scrupule qu'aucune autre classe opprimée n'a vu le caractère de ses membres [j'ajouterai : et jusqu'à leur personne physique] aussi radicalement remodelé au détriment de son équilibre naturel par leurs rapports avec leurs maîtres », écrivait John Stuart Mill en 1869 dans *The Subjection of Women*. Le pouvoir patriarcal a réussi à rendre les femmes elles-mêmes complices de leur aliénation, les mères gardiennes des traditions, enseignant à leurs enfants quels rôles ils ou elles doivent tenir.

Et c'est dès l'enfance que commence le formatage. On pourrait même avancer que c'est dès la conception du fœtus que les discours tenus sur lui diffèrent en fonction du sexe prévu ou espéré. De nombreuses études montrent que garçons et filles reçoivent des éducations différentes à travers l'habillement (entrez dans un magasin d'habits pour enfants pour vous en convaincre), les jouets, les livres, les remarques des adultes. Dès leur plus jeune âge, les enfants sauront ce qu'on attend d'une fille (passivité, obéissance, expression des sentiments…) et d'un garçon (prise d'initiatives, agressivité, interdiction des larmes…) et pourront compter sur la culture (manuels scolaires, films, livres…) pour leur donner des modèles différenciés selon leur sexe biologique.

Plus tard, c'est le mythe de l'homme séducteur ou de la mère comblée (il y en a d'autres) qui serviront de référence. Malheur à ceux ou celles qui échappent à la norme : célibataires, hommes non virils, femmes qui refusent d'être mères, homosexuels et lesbiennes, queers, etc.

Les déviants et déviantes, ceux et celles qui dérogent à la règle, sont sévèrement punis. Les « crapuleuses », les filles violentes ou délinquantes, adoptent souvent les attitudes et comportements des hommes pour se faire respecter (dans le 93, on les appelle des « bons-hommes »). Mais la violence des femmes est toujours quelque chose de difficile à appréhender dans notre société (voir par exemple le scandale des femmes qui ont utilisé la torture à Guantánamo). Les femmes criminelles sont d'ailleurs les grandes absentes des statistiques et des études sociologiques. C'est que la violence n'est pas une caractéristique inclue dans la définition de la « féminité ».

Femmes passives : femmes soumises

Autre tabou qui persiste : celui du désir féminin, désir très souvent passé sous silence quand il n'est pas carrément nié, voire combattu, avec l'excision, dans certaines cultures – alors que les prétendus besoins sexuels masculins sont surestimés.

En Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas, on propose désormais des services d'« aide sexuelle directe » aux handicapés. Je n'arrive pas à trouver des renseignements précis : les services sont-ils proposés également aux hommes et aux femmes ? On peut en douter, quand on voit que les prestataires sont essentiellement des « infirmières et aides-soignantes ». Mais, dans ce cas, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'on estime que les femmes handicapées pourraient plus facilement se passer de sexualité que les hommes ?

Ceux et celles qui défendent la prostitution comme « le plus vieux des métiers » s'appuient aussi sur cette idée (construite) que les hommes auraient des besoins sexuels irrépressibles et que les femmes seraient particulièrement à même de les assouvir. Tant que ce mythe perdurera, on ne pourra parler d'égalité ni économique, ni politique, ni morale.

Ce mythe contribue à perpétuer les inégalités entre les sexes chez les adolescents. Les hommes, dans leur argot, ont forgé plusieurs mots pour exprimer le rapport sexuel de leur point de vue : on a baisé, pété, niqué, taro, troué, une meuf. Mais si on est une fille ?

Pas étonnant, donc, que plus tard le sexe soit considéré comme une monnaie d'échange acceptée, parfois seul recours qui reste aux femmes : en témoigne ce qui vient de se passer au Kenya, où les femmes ont décrété une semaine d'abstinence sexuelle pour demander aux hommes politiques de régler leurs différends politiques. Quel témoignage pitoyable du pouvoir des femmes – et quel symbole !

Le collectif anarcha-féministe Klito vient de sortir une brochure intitulée *Cyprine Mag'* faisant remarquer que la cyprine (sécrétion vaginale qui signale le désir) est un mot peu utilisé. Le seul mot pourtant qui puisse exprimer le désir féminin. Et Klito de rappeler la nécessité de « décoloniser notre corps et notre érotisme […] pour sortir de l'aliénation du regard masculin ».

« L'image de la femme telle que nous la connaissons est une image créée par l'homme et façonnée de manière à satisfaire ses besoins », écrivait Kate Millet. Selon elle, pour mener à bien la révolution sexuelle, « il faudrait peut-être, avant tout, en finir définitivement avec les inhibitions et les tabous sexuels » et cette révolution « aurait pour objectif d'établir un principe unique de tolérance, totalement étranger aux fondements économiques sordides et aliénants des alliances sexuelles traditionnelles – le principe de la liberté totale en matière de sexualité », ce qui provoquerait « la mort instantanée du patriarcat en tant qu'institution ».

Vers l'abolition des catégories de sexes !

Il faut donc continuer le combat, car, malgré les luttes du mouvement féministe des années 1970, nous sommes en ce moment en train de perdre des acquis, par exemple la perpétuelle remise en cause de l'avortement gratuit, les attaques contre le Planning familial et l'offensive de la publicité sexiste. Le sexisme est d'autant plus dangereux aujourd'hui qu'il est parfois implicite – et que les luttes féministes sont tournées en dérision.

Il est en tout cas plus que jamais urgent que tout mouvement révolutionnaire intègre pleinement les luttes féministes et leur donne une place primordiale. Pour cela, il faudrait tout d'abord prendre conscience des nouvelles formes d'oppression qui existent aujourd'hui et « décoloniser notre imaginaire » en matière de différence des sexes, c'est-à-dire comprendre qu'il n'y a aucune « essence du masculin » ni « essence du féminin », mais que ce sont des constructions sociales et culturelles servant à asseoir une domination. Ensuite, il est nécessaire d'assimiler les nouveaux outils conceptuels qui nous permettent de lutter contre le sexisme (comme le concept de genre, parfois encore mal compris). Et surtout, évitons de nous limiter à des solutions simplistes : faire évoluer les mentalités au sujet des relations hommes-femmes est nécessaire mais non suffisant ; transformer les structures économiques est tout aussi nécessaire, mais non suffisant, pour abolir le patriarcat.

L'exemple des congés parentaux le montre assez clairement : certains, que l'on appelle les « nouveaux pères », seraient tout à fait prêts à prendre en charge l'éducation de leurs enfants. Mais comment se décideront-ils s'ils gagnent trois, voire quatre fois plus que leur conjointe ? Et inversement, une femme aura beau pouvoir prétendre à un salaire égal ou supérieur à celui de son conjoint, comment acceptera-t-il de rester à la maison s'il obéit encore à une idéologie patriarcale selon laquelle c'est l'homme qui doit subvenir aux besoins de sa famille ? On voit une fois de plus que tout est lié et qu'il est nécessaire de lutter sur tous les fronts.

Mais le combat ne fait que commencer ! Cela fait à peine quarante ans qu'est apparue la pilule contraceptive ; les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler ; à l'université, des « women studies » se créent ; la transsexualité ne sera très bientôt plus considérée comme une maladie mentale, et de plus en plus de mouvements révolutionnaires se proclament anticapitalistes et féministes.

Alors soyons anarcha-féministes plus que jamais ! En comprenant le « féminisme » comme un mouvement « qui lutte pour les femmes en tant que classe et pour la disparition de cette classe ». C'est dire, comme le souligne Monique Wittig, qu'un féminisme logique doit travailler pour obtenir « une société sans sexes ». Car la différence en soi n'est porteuse ni d'inégalités, ni de hiérarchie – pourtant tout se passe comme si cette différence signifiait supériorité du côté masculin et infériorité du côté féminin –, comme l'a montré Françoise Héritier. Ici, constituer une différence est un acte de pouvoir normatif. Nous continuons donc de revendiquer l'abolition du genre, c'est-à-dire que les catégories « hommes » et « femmes » (concepts politiques, produits d'une relation sociale) cessent d'être la norme de référence pour l'organisation politique et économique de la société. Afin d'arriver à une réelle égalité, au droit à exister en tant qu'individu en dehors de toute assignation au genre. Pour, enfin, « jouir sans entraves ».

C. G.

Bibliographie

– Kate Millett, *Sexual politics : La politique du mâle*, 1969, réédité aux Éditions des Femmes en 2007.

– Monique Wittig, *la Pensée straight*, 1878, réédité aux éditions Amsterdam en 2007.

– Françoise Héritier, *Masculin-Féminin : La pensée de la différence*, 1996.

« Notre oppression est millénaire,
Le capital nous y maintient,
Laissons torchons, boulots précaires,
Rejoignons le combat commun.
Prolétaires des prolétaires
Femmes esclaves, debout, debout,
Nos luttes changent la vie entière
Nous ne sommes rien, soyons tout ! »

L'Internationale des femmes

Merci Sarkopeck...

D'nous foutre un moral de mort-vivant sous anxio,
D'nous faire trimer plus et au final vivre en chien;
D'nous enfermer dehors à crever dans un coin,
Pour dix cents, un cass'dalle et un pieu dans l'métro;

D'nous mettre une mentale d'condamné à perpète,
D'nous faire traîner à vie un boulet de bagnard;
D'nous expulser, d'nous asservir avant qu'ça pète,
Pour embastiller et flinguer les maquisards;

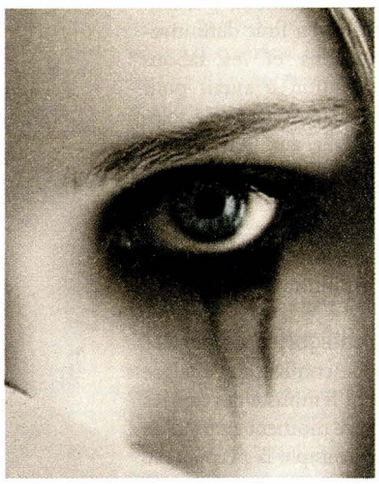
D'nous filer la patate d'une bouse de vache;
D'nous vendre à crédit l'utopie égalitaire,
Pour t'remplir les fouilles sur l'dos du populaire,
Flatter l'milord et m'ner l'monde à la cravache!

'Coute la rue qui meurt de faim et de froid:
En bas gronde la révolte des prisonniers!
Alors ripaillez barons, encaissez bourgeois,
Bientôt vos crânes nous serviront de cendrier;

Car nous les affreux, les perdus d'avance,
Face à c'te bande en col blanc, on est déterminé!
Et ta justice peut bien dresser des potences,
Nos cœurs s'ront toujours l'drapeau noir d'LA LIBERTÉ!

Lolo Krokaga

Lullaby



Il y avait Lullaby qui tournait...

le son en stéréo partait et résonnait très haut, entre deux toiles d'araignées j'ai exorcisé...

entre deux, le noir a coulé sur ma joue, c'était sombre et puis sur mon corps un tatouage à l'encre noir...

Lullaby tournait encore quand j'ai ressenti toute mon âme m'envahir, alors j'ai relancé la musique...

mes cheveux étaient sales et mes yeux n'avaient pas de larmes...

ni bien, ni mal, ni diable ou arme fatale...

ni dieu ni toiles, j'ai exorcisé mon moral avec cette musique extatique...

dans un profond coma j'irais vers un paradis sans toi, ni toi ou toi...

seule comme à la naissance ou dans la mort et cette musique qui tournerait encore...

je l'entends, je n'suis pas morte mais vivante, bienveillante, plus aucuns fantômes ne me hantent..

Je suis bien vivante..

Alisson Delaneau
myspace.com/alissondelaneau

Draguer la militante en été

en sandales, en T-shirt noir avec un A dessus

Étienne Liebig

Étienne Liebig, de son vrai nom Stéphane Maggi, est musicien compositeur et écrivain français.

Travailleur social auprès des populations tsiganes pendant plus de 20 ans, il travaille également auprès d'adolescents comme éducateur de rue dans des quartiers de Seine-Saint-Denis. Il fait en même temps partie de plusieurs orchestres de jazz.

Auteur de six livres humoristiques et érotiques, de pièces de théâtre (*Pinocchio la racaille, la fille de Jenny Allworth*). Il participe à plusieurs publications et au lancement du journal satyrique et satirique Siné Hebdo. *Comment draguer la catholique sur les chemins de Compostelle, Comment draguer la militante dans les réunions politiques, Osez coucher pour réussir* (essai), *Je n'ai jamais rencontré Mitterrand, ni sa femme ni sa fille, La vie sexuelle de Blanche Neige*, aux éditions La Musardine, et *Les ados sont insupportables, lourds, inutiles, chiants etc.. mais ce sont nos enfants* (essai) aux éditions Michalon.

NOUS AUTRES, MILITANTS de la gauche qui préférons Bakounine à Laguiller, barbus, un peu ventrus, bons buveurs de bibines et cheveux longs, atteignons avec la certitude du gars de fin de défilé la cinquantaine fiérote. Question *look*, on est à la ramasse, question discours, faut vraiment faire un effort surhumain pour être dans le coup, et question pompes, alors là, on frise le ridicule avec nos sandales en cuir genre « j'ai fait Katmandou avec celles-là, mon pote ! ». Alors, on se dit, raisonnables comme le sont les anars qui lisent *le Monde* en cachette : « Les minettes pour moi, c'est mort, je vais me venger sur la fabrication artisanale de bière au pur houblon. » Et bien, je vous le dis, mes frères marxistes déçus, regardeurs de NPA comme on regarde les pubs à la télé: « Reprenez espoir, tout n'est pas perdu grâce aux conseils éclairés d'un coach aussi ringard que vous. Étienne Liebig, qui, malgré un physique qui trahit son penchant pour le muscadet et un look qui a poussé au suicide bien des vendeurs de fringues et a conduit sa maman vers les drogues dures, arrive néanmoins à attirer vers lui de nombreuses femmes toutes plus extraordinaires les unes que les autres comme le présentateur télé attire la thune et le jeune attire les flics. Un aimant, un tropisme, une inclination à l'amour et à la séduction… » Étonnant, non ?

Bien sûr, cela ne va pas sans un certain travail dont je vais partager ici quelques secrets tout en renvoyant le lecteur affamé vers mon guide *Comment draguer la militante dans les réunions politiques*, la bible du séducteur engagé.

Bon, pour commencer, je conseillerais aux camarades de ne pas espérer l'impossible. Comme on n'attrape pas la grippe avec un cochon, on attrape pas Arielle Dombasle avec des sandales, même en cuir. Bornez-vous dans un premier temps à des femmes qui partagent un certain nombre de vos convictions et mode de vie. Par exemple, les gauchistes. Pour mieux séduire la gauchiste, je vous propose une brève analyse comportementale de cette catégorie socioculturelle encore méconnue de nos édiles et peu étudiée par nos enseignants-chercheurs, trop occupés à tourner en rond sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Les gauchistes ont-ils une sexualité ?

Comme le disait Marguerite Duras, qui est à l'amour ce que Bernard Kouchner est au sac de riz, « plus la conviction révolutionnaire est grande, plus la flamme de la sexualité est petite », et elle savait de quoi elle parlait, elle qui avait connu Mitterrand dont la flamme ne s'est jamais éteinte, contrairement aux convictions. Les éthnologues se sont longtemps posé la question des modes de reproduction du gauchiste dans la mesure où rien ne laisse apparaître une quelconque appétence au sexe chez les membres des partis organisés de la gauche de la gauche. Tant à la Ligue qu'à Lutte ouvrière, il semblait que toute relation hommes-femmes ne pût se faire que dans un débat contradictoire où chacun se préservait des risques du rapport de domination historico-machiste qui ronge l'unité d'un mouvement politique. On a cru voir toutefois au récent NPA quelques titillations d'ordre gonado-vulvaire dont nous nous garderons de tirer la moindre conclusion. Toutefois, pour avoir pu mener une enquête sérieuse au cœur même du milieu, en immersion totale, je puis affirmer que le gauchiste comme la pipistrelle afghane a une sexualité, réduite, cachée, sournoise certes, mais effective, comme le prouvent ces centaines de naissances à la maison et ces milliers de jeunes mamans qui allaitent leurs petits en lisant les ouvrages de la *leche league*.

Pour séduire la gauchiste et ainsi parvenir à nos fins tout en restant léniniste, il nous faut connaître les points d'excellence qui peuvent faire craquer nos camarades femmes. Observons ensemble quelques règles de base pour mieux nous en imprégner et ainsi nous mettre dans la peau d'un militant de base.

Le gauchiste est chiant: il faut dire à sa décharge qu'il a quelques raisons, puisqu'il lit chaque semaine *Rouge*, qui, bien qu'il soit

nommé « l'organe de la gauche », n'a rien de bien organique dans ses colonnes. Le gauchiste est chiant par nature et par habitude. Ainsi, il lui est impossible de participer à une discussion entre amis plus de trois minutes sans citer un auteur russe connu de lui seul et que tout le monde a oublié. Je vous propose un entraînement rapide qui peut vous faire remarquer de la petite dame en pull naturel, championne du riz complet et militante du Parti des travailleurs, qui partage votre table. Quel que soit l'objet de la conversation et après un long silence, n'hésitez pas à citer Nicolaï Boukaharine, dont je vous conseille d'apprendre par cœur la phrase suivante : « Dans ces jours, qui sont peut-être les derniers de mon existence, je garde la conviction que la vérité historique lavera mon nom de toute la boue dont il a été souillé. » Puis replongez dans le mutisme qui toujours précède les révolutions. Les autres hommes se trouvent d'un coup évincés par votre culture bolchevique. Si la soirée s'éternise ou si la dame hésite encore, vous pouvez citer, entre le fromage au lait frais et la poire bio, l'inoubliable phrase du poète Aleksander Alexandrovitch Blok : « Révolutionnaires, marchez au pas ! L'ennemi du peuple ne dort pas ! » Vous la verrez frémir, achevez-la avec cette sentence du même inconnu célèbre : « En avant, en avant, sans peur, peuple des travailleurs ! »

Ces quelques phrases, bien placées dans la conversation, suffiront à plomber une soirée, faire passer vos concurrents pour des ignares et vous pour un maître de l'emmerdement intellectuel à côté de qui BHL passerait pour Zavatta. C'est un premier point.

Le gauchiste est proche de la terre mais y va le moins possible : en été, il arrive que le gauchiste quitte la ville pour un retour à la terre provisoire mais aussi indispensable que la relecture régulière du « Capital ». Une sorte d'obligation morale qui lui permet d'avoir une idée sur le monde paysan, l'agriculture, les subventions, la FNSEA, les engrais, les nappes phréatiques, les courgettes, l'élevage intensif des cochons et le maïs transgénique. En règle générale, en deux ou trois jours, le gauchiste fait le tour de ces questions et peut ainsi parler de ce qu'il a appris de manière pragmatique pendant une année en moyenne à ses collègues. N'hésitez pas vous aussi, pour mieux vous rendre attractif auprès de la jolie trotskiste bordiguiste qui partage vos promenades, à jouer les hommes du terroir, amoureux des travaux sains et roboratifs de l'agriculture biologique que vous connaissez bien puisque le dimanche vous allez au marché bio des Batignolles à Paris. Sur ces sujets, il est de bon ton de rester très méfiant et de montrer que l'on n'est pas naïf. Vous ne faites confiance qu'à votre sens inné des bonnes choses et à votre expérience de paysan dans le Larzac dans un temps lointain où l'on savait ce que « lait de chèvre » voulait dire. Vous n'êtes pas de ces « bobos » nouvellement convertis au boulgour naturel, non ! Vous savez reconnaître un vrai poulet élevé sous la mère d'un poulet élevé sous la grille rien qu'en jetant un coup d'œil discret au trou du cul de l'animal. Vous excellez aussi dans la reconnaissance des variétés de fruits et légumes. Une pomme n'est jamais une pomme mais une baldwin ou une berner rosenapfel, voire une sturmer pippin. Ne vous inquiétez pas, personne n'ira jamais vérifier. L'essentiel se joue sur l'instant et vous devez impérativement montrer votre connaissance intime de la nature et votre communion permanente avec celle-ci. Évitez en revanche de vous retrouvez contraint de passer à l'acte ou d'être en demeure de mettre en œuvre ce dont vous parlez tant. Souvenez-vous qu'à gauche en général on est toujours plus prompt à promettre qu'à tenir. Vous seriez bien mal en point si l'on vous demandait de traire une vache ou d'aider à planter des pommes de terre. Contentez-vous de causer ! Mitterrand a tenu quatorze ans comme cela ! Enfin, glissez ça et là dans la conversation que vous rêvez de construire votre propre maison en matériaux entièrement renouvelables, recyclables, écologiques, naturels et onéreux.

De quoi la sexualité chez le gauchiste en vacances est-elle le nom ?

Rappelons que l'on distingue trois types de relations hommes-femmes à gauche, autant que les neveux de Donald et les voix des Verts aux législatives.

La méthode socialiste : le socialiste est soumis à la socialiste en apparence. Le mâle, dominé, se réfugie dans l'alcool, les combats des chefs ou la profusion d'expériences sexuelles. Les femmes sont ainsi mises en avant pour mieux laisser toute la virilité naturelle du « social-libéral » s'exprimer dans les couloirs du siège du parti, rue de Solférino. En cela, la sexualité du socialiste n'est guère différente de celle du militant UMP, à l'exception notoire de la couleur des tailleurs Chanel.

La méthode communiste : la rencontre entre deux communistes vivants est devenu aussi complexe place du Colonel-Fabien que dans l'océan Pacifique pour les baleines. En dépit des lois de préservation des espèces en

voie de disparition, chaque jour voit mourir des dizaines de marxistes sous les coups redoublés du NPA et de la cirrhose du foie. Néanmoins, la relation hommes-femmes perdure dans quelques cellules de Seine-Saint-Denis. C'est un rapport viril qui sent bon la lutte des classes de l'époque. La femme fait le café, prépare les affiches, gère la maison, s'occupe des mouflets et négocie avec le proprio de l'appartement pendant que l'homme est dans la rue menant le juste combat prolétaire.

La méthode gauchiste: le gauchiste est traumatisé par le passé féministe de ces militantes. Tout acte relationnel sexué est par définition dans un rapport de domination et la peur d'être taxé de sexiste est telle que le gauchiste se réfugie souvent dans le plaisir solitaire ou, pis encore, la lecture du *Monde diplomatique*. Rappelons enfin que le gauchiste, contrairement au socialiste et au communiste qui, en vacances, redeviennent des blaireaux moyens en short et en *mobil home*, reste un gauchiste militant. Ce qui ne nous facilite pas la tâche.

Toute tentative de séduction de la gauchiste va devoir tenir compte de ces paramètres et annihiler en vous les quelques restes de virilité adolescente que des années de Radio Libertaire n'ont pas parvenu à étouffer.

Le gauchiste est un donc un macho bien élevé: le macho traditionnel de nos contrées n'a aucune chance avec la gauchiste. Il est repéré dès la première minute par son apparente virilité. Le macho traditionnel, comme un jeune joueur de football ou un président de la République, a besoin de montrer par l'extériorisation des comportements qu'il a dans la culotte ce qu'il affiche. Torse velu, lunettes de soleil, sourire berlusconien, voiture noire, montre brillante, démarche déhanchée mais virile, pompes classieuses jusque sur la plage. Il est condamné d'office quand bien même serait-il le Che en personne. De plus, son comportement est trop caricatural et facilement décryptable: partage sexué des tâches ménagères, position dominatrice évidente, vantardise quant à ses capacités sexuelles et incapacité congénitale à faire briller la vaisselle. Tout le monde n'ayant pas la chance d'être homosexuel, position appréciée d'office chez la militante féministe par son rapport égalitaire avec les femmes, le macho gauchiste a su développer quant à lui une forme de sexisme adaptée à ses compagnes et à son milieu. Un machisme de gauche qui ne change pas grand chose au fond mais passe quand même beaucoup mieux chez les enfants de la IV^{e} Internationale. La règle consiste à n'adopter aucune des postures traditionnelles du macho et à épouser les codes en vigueur des relations entre hommes et femmes fondées sur une apparente égalité des sexes.

Il est avant tout nécessaire d'afficher un réel détachement face à l'apparence extérieure. Les fringues paraissent avoir été enfilées sans discernement, sans recherche, comme si, au moment de l'habillage, vous

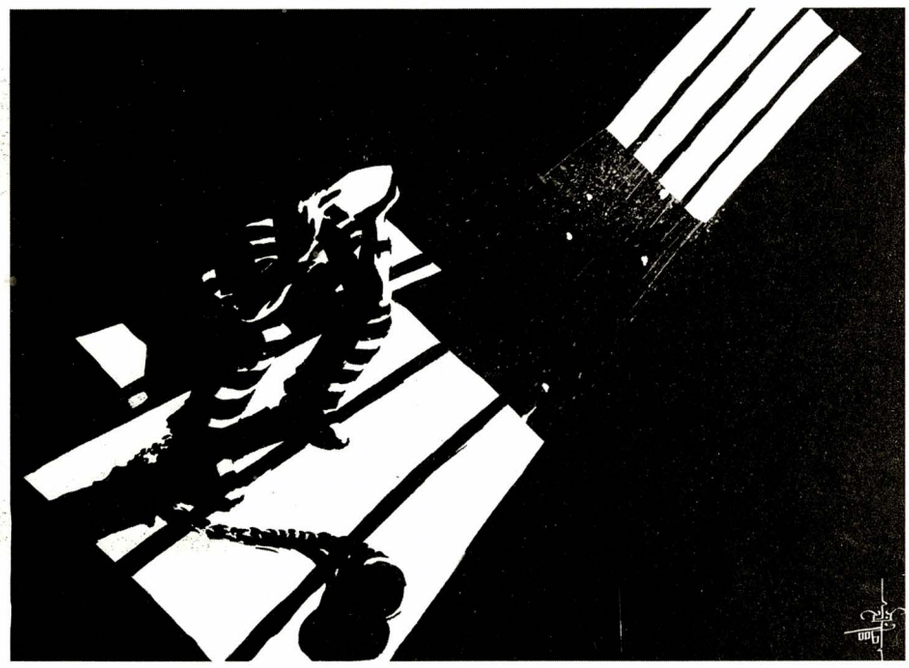
aviez eu à résoudre le grave problème de la dissémination des armes chimiques dans le sud-est du Pakistan oriental. Il existe d'ailleurs aujourd'hui de plus en plus de boutiques spécialisées dans la sape de gauchiste. Ce sont en général des vêtements neufs fabriqués en Chine qui ressemblent à s'y méprendre à de vieux habits européens. Les vendeurs sauront vous conseiller. Vous pouvez miser sur la sandale, mais attention ! évitez scrupuleusement la sandale en plastoc du vacancier bouliste en terrain de camping à la Baule. Vos sandales sont en cuir, ressemelées avec du pneu, vous les portez depuis vos quinze ans et vous avez fait le désert avec! Ainsi vêtu, vous vous fondrez dans le paysage et serez accepté dans la petite communauté des mouvementistes antinucléaires.

Dès votre arrivée *in situ*, proposez de préparer le repas. Il suffira d'une fois pour laisser dans le souvenir de chacune l'image d'un type fréquentable. Ne faites jamais de grillades, de barbecue ou de méchoui. D'abord parce que c'est cancérigène, ensuite parce que c'est toujours là que se distinguent les machos traditionnels qui aiment jouer avec le feu et les brochettes pointues en forme de poignards. Préférez le steak de soja, confectionné à partir de tofu et de tomates, agrémenté d'une arachide, racine, graine ou céréale peu connues en France, genre sorgho, scorsonère, igname, avoine et autre chanvre. Rien ne vous empêchera par la suite d'aller vous tapez un steak frites en cachette au troquet du coin. Le repas sera essentiellement composé de produits du commerce équitable, à l'exception du vin, qui peut être de n'importe où, fait n'importe comment et par n'importe qui, la morale du gauchiste s'arrêtant toujours où commence l'ivresse comme la nôtre et celle du reste de l'humanité. Bien sûr, vous ferez la vaisselle. Point important: refusez systématiquement d'utiliser le produit à vaisselle maison, il doit être cancérigène pour le moins, non recyclable au mieux. Si vous n'êtes pas bourré, vous pouvez sortir le grand jeu et dégraisser les assiettes avec du sable! L'effet est garanti. La vaisselle terminée, vous n'aurez plus qu'à vous isoler quelques minutes pour bien montrer à tous que les grands chasseurs sont solitaires. À votre retour, vous croiserez les regards enamourés des militantes NPAistes pour lesquelles Besancenot ne sera plus, soudain, qu'un facteur sur un vélo!

Conclusion

Amis anars, si vous suivez mes conseils, vous pouvez espérer draguer en été, en sandales, en T-shirt avec un A inscrit dessus, avec quelque chance. Dernière règle essentielle: il est de bon ton, chez le gauchiste comme chez le catholique et le *Sphex nigra fabricius* de Nouvelle-Calédonie, de ne pas montrer son empressement à passer à l'acte. Le gauchiste peut coucher à côté d'une femme dans le même lit sans rien laisser voir de son appétence sexuelle et en continuant même à échafauder des théories sur la fin du capital et la redistribution des richesses aux professeurs de fac. Cette retenue de bon aloi, censée montrer que la sexualité n'intéresse que les animaux et les sociaux-démocrates, est un gage de réussite dans votre opération séduction. Voilà, en vous souhaitant de joyeuses vacances dans le Larzac, la Lozère, l'Ardèche sèche, loin de tous ces blaireaux au bord de la mer, en string, la Rolex *waterproof* au poignet et le mannequin blond allongée sur le yacht... Pouah! E. L.

Les prisons, de Kropotkine... au XXIe siècle



Jacques Lesage de La Haye

Groupe Berneri
Émission Ras les Murs sur Radio Libertaire
Avec l'aimable participation de Pierre Kropotkine

Dans *Surveiller et Punir,* Michel Foucault fait remarquer que les critiques formulées par le mouvement de lutte anti carcérale ne font que répéter ce qui a été dit dès la création de la prison, à la Révolution française. Or, à quelques différences près, ce qu'écrit Pierre Kropotkine dans le livre traduit par Philippe Paraire, « Dans les prisons russes et françaises » [1], n'a pratiquement pas changé pour ce qui est de la partie française.

Rappelons que Kropotkine tire ses observations de son passage dans deux établissements, Saint-Paul de Lyon et Clairvaux.

Même s'il s'agit d'un sujet controversé, avec les décisions autoritaires du gouvernement, un modeste progrès peut être signalé par rapport aux années 1880, où Kropotkine a été incarcéré en France: le tabac n'est plus interdit. Or, notre auteur a écrit: « Fumer est strictement interdit en prison et les contrevenants doivent acquitter une amende de quatre ou cinq francs à chaque fois qu'ils sont pris ».

Le détenu gagne entre six et treize francs par mois... En véritable visionnaire, Kropotkine ajoute: « globalement, l'interdiction de fumer est source de tant de maux que l'administration française sera probablement contrainte bientôt à suivre l'exemple allemand, en vendant elle-même le tabac dans les comptoirs officiels des prisons ».

Un réel saut qualitatif est à relever concernant la nourriture. Kropotkine précise, pour Clairvaux: « le pain est de piètre qualité, la soupe, le rata, le riz bouilli et les haricots verts sont le plus souvent exécrables. Quant aux plats à cantiner, ils sont tous hors de prix et de la pire espèce. Alors que l'administration de Clairvaux pouvait fournir pour quelques sous un beau morceau de viande et des pommes de terre, nous devions payer le double à Lyon pour une tranche de très mauvaise viande bouillie et tout le reste à l'avenant ».

À la fin des années cinquante et au début des années soixante, je suis témoin que la nourriture était quasiment la même, avec un infâme morceau de poisson le vendredi et deux bouts de viande, faits de nerfs et de gras, l'un le jeudi et l'autre le dimanche. A partir des années soixante-dix, jusqu'à l'ouverture des prisons privées, l'évolution a été significative et s'alignait sur l'ordinaire des autres collectivités. Mais depuis que, dans ces établissements, l'intendance est gérée par des sociétés capitalistes, les rations ont diminué de beaucoup et les cantines sont très chères. Nous avons remarqué que les prisonniers se plai-

gnent de nouveau de l'insuffisance de la nourriture dans les revendications qu'ils adressent au Ministère.

Pour les vêtements, les progrès sont considérables. Écoutons ce que nous dit Kropotkine à propos des prisonniers : « À peine avaient-ils passé l'uniforme de la prison (une veste brune couverte de pièces de toutes les couleurs pour couvrir souvent grossièrement les trous et une paire de pantalons trop courts de vingt centimètres pour arriver à couvrir deux énormes sabots de bois), qu'ils sortaient abasourdis par le la tenue ridicule qu'on leur imposait ».

Il y a cinquante ans, la tenue était quasiment la même, à l'exception des sabots. On l'appelait le droguet. Ce n'est qu'à partir de l'arrivée en Centrale, au début des années soixante, que nous avons vu distribuer les nouveaux droguets, gris foncés, qui, par comparaison, nous ont semblé être des « habits du dimanche » !

Aujourd'hui, et depuis les révoltes de 1974, les détenus, hommes et femmes, peuvent porter leurs vêtements civils. Beaucoup de détenus sont en survêtement ou en jogging et baskets.

Pour les parloirs, l'évolution a été lente et difficile. Nous partons du constat de notre auteur : « Imaginez une vaste salle circulaire voûtée, chichement éclairée par le haut. Si vous y entrez aux heures de réception vous êtes littéralement saisi. Un brouhaha, fait de là clameur de centaines de voix parlant et criant en même temps s'élève vers la voûte, qui les renvoie vers le bas, entremêlées dans un bruit infernal, auquel il faut ajouter les sifflements des gardiens, le grincement des serrures, le fracas des clés ».

Il faut rappeler que, dans les années cinquante, le parloir libre, autour de la table, a existé dans les centres de détention. Mais il s'est produit des incidents, dont un qui a défrayé la chronique : une jeune femme apportait des oranges à son frère et en a fait tomber une, qui a explosé ! Elle était shootée au whisky… Et les autres étaient tellement chargées de rhum, de gin ou de cognac qu'elles étaient aussi dures que des balles de base-ball !

Cela a été la fin du parloir libre et le retour aux grillages et aux barreaux. Puis est venu le temps de l'hygiaphone, cette double plaque de plastique transparent, avec des trous non symétriques, afin que passe (médiocrement) le son. Le parloir dans de petits placards, avec ou sans dispositif de séparation, est réapparu au cours des années quatre-vingts.

Et, depuis septembre 2003, commencent à se mettre en place les Unités de Vie Familiale (UVF) dans des établissements pour peines. La famille peut voir le prisonnier sans surveillance de huit à soixante douze heures. Seules, quelques prisons sont équipés de ce nouveau dispositif. Il reste encore beaucoup de chemin à effectuer…

Pour le courrier, cela s'est nettement amélioré. A l'époque de Kropotkine, c'est la misère : « Les droits communs, eux, ont la permission d'écrire une lettre seulement une fois par mois, et seulement à leurs proches parents ». Au milieu du XX^e^ siècle, nous n'avions droit qu'à une seule lettre par semaine et uniquement à la famille. Quant on est au mitard, aucune correspondance n'est tolérée, dans un sens comme dans l'autre.

Aujourd'hui, la correspondance d'un prévenu passe par le juge d'instruction avant d'être remise au prisonnier. Tout détenu particulièrement surveillé aura aussi son courrier contrôlé. En revanche, les détenus, sauf exception, peuvent désormais écrire tous les jours et recevoir autant de courrier qu'ils le souhaitent. Récemment, même au mitard, la correspondance de part et d'autre est autorisée. La lecture du courrier par l'administration, vu la surpopulation, se fait aujourd'hui par sélection aléatoire.

La question du travail reste posée, d'autant plus que cinquante pour cent des détenus sont chômeurs. Mais, si l'on compare avec les années 1880, un changement radical s'est opéré. Le travail forcé à disparu en tant que tel. Or, Kropotkine a pu écrire : « Et puis il y a le travail forcé, celui de l'esclave qui dégrade l'homme, et qui est accompli par force, dans la crainte des pires punitions, et pour aucune autre raison. Tel est le travail forcé en prison ».

Aujourd'hui, le travail du prisonnier est loin de s'aligner sur celui de l'homme libre, mais la notion de travail forcé a été abandonnée depuis plus de cinquante ans. Que signifie donc le « travail en prison », avec des salaires qui sont ceux de la misère ? De plus, le prisonnier n'a pas droit à des arrêts maladie, ni aux congés payés, bien qu'il cotise auprès de tous les organismes sociaux. Il peut être « déclassé » à tout instant par la direction tenant compte d'un rapport de surveillant.

Kropotkine note : « La plupart demeurent dans la plus complète inaction pendant toute la journée. La prison commence son travail de démoralisation dès que le prévenu pénètre entre ses quatre murs ». Sur ce plan, rien n'a changé. Nous pouvons même parler d'un travail de démolition. Plutôt que de démoralisation.

Ce qui paraît insensé, c'est que notre auteur s'indigne du fait que des mineurs soient incarcérés. En cela, rien n'a changé ! Nous relevons le passage suivant : « Les condamnations prononcées contre des enfants par des tribunaux correctionnels sont systématiques et plus féroces que lorsqu'elle frappent des adultes, qui, eux, se voient infliger des peines de quelques mois ou quelques années ».

Aujourd'hui, dans de nombreux cas, les mineurs de seize ans peuvent être condamnés comme des adultes. Et, pourtant, à la fin du XX^e^ siècle, il avait été clairement stipulé que les mineurs ne devaient pas être incarcérés…

À l'époque de Kropotkine, on ne comptait pratiquement pas de malades mentaux, sauf ceux qui décompensaient à cause de l'enfermement. Il semblait clair que n'allaient en prison ceux qui étaient considérés comme responsables.

Cela a bien changé. Depuis les années 1990, la Justice emprisonne les malades mentaux. Les experts psychiatres, complices des tribunaux ergotent sur la conscience altérée au moment des faits, mais ajoutent que le prévenu, même schizophrène, est accessible à une peine de prison. C'est un non-sens absolu. Une personne malade mentale doit être suivie

par un service psychiatrique. Sa place n'est pas en prison.

Nous retrouvons la confusion des genres avant la Révolution, où étaient mélangés les voleurs, les fous, les mendiants et les prostituées.

Conséquence de cette aberration, les établissements pénitentiaires regorgent de psychotiques lourds qui, toutes catégories confondues, constituent 30 % de la population carcérale. Il suffit de lire *Fresnes, histoires de fous*[2], de Catherine Herszberg et *Non lieu, un psychiatre en prison*[3], de Christiane de Beaurepaire, pour être édifié. C'est effrayant.

Paradoxalement, alors que la société progresse technologiquement, elle recule sur le plan humain. La justice et la prison sont symptômatiques de son degré d'évolution. Or, en ce moment, les aggravations se multiplient dans les domaines judiciaire et carcéral.

Nous assistons avec consternation à l'augmentation régulière de la surpopulation. Nous pouvions compter 28000 détenus en 1980. Nous atteignons 64000 détenus aujourd'hui pour 51000 places.

Les gouvernements successifs ne pensent pas en terme de prévention, mais en créations de nouvelles places dans « le parc pénitentiaire ». La prison ayant horreur du vide, elles seront vites occupées, surtout avec une politique sécuritaire qui multiplie les délits, augmente les peines, diminue les grâces et les libérations conditionnelles.

Nous assistons à l'emballement d'une machine infernale que personne ne peut plus contrôler.

Une des conséquences directes de cette incohérence est l'augmentation des suicides. En 1980, les prisonniers se suicidaient quatre fois plus que les gens du dehors. Il faut dire et redire que, maintenant, c'est sept fois. Le fossé se creuse entre la prison et la société.

Rappelons encore que les détenus se suicident sept fois plus au mitard ou quartier disciplinaire qu'en détention ordinaire, soit quarante-neuf fois plus qu'à l'extérieur. Cela pose tout de même une question : à quoi sert la prison, si ce n'est pas à l'élimination de ceux et celles qu'elle enferme ?

Avec les peines planchers, en cas de récidive, les délinquants vont écoper de peines encore plus longues, ce qui va évidemment aggraver le problème.

Ce qui est stupéfiant, c'est que les gouvernements ne semblent pas s'interroger. Avec leur logique, ils fabriquent de la récidive, donc de l'insécurité, car qu'y-a-t-il derrière cette délinquance ordinaire ? Du désespoir, de la rage, de la haine et du désir de vengeance.

Cette politique est voulue et concertée, mais suicidaire. La philosophie « après moi le déluge » aura une fin tragique. Pourtant, elle se poursuit sans scrupules et sans relâche.

Les budgets culturels, éducatifs, sociaux, en particulier, ceux de la prévention et de la réinsertion sont rognés, quand ils ne sont pas purement et simplement supprimés.

Kropotkine l'écrivait déjà en son temps : « D'année en année des milliers d'enfants continuent de grandir dans la fange — matérielle comme morale – des grandes villes, complètement abandonnés au milieu d'une population dont la moralité est détruite par une vie de famine au jour le jour, l'incertitude du lendemain, et une misère dont même les époques antérieures n'avaient pas idée ».

Il ajoute : « Et, à l'autre bout de l'échelle sociale, l'argent, qui représente la valeur produite par le travail humain, est gaspillé dans un luxe inouï, le plus souvent sans autre but que de satisfaire une stupide vanité ». Ce propos est toujours d'actualité. Il est illustré par les montres Rollex, les jets privés, les yachts et les hôtels de luxe…

Alors, avec la même obstination, les gestionnaires de l'État en rajoutent. La Garde des Sceaux institue la rétention de sûreté : un criminel, s'il est considéré potentiellement dangereux, sera gardé dans un nouveau type de prison, alors qu'il a fini sa peine et n'a commis aucun acte répréhensible.

La question des criminels sexuels pose le problème de la légitimité des prisons d'une manière encore plus radicale. La parole se libère de plus en plus en matière de sexualité. Les crimes sexuels sont de plus en plus dénoncés. Mais qui propose des solutions pour traiter ce problème ?

Les condamnés incarcérés pour ce type d'actes sont mélangés avec les autres prisonniers et, de ce fait, subissent très souvent des violences et des humiliations. La Commission d'Éthique du traitement des criminels sexuels

de la Fédération Française de Santé Mentale avait proposé un type de thérapie spécifique dans un lieu alternatif pour ces détenus. Il n'en a jamais été tenu compte.

L'État a besoin de prisons, pour dissuader les rebelles, les dissidents et les déviants de se révolter contre son système. Sa justification, pour nous faire peur, se glisse dans les interstices de son argumentaire pour l'élimination des délinquants sexuels se résume à : « Qu'est-ce que vous feriez, si c'était votre fille ou votre femme ? »

À partir de là, tout est permis. Ce qui s'applique aux criminels sexuels sera étendu aux opposants politiques. Nous l'avons déjà constaté avec le fichier génétique. Aujourd'hui, l'ADN est relevé sans distinction de crimes et délits.

Kropotkine nous livre sa réflexion : « Les deux tiers des infractions à la légalité sont ce que l'on appelle des « atteintes à la propriété », elles disparaîtront, ou seront limitées à un tout petit nombre quand la propriété, qui n'est que le privilège d'un petit nombre, sera retournée à sa source réelle, la collectivité. »

Bien entendu, l'État ne veut surtout pas d'un tel retournement de situation. Tous les moyens sont bons pour éviter ce qui pourrait être une révolution : fichage, vidéosurveillance, infiltrations, provocations, lourdes condamnations, contrôle au plus près des classes dangereuses…

Lorsque nous avons compris l'utilité de la prison pour le maintien du système capitaliste, notre engagement politique se doit d'être une lutte radicale. Un des exemples donnés par Kropotkine doit être suivi : « Organisons donc la société de manière à assurer à chacun la possibilité d'exercer un travail régulier, pour le bénéfice de toute la collectivité. »

Mais il faut aussi dénoncer, informer, innover, mettre en place des expériences alternatives et coordonner ou fédérer des réseaux de résistance. Nous nous trouvons à un moment de notre histoire où nous pourrions reprendre la réflexion de Kropotkine : « Après avoir traversé une phase d'individualisme débridé, nous ressentons de plus en plus que la société est responsable des actes antisociaux qui sont commis. »

La prison n'est pas une réponse à la délinquance et à la criminalité. Juste une stratégie de l'État pour maintenir un pouvoir et défendre ses privilèges. Kropotkine donne un avis sans appel : « Le système est mauvais depuis les fondations jusqu'au toit. » Et il explique pourquoi : « Nos prisons ne sont faîtes que pour dégrader ceux qui y entrent et tuer les dernières manifestations du respect de soi. »

Et, pour les surveillants, le constat est implacable : « Vous ne pouvez pas donner aux uns un tel pouvoir sur les autres sans corrompre ceux à qui vous avez accordé ce pouvoir. Ils en abuseront. »

Comme, de toute façon, la prison n'améliore pas le détenu, mais le rend fou, voire en fait un récidiviste, la conclusion est facile à tirer. Kropotkine l'explique avec clarté : « Le sentiment de rancœur du détenu à l'égard de la société croît en lui, il s'habitue à haïr de tout son cœur tous ces gens « respectables » qui avec tant de méchanceté tuent les meilleurs sentiments qu'il y a dans son cœur. »

La conclusion tombe comme un couperet : « Puisque le prisonnier est un hors-la-loi pour les gens respectables, ceux-ci seront des hors-la-loi pour le détenu. »

Dont acte. Il devient évident que la société doit se mettre au travail et renoncer à la prison comme outil de dissuasion et d'insertion. Ce n'est pas sa vocation. Elle n'a qu'un but, protéger le pouvoir et la propriété. Le seul traitement de la délinquance passe par la liberté, l'entraide et la fraternité.

Kropotkine note : « Tout ce qui va dans cette direction nous amènera plus près de la solution à cette grande question qui n'a cessé de préoccuper l'humanité et dont la solution ne peut être l'emprisonnement. » La prison doit disparaître, car c'est un des ultimes vestiges de la barbarie.

J. L. D. L. H.

1. Pierre Kropotkine, *Dans les Prisons russes et françaises*, Le temps des Cerises

2. Catherine Herszberg, *Fresnes, histoires de fous*, Seuil

3- Christiane de Beaupaire, *Non-lieu – Un psychiatre en prison*, Fayard

L'ami que je n'ai jamais vu

Christophe Danis et sa petite sœur Violaine. Christophe, militant du groupe Louise-Michel de la fédération anarchiste, était activement investi localement et fédéralement. Il a aussi été un pilier fameux du comité de rédaction du *Monde libertaire* pendant de nombreuses années depuis 2002 jusqu'à ce mauvais printemps où le crabe l'a envoyé dans le grand nulle part. Amour, amitié, anarchie ! La rédaction.

AH MALHEUR D'EXISTER dans ce monde de malheur !
Et l'amitié l'amitié, ah…
tu t'uses, chère chose, à force de trop servir, rongée,
tu l'es, par paroles mensongères,
regards sournois par toutes brèches plongeant.
Accourez, communs amis-amis communs,
indiens peinturlurés criards,
pour, à nos entours, conduire la danse du scalp,
et réduire, en jivaros, nos deux têtes amies.

À l'ami qui vous veut du bien,
oh la vieille antienne,
offrez courbe banane au pelage de tigre,
voyez comme la peau soigneusement il conserve,
c'est à vous oui à vous qu'il la réserve,
et « qu'il vienne qu'il vienne, rêve-t-il, le temps que je m'en serve ».
[Glissons ici, mes bons amis,
non une érectile banane présidentesque,
mais la rime mirlitonesque
riche de verbes en verve,
propice à faire pétiller
ces « amitiés » nadales[1] – qui crèvent en bulles].

Ainsi en va-t-il, amis : l'amitié est voie royale pour trahison !
Qu'il lève le bras, celui qui m'ose contradiction !
Je lui, illico, renverrait
sacrément un dito d'honneur.

***

Sourde noire toile de fond
désormais déroulée tapis rouge,
pour que nette et claire se détache
la figure de l'ami Christophe disparu,
l'ami que je n'ai jamais vu,
l'ami qui jamais ne trahit
– comment l'aurait-il pu, ô misère,
avec ses seuls mi-mots vers moi émis
et tels que m.a.i.l. – ô merveille – en l'a.m.i se mue.

Sur Christophe, matricieux tarmac, atterrissaient
mes messages au *Monde lib'* adressés,
et lui, imparable lecteur, se dressait christophore,
escortant mes anxieux alignements de signes
jusqu'aux rives enchantées allumées du soleil
de l'hebdo lampadophore.

Je guettais l'annonce faite à ma marijuanesque prose :
« Roger : reçu ».
« Merci Roger : ».
« Roger : O.K. ». Rasséréné, donc.
Un simple clic sec éclatait en big bang quand,
lion généreux, indemne de superbe,
il se fendait d'un – à rendre tout un chacun pas peu fier –
« Roger : super ».

***

Jeudi 23 avril de ce déjà vieux 2009,
tournant les feuillets libertaires pour en goûter la fragrance,
je tombe sur la grisaille du nom : « Christophe »,
souligné d'un sobre « salut compagnon ».
Et c'est soudain trou noir qui s'ouvre, et bée,
et je me vois nous tous, hébétés,
en ce laid mois de mai,
pareils à noirs moutons bêlant,
bêlant, bouche bée, face au malheur minotaure…

Je crois, Christophe, qu'on ne s'est jamais vus
– sinon peut-être, rare occase, en courants d'air oxygène
entre ces claquantes portes ouvertes
que par tacite accord
nous nous obstinions à enfoncer
de nos frêles épaules solidaires si lasses.
Amitié réduite à l'os,
la plus dure la plus durable qui puisse nous échoir,
réduite à ce plus petit asthénique dénominateur commun :
« ci-joint article » // « ok reçu ».
Et cela suffisait pour que vogue la galère,
galère à voile d'encre de haute mer,
sur laquelle tu n'as cessé de veiller,
sentinelle Christophe,
– « sentinelle perdue » de « L'Esprit de révolte »[2],
dis-tu Kropotkine grand pote -
contre vents et marées,
et de galérer,
plus hardi qu'un skipper,
plus prudent qu'un ulysse,
plus affûté qu'un corsaire,
hardie croisée d'os et de lame
sur lumineux drapeau noir.

Roger Dadoun
1er au 25 mai 2009

---

1. Nadales, néologisme risqué, où s'adjective au singulier le nom de Nadeau, mon « ami » du coup de poignard dans le dos (m'éliminant de La Quinzaine littéraire – cf. l'explication dans la revue Cultures & Sociétés, n° 10, avril 2009, « Cas Nadeau – ou Kafka ») ; où bée l'espagnol nada, « rien » – une « amitié » réduite à rien, nadale donc ; et où danse, pour qui croit au père « Noël », un Nadale sarde. « Amitié » : serait-ce croire au père Noël ? Quand l'ami trahit l'ami, à la nadale (à la manière de Nadeau, « trotskyste impénitent »), ce n'est pas seulement l'ami trahi qui est atteint et blessé, c'est l'amitié elle-même qui en prend un sale coup, et se retrouve défigurée, souillée – pour longtemps.

2. Pierre Kropotkine, *L'Esprit de révolte*, précédé de « Anarchie trionferà » de Roger Dadoun, Manucius, « Lieux d'Utopie », 2009.

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

02 Aisne

Groupe Kropotkine
Athénée libertaire
& Bibliothèque sociale
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
Permanence les 1er 3e 5e jeudis du mois de 18 heures à 21 heures.
Tél. : 03.23.80.09

04 Alpes-de-Haute-Provence

Liaison Alpes-de-Haute-Provence
Daniel ADAM
BP1
04190 – Les Mées
adsalam@no-log.org

05 Hautes-Alpes

Groupe GEL-05
BP 111
05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 Alpes-Maritimes

Liaison Antibes
c/o Le Monde libertaire

07 Ardèche

Groupe d'Aubenas
c/o CESA
BP 15
01170 Villeneuve-de-Berg

12 Aveyron

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP
BP 2
12400 Montlaur

13 Bouches-du-Rhône

Liaison Germinal de Marseille
c/o Mille Bâbords
6, rue Consolat
13001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

Liaison La Ciotat
c/o Mille Bâbords
6,1 rue Consolat
13001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

Liaison Ni Dieu Ni Maître (Arles)
c/o Le Monde libertaire
ndnm.arles@no-log.org
ndnm.arles.free.fr

14 Calvados

Groupe de Caen
c/o Le Monde libertaire
fa-caen@no-log.org
facaen.zeblog.com

15 Cantal

Groupe Les Ephéméristes
c/o Pascal Delente
Cité de Ponty 3
15800 Thiézac

17 Charente-Maritime

Groupe les AffranchiEs
c/o Le Monde libertaire
groupe-lesaffranchies@federation-anarchiste.org

Groupe Nous Autres
c/o ADIL
BP 3
17350 Port d'Envaux

18 Cher

Liaison Bourges
c/o Le Monde libertaire

19 Corrèze

Groupe Jose Fortuny
c/o Le Monde libertaire

21 Côte-d'Or

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître
BB 8
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon
Permanence tous les mercredis de 20 heures à 23 heures
6, impasse Quentin

22 Côtes-d'Armor

Groupe Jean Souvenance
C/O CEL
1, rue Yves-Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 Creuse

Groupe Arthur Lehning
c/o Alayn Dropsy
9, Rizat
23270 Ladapeyre
Tél. : 05.55.80.64.00
alayn.dropsy@yahoo.fr
anarchie23.centerblog.net

24 Dordogne

Groupe Drapeau Noir Périgord
c/o ADCS 24
Le Bourg
24290 Saint-Amand-de-Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman
c/o Emma
Pavillon 10
44, rue Léon-Félix
24000 Périgueux
emma.goldman@no-log.org

25 Doubs

Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL
BP 121
25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
lautodidacte.org

Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25000 Besançon
lautodidacte.org

28 Eure-et-Loire

Groupe de Chartres
Abbayes de St Brice
1, rue Martin-Auval
28000 Chartres
Permanence chaque 1er vendredi du mois

30 Gard

Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 25018
30903 Nîmes Cedex 2
fa30-84@no-log.org
fa-30-84.org

32 Gers

Liaison Gers
c/o Le Monde Libertaire

33 Gironde

Cercle Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7, rue du Muguet
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

35 Ille-et-Vilaine

Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
contact@farennes.org
farennes.org

Librairie associative La Commune
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

38 Isère

Groupe La Rue Râle (Saint-Marcellin-Royans)
c/o Groupe Jules Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38100 Grenoble
laruerale@no-log.org

Groupe Vercors
c/o ULTIMATUM, BP 3
38250 Lans-en-Vercors
fa.vercors@no-log.org
fa.vercors.free.fr

39 Jura

Groupe Lucio
c/o La Maison Du Peuple
12, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
groupelucio@altern.org

42 Loire

Groupe Nestor-Makhno de la région Stéphanoise
Bourse du Travail salle 15 bis
Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1

44 Loire-Atlantique

Groupe May Picqueray
c/o Le Monde libertaire

45 Loiret

Groupe Gaston Couté
c/o Le Monde Libertaire
gastoncoute@no-log.org
groupegastoncoute.blogspot.com

51 Marne

Liaison Marne
c/o Le Monde libertaire
fa51@no-log.org

54 Meurthe-et-Moselle

Liaison Nancy
c/o Le Monde libertaire

56 Morbihan

Groupe libertaire Francisco Ferrer
Cité Allende
Boîte 19
56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

les groupes

Groupe libertaire René Lochu
6, rue de la Tannerie
56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr

57 Moselle

Liaison Voline
Sarrebourg
c/o Le Monde libertaire

Groupe de Metz
Association culturelle libertaire
BP 16
57645 Noisseville

63 Puy-de-Dôme

Liaison Clermont-Ferrand
c/o Le Monde libertaire

67 Bas-Rhin

Groupe de Strasbourg
c/o ACLS
c/o Lucha y fiesta
BP 41017
67027 Strasbourg Cedex 01
groupe-strasbourg@
federation-anarchiste.org
fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas-Rhin
c/o REMON
BP 35
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@
federation-anarchiste.org

69 Rhône

Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44, rue Saint-Georges
69001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
vivre-libre.org

liaison Herope
a.l.herope@mondetron.org
faherope.centerblog.net

71 Saône-et-Loire

Groupe La Vache Noire
c/o ADCLSL
BP 516
71322 Chalons-sur-Saône Cedex
libertaire71.monsite.wanadoo.fr

72 Sarthe

Groupe Lairial
L'épicerie du Pré.
31, rue du Pré
72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et Café libertaire le premier samedi du mois à 16 heures.

73 Savoie

Groupe Chambéry
c/o La salamandre
Maison des associations
67, rue St-François-de-Sales
Boîte X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
fa73.lautre.net

75 Paris

Groupe Pierre-Besnard
c/o Le Monde libertaire
groupe-pierre-besnard@
federation-anarchiste.org

Groupe La Vache Folle
c/o Le Monde libertaire
vfolle@multimania.com
www.multimania.com/vfolle

Groupe Claaaaaash
c/o Le Monde libertaire
groupe.claaaaaash@
federation-anarchiste.org
claaaaaash.over-blog.org

Groupe Louise-Michel
c/o Le Monde libertaire
groupe-louise-michel@
federation-anarchiste.org

Groupe Berneri
c/o Le Monde libertaire

Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire

Groupe Artracaille
c/o Le Monde libertaire

Groupe La Lune Noire
c/o Le Monde libertaire

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : 0148053408
Fax : 0149299859
Ouverture :
du lundi au vendredi : de 14 heures à 19h30
le samedi de 10 heures à 19h30

Bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
Jeudi de 18 heures à 19h30 et samedi de 15 heures à 18 heures

Radio libertaire
89,4 MHz et sur le net

76 Seine-Maritime

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
farouen@no-log.org

Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16 heures à 18 heures
Vendredi 17 heures à 19 heures
Samedi 11 heures à 18 heures
Pendant les vacances scolaires les samedis de 14 heures à 18 heures

Groupe Zéro de conduite
Le Havre
c/o Le Monde libertaire

77 Seine-et-Marne

Groupe Sacco et Vanzetti
c/o GRELE
1 bis rue Émilie
77500 Chelles

80 Somme

Groupe Alexandre-Marius-Jacob
c/o Le Monde libertaire
fa-amiens@no-log.org

81 Tarn

Groupe Les ELAF
c/o Le Monde libertaire

83 Var

Groupe Nada
c/o ACL
BP 5137
83093 Toulon Cedex
contact@
groupenadatoulon.lautre.net
groupenadatoulon.lautre.net

84 Vaucluse

Groupe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR
BP 5018
30900 Nîmes
fa30-84@no-log.org
fa-30-84.org

86 Vienne

Liaison l'Amitié de Poitiers
c/o Le Monde libertaire

89 Yonne

Liaison Haute-Vienne
c/o Le Monde Libertaire

91 Essonne

Groupe Jean Meckert de Corbeil-Evry
c/o Le Monde libertaire

RAT (Réseau pour l'abolition de la télévision)
c/o Le Monde libertaire

92 Hauts-de-Seine

Groupe Idées noires
c/o Le Monde libertaire
www.ideesnoires.fr.nf
ideesnoires.fa@noos.fr
Vente du *Monde libertaire* tous les dimanches au marché de Malakoff de 11 heures à 12h30.

93 Seine-Saint-Denis

Groupe Henry-Poulaille
c/o Le Monde libertaire
groupe-henry-poulaille@
wanadoo.fr

Groupe Albert-Camus
c/o Le Monde libertaire

94 Val-de-Marne

Groupe Élisée-Reclus
c/o Le Monde libertaire
faivry@no-log.org

Groupe Tous les maquis
c/o Le Monde libertaire
touslesmaquis@voila.fr

95 Val-d'Oise

Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
c/o Le Monde libertaire
makhno-cergy@tele2.fr

Belgique

Groupe Ici et maintenant
c/o Le Monde libertaire
groupe-ici-et-maintenant@
federation-anarchiste.org
www.ici-et-maintenant.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel *À voix autre*
www.avoixautre.be

RADIO LIBERTAIRE

En Ile de France : 89.4 MHz

Et sur Internet, depuis http://www.federation-anarchiste.org

Grille à jour en mai 2009

DIMANCHE

08h00 : ***Goloss trouda, la voix du travail***, émission franco-russe

10h00 : ***Ni maître ni dieu***, émission de la coordination nationale des libres penseurs

12h00 : ***Folk à lier***, le magazine des musiques traditionnelles

14h00 En alternance :

- ***Tempête sur les planches***, actualité du théâtre et de la danse
- ***Symbiose***, le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...
- ***Cris et murmures,*** la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 En alternance :

- ***Chants, contrechamps,*** cinéma d'auteur(s) et chanson à texte(s)
- ***L'heure Stratocaster***, relecture et découverte du rock par des ados ♥
- ***Des mots, une voix***, des mots, des auteurs

17h00 : ***Le mélange,*** musique et actualité du spectacle

18h30 En alternance :

- ***Echos et frémissements d'Irlande***, émission de l'association irlandaise
- ***Il y a de la fumée dans le poste***, émission du CIRC

20h30 En alternance :

- ***Détruire l'ennui,*** anarcho punk et diy (dot it yourself)
- ***Les désaxés,*** ciné en zone libre

22h00 Les liaisons dangereuses, c'est à dire en alternance :

- ***Rudies back in town***, Les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville
- ***Seppuku,*** musiques électroniques

24h00 En alternance :

- Plage musicale
- ***Balistik,*** musiques créatives

LUNDI

11h00 : ***Lundi matin***, infos et revue de presse

13h00 : ***Les partageux de la Commune***, émission sur la Commune de Paris

14h30 ***Ondes de choc***, magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 : ***Terre et liberté,*** sur les luttes des peuples sans Etat ♥ (2ème lundi du mois)

18h00 En alternance :

- ***Les mangeux d'terre***, écolo-libertaire (1er lundi du mois)
- ***Agora libertaire***, émission des groupes régionaux de la Fédération Anarchiste (2ème lundi du mois)
- ***La santé dans tous ses états***, l'actualité du milieu de la santé (3ème lundi du mois)
- ***Le vivre ensemble***, végétarisme et cause animale ♥ (4ème lundi du mois)

19h30 : « ***Le monde merveilleux du travail*** » **:** des syndicats de la CNT

21h00 : ***Ça urge au bout de la scène***, actualité de la chanson

22h30 : ***De la pente du carmel, la vue est magnifique***, comme son nom l'indique

Nouvelles émissions : ♥

MARDI

8h00 : ***Le parisien libertaire,*** actualité parisienne

9h30 : Plage musicale

11h00 ***ArtRacaille***, débat de la condition de l'artiste dans la cité ♥

12h30 : ***Wreck this mess***, cocktail de musiques radicales

14h30 : ***L'idée anarchiste***, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

18h00 En alternance :

- ***Les amis d'Orwell,*** émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
- ***Un peu d'air frais,*** l'écologie au quotidien ♥

17h00 : ***Des oreilles avec des trous (dedans)***, des fusiques molles pour fous les tous

18h00 En alternance :

- ***Idéaux et débats***, émission littéraire
- ***Pas de quartiers...***, ça se passe près de chez vous

19h30 : ***Paroles d'associations***, magazine de la vie associative et culturelle

20h30 : ***Radio libertaria***, émission de la CNT (1er, 2ème et 4ème mardi du mois).

20h30 : ***Emission*** sur un sujet d'actualité ouverte aux auditeurs (3ème mardi du mois) ♥

22h30 En alternance :

Muzar, autour de l'art contemporain

Bol d'art, tu traces...

MERCREDI

8h00 : La bibliothèque anarchiste Textes anarchistes et débats d'idées ♥

9h30 ***: Court-Circuit***, Scènes philosophiques

10h30 : ***Blues en liberté***, émission musicale blues

12h00 : ***Sans toit ni loi***, émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 : ***Le manège***, littérature, cinéma

16h00 : ***Léo 38*** Reggae et autres

17h00 : ***Décalages horaires***, musiques du monde

18h30 : ***Femmes libres,*** femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 : ***Ras les murs***, actualités des luttes de prisonniers

22h30 : ***Traffic***, musiques urbaines et libres propos

Type des émissions :
militante
culturelle *musicale*

JEUDI

0h30 : ***Les Rendez-Vous Soniques,*** Le magazine libertaire du rock ♥

08**h30** : ***Jus de rue***, infos et actualité

10h00 : ***Chronique hebdo***, analyse libertaire de l'actualité

12h00 : ***De rimes et de notes***, actualité de la chanson et du spectacle

14h00 : ***Radio Cartable***, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 : ***Bibliomanie***, autour des livres...

16h30 : ***Petites annonces d'entraide***

18h00 : ***Si Vis Pacem***, émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 : Les enfants de Stonewall,

En alternance :

- ***Toujours les mêmes,*** scène queer, transpédégouine, punk de Paris ♥
- ***Body freaks***, la radio Trans (actus et débats trans
- ***Affinités électives***
- ***Sida bla bla***, émission d'Act Up-Paris

Si 5ème jeudi : ***questions LGBT***

20h30 : ***Entre chiens et loups***, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musiques…)

22h00 : ***Epsilonia***, musiques expérimentales et expérimentations sonores

Périodicité des émissions :
bi-mensuelle
mensuelle *autre*
Sans indication : hebdomadaire

VENDREDI

8h30 : ***Petits matins pour le grand soir,*** les enfants du père La Purge

11h00 En alternance :

- ***Zones d'attraction***, Philosophie witz et performance ♥
- ***L'écho des cabanes***, de l'ombre à la lumière ♥

13h00 ***: Place aux fous***, musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 ***Les oreilles libres***, musiques engagées

16h00 : ***Koumbi,*** culture, histoire, société et immigration, autour de l'Afrique

17h30 : En alternance :

- ***Radio espéranto***, émission de l'association Sat-Amikaro
- ***Radio ZAM***, spécial esperanto jeunes

19h00 L'Invité du vendredi, c'est à dire en alternance :

- ***Des droits et des hommes***, émission de la Ligue des Droits de l'Homme
- ***L'antenne sociale***, autour des acteurs du social
- ***Raison présente***, émission de l'Union Rationaliste de France
- ***Trait d'union***, le mouvement des idées

21 h 00 En alternance :

- ***Offensive*** … libertaire et sociale
- ***La grenouille noire,*** anarchisme et écologie

22h30 : ***Ca booste sous les pavés***, musiques, reportages et actu

SAMEDI

0h00 ***Les nuits musicales***

En Alternance :

- ***Nuit Léo 38***
- ***Sure Shots*** ♥(1er samedi du mois)
- ***SoundRadio*** ♥(3ème samedi du mois)

08h00 : ***Réveil hip-hop***, hip-hop

10h00 : ***La philanthropie de l'ouvrier charpentier***, comme son nom ne l'indique pas

11h30 : ***Chronique syndicale***, luttes et actualités sociales

13h30 : ***Chroniques rebelles***, débats, dossiers et rencontres

15h30 : ***Deux sous de scène***, le magazine de la chanson vivante

17h00 En alternance :

- ***Bulles noires,*** bandes dessinées et polar
- ***Bulles de rêve***, cinéma d'animation

19h00 En alternance :

- ***Tribuna latino-americana***, actualité politique de l'Amérique latine
- ***Longtemps, je me suis couché de bonne heure***, magazine des livres, de la musique et du cinéma
- ***Les passagers de la nuits***, émission mensuelle de cinéma ♥

21h00 Les nuits libertaires, c'est à dire en alternance :

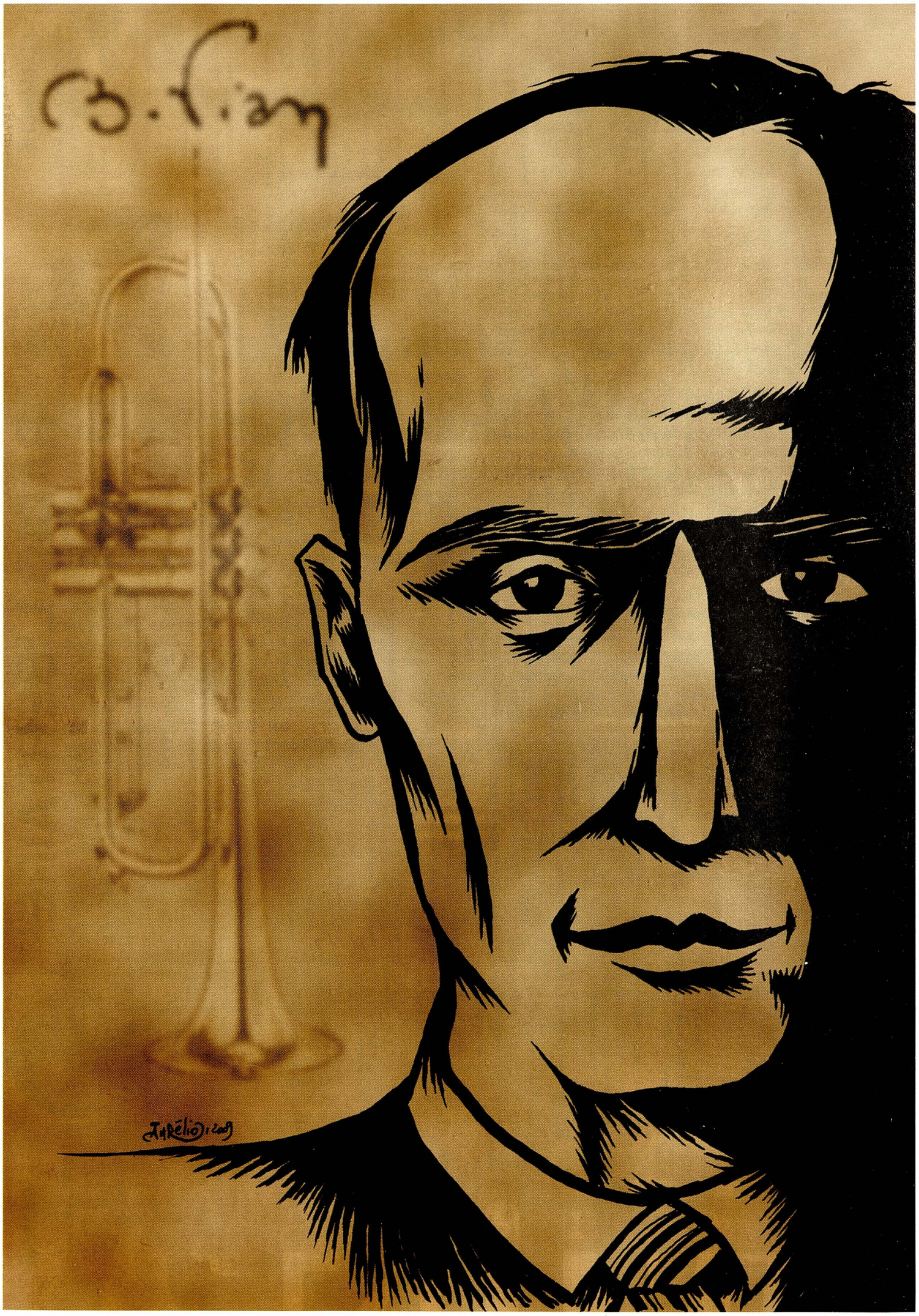
- ***Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée***, chronique artistique, musique classique et contemporaine
- ***Tormentor***, musiques alternatives

23h00 : ***Nuits off,*** topologies sonores, rock et chroniques

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS

Tél. Siège : 01 48 05 34 08 Fax 01 49 29 98 59 Tél. Studio 01 43 71 89 40 e-mail : radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Grille téléchargeable au format pdf, sur le site de Radio Libertaire : www.federation-anarchiste.org/rl/


Aurélio